



HAL
open science

Jeunesses, Attachements aux Territoires Ruraux, Implications et Mobilités

Cécile Vachée, Christophe Dansac, Sophie Ruel, Jean-Pierre Loredo

► To cite this version:

Cécile Vachée, Christophe Dansac, Sophie Ruel, Jean-Pierre Loredo. Jeunesses, Attachements aux Territoires Ruraux, Implications et Mobilités. [Rapport de recherche] LRPMip / IUT de Figeac / Université Toulouse 2 le Mirail; UMR EFTS. 2016. hal-01560463

HAL Id: hal-01560463

<https://hal.science/hal-01560463>

Submitted on 11 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



Jeunes, Attachements aux Territoires Ruraux, Implications et Mobilités

Une étude sur les jeunes lotois de 11 à 19 ans

**Cécile Vachée, Christophe Dansac
Sophie Ruel, Jean-Pierre Loredo**

Équipe Organisations Non Orientées vers le Profit et Gouvernance (ONOP-G)
Groupe Local de Recherche du Nord Midi-Pyrénées (LRPMip) / IUT Toulouse 2 Figeac
UMR Éducation Formation Travail Savoirs
Université Toulouse Jean-Jaurès

Avec le soutien du



Octobre 2016

Contenu

Introduction.....	4
1. Définir le « rural ».....	6
1.1 Jeunesses, territoires et politiques locales.....	6
1.2 Vivre en milieu rural avant 20 ans.....	7
1.3 Jeunesses, temps libre et activités de proximité.....	9
1.4 Politiques locales de jeunesse, services, activités et participation.....	10
1.5 L'engagement des jeunes.....	12
2. Une enquête sur les jeunes Lotois.....	16
2.1 Quelques repères démographiques.....	16
2.2 L'enquête et ses problématiques.....	17
2.3 Le choix d'une méthodologie principalement quantitative.....	19
2.3.1 Les facteurs.....	19
2.3.2 Les variables.....	20
2.4 Structure de l'échantillon.....	20
2.4.1 Âge et sexe des répondants.....	20
2.4.2 Famille des répondants.....	21
2.4.3 Environnement des répondants.....	23
2.4.4 Scolarisation.....	24
3. Les modes de sociabilité avec les pairs.....	27
3.1 Fréquence d'utilisation des différents modes.....	27
3.2 Une évolution du collège au lycée.....	29
3.3 De fortes différences entre filles et garçons.....	29
3.4 Des effets de la nature du territoire habité.....	29
3.4.1 Chez les collégiens.....	29
3.4.2 Une influence des modes d'habiter qui diminue chez les lycéens.....	30
3.5 Le statut socioprofessionnel des parents influence la sociabilité des collégiens	30
3.6 Modes de lien considérés comme les plus importants.....	31
3.7 Liens entre les différents modes de sociabilité.....	31
3.8 Pour une synthèse sur les modes de sociabilité.....	32
4. L'implication dans des activités.....	34
4.1 Qui pratique ? Quel type de pratique ?.....	34
4.1.1 Des pratiques très genrées.....	34
4.1.2 Le passage du collège au lycée fait chuter la pratique.....	35

4.1.3	Les pratiques diffèrent selon type de scolarité	36
4.1.4	Effet des variables familiales	36
4.1.5	Lien entre pratiques et modes de déplacement usuels.....	36
4.2	Qui ne pratique pas ? Quels désirs et quels motifs ?	37
4.2.1	Comparaison entre non-pratiquants satisfaits et insatisfaits.....	37
4.2.2	Comparaison entre pratiquants comblés et pratiquants insatisfaits.....	38
4.2.3	Désirs de pratiques formulés	39
4.2.4	Motifs de la non pratique d'activités désirées	40
4.3	Les lieux pour les jeunes	42
4.3.1	La connaissance de lieux pour jeunes	42
4.3.2	La fréquentation potentielle	42
4.4	Pour une synthèse sur les pratiques	43
5.	Les mobilités.....	46
5.1	Déplacements liés à la scolarité.....	46
5.2	Modes de déplacement utilisés.....	46
5.2.1	Chez les collégiens (de moins de 16 ans).....	47
5.2.2	Chez les lycéens (de plus de 14 ans)	48
5.3	Liens entre les mobilités et la sociabilité.....	49
5.4	Déplacement pour les activités pratiquées.....	50
5.5	Pour une synthèse sur les questions de mobilité	51
6.	L'implication dans des fonctions de représentation.....	52
6.1	Qui a déjà représenté les autres jeunes ?.....	52
6.2	Parmi ceux qui n'ont pas été « élus », qui l'aurait voulu ?.....	57
6.3	Qui se projette dans le rôle de représentant ?.....	57
6.3.1	Chez les collégiens	58
6.3.2	Chez les lycéens	59
6.4	Pour une synthèse sur les fonctions de représentation.....	60
7.	La relation au territoire.....	62
7.1	Le vécu du territoire	63
7.1.1	Un territoire vécu globalement comme agréable	63
7.1.2	Un lien fort entre le vécu et les pratiques d'activités et de sociabilité	65
7.1.3	Le vécu des jeunes Lotois	67
7.2	L'importance des relations sociales et de la qualité de vie.....	69
7.3	Projection de départ	71
7.3.1	Pour déménagement des parents	71
7.3.2	Pour faire ses études	74
7.4	Projection dans le futur	79

7.5	Attrait pour de grandes villes.....	81
7.6	Pour une synthèse sur les relations au territoire.....	85
8.	Relation aux cadres d'engagement	86
8.1	Les conseils de jeunes	86
8.2	Le service civique.....	87
8.3	La connaissance de l'instance PNRCQ.....	88
9.	Le point de vue des professionnels.....	88
9.1	Représentations du territoire chez les jeunes et attachements	88
9.2	Inconvénients à vivre sur ce territoire	89
9.3	Représentations des jeunes qui fréquentent la structure	90
9.4	Des jeunes engagés... mais qu'il faut encadrer	90
9.5	Faire venir les jeunes... ..	91
9.6	Une connaissance parcellaire des politiques de jeunesse et des dispositifs locaux	92
9.7	Liberté et contraintes des professionnels dans la structure.....	92
9.8	Les partenariats.....	93
10.	Une analyse factorielle pour récapituler	93
	Axe 1 : pratiquants / non-pratiquants.....	94
	Axe 2 : évolution de la mono-pratique à la pluralité.....	94
	Axe 3 : lien pratique / rapport aux autres et au territoire.....	95
	Axe 4 : relation entre habitat, pratiques et mobilités	96
	Axe 5 : Relation entre affirmation de soi et caractère catégorique des réponses	97
	Axe 6 : Représentants versus non représentants en lien avec les pratiques.....	99
	Axe 7 : Représentants versus non représentants en lien avec la sociabilité	100
	Axe 8 : relation entre les modes de déplacement, l'habitat, et les pratiques de sociabilité.....	100
	Pour conclure.....	102
	Bibliographie.....	106
	Annexes	110

INTRODUCTION

La distinction entre ville et campagne, pourtant discriminante avant les années 1970-1980, est de moins en moins pertinente aujourd'hui. L'augmentation des mobilités, l'accessibilité accrue aux pratiques culturelles, aux informations de toutes sortes, aux services, l'inscription dans une culture du numérique sont autant d'éléments qui réduisent les distances et rendent la dichotomie ville/campagne (ou urbain/rural) moins opérante.

Pourtant des disparités demeurent, et les sciences sociales proposent de les explorer sur le versant de ce qui est vécu et ressenti par les acteurs qui occupent les territoires. Cependant, des différences, plus fines que ne le laissent voir les données « macroscopiques », méritent d'être explorées sur des territoires spécifiques, en fonction de problématiques ciblées et repérées par des acteurs qui œuvrent sur le terrain.

Si on prend en compte les flux et la croissance démographique des espaces ruraux, le vieillissement des populations et l'allongement de la jeunesse, on se rend compte que les thèmes relatifs aux politiques destinées à la jeunesse et les enjeux qui en découlent peuvent devenir une priorité pour bon nombre de territoires ruraux. En effet, la question de l'attractivité en direction des jeunes est un enjeu majeur pour la vitalité des zones à faible densité de population. Les principales contraintes connues sont relatives aux distances qui séparent les lieux de vie, d'éducation, de loisirs ainsi que les différents services.

Ces handicaps sont clairement identifiés dans la littérature et par les habitants, mais on parle moins souvent des atouts des territoires ruraux et de l'attachement que les jeunes peuvent leur porter. On sait que les représentations des territoires ruraux sont très contrastées, mais qu'en est-il spécifiquement pour la population des moins de 18 ans qui habite ces territoires ?

Ces questions se sont posées lors de la réflexion sur la nouvelle charte du Parc Naturel Régional des Causses du Quercy¹ (2012-2024). Cette charte propose des mesures à destination des jeunes et en particulier la définition et l'élaboration d'espaces de dialogues et de participation pour les 11-17 ans. Dans le cadre de ces mesures et lors d'une réunion sur le projet de constitution d'un conseil de jeunes, un déficit de connaissances sur les représentations que se font ces jeunes du territoire sur lequel ils vivent et se déplacent a été constaté. Dans ce contexte, il a semblé intéressant de questionner, par le biais d'une « enquête

¹ PNRCQ dans le reste du document.

école »², les représentations et le vécu de ce territoire par les jeunes qui l'habitent quotidiennement ou qui en sont originaires. Cette réflexion a ensuite été étendue aux questions qui nous paraissent connexes, et qui s'intègrent dans les thématiques travaillées au sein de notre groupe de recherche, telles que celles concernant l'engagement de ces jeunes et leur participation à la décision politique au sens large, que ce soit au travers des associations, conseils de jeunes ou autres organes de participation voire de délibération.

Les objectifs de ce rapport sont de tenter de répondre à quelques grandes interrogations que nous pouvons lister ici : Comment les jeunes se représentent-ils leur territoire en termes d'attractivité, de dynamisme, de qualité de vie, de capital patrimonial ? Qu'est-ce que les jeunes font de ce territoire en termes d'appropriation, d'ancrage, d'attachement ? Quel est leur éventail de pratiques sociales ? Qu'en est-il de leur utilisation des équipements de loisir ? Quelles sont les modalités de leurs sociabilités avec leur famille, le système scolaire, les associations ? Quelles sont leurs mobilités actuelles et envisagées, leur degré d'autonomie, de dépendance aux parents ? Comment s'engagent-ils ou rêvent-ils de s'engager au sein de ce territoire ? Quels sont les freins ou les facilitateurs à cet engagement ? Comment se projettent-ils à court, moyen et long terme dans le cadre de leurs études, de leur installation, dans leurs projets personnels et professionnels ?

La méthodologie choisie est essentiellement quantitative, mais nous avons réalisé des entretiens auprès des professionnels de la jeunesse qui œuvrent dans le territoire du PNRCQ. Deux questionnaires ont été élaborés : un premier administré en « face-à-face » par les étudiants auprès de 1314 jeunes, et un second « auto-administré » auprès de 2029 jeunes dans des collèges et lycées lotois³.

Ce rapport présente dans un premier temps un rapide état de la littérature sur les questions de jeunesse en milieu rural dans leurs dimensions de relation au territoire et d'engagement, ainsi que sur les politiques publiques susceptibles de les accompagner. La méthodologie choisie pour mener à bien cette étude est ensuite exposée dans ses dimensions quantitatives et qualitatives. Une large partie de ce rapport est consacrée à la présentation des résultats et ce le plus fidèlement possible en essayant de mettre en évidence les liens les plus significatifs entre l'ensemble des variables. Ces liens permettent de comprendre comment les jeunes vivent leur rapport au territoire, leurs pratiques, leurs modes de sociabilité, leurs rapports à l'engagement dans le fait de représenter les autres, et leurs projections de vie sur le territoire. Une attention particulière est portée aux variables significativement explicatives comme par exemple le sexe, l'âge, les modes de sociabilité afin de mieux comprendre ce qui est susceptible de

² Une « enquête école » est une étude menée avec un groupe d'étudiants, ici ceux du département Carrières Sociales de l'Iut de Figeac (Université Toulouse Jean Jaurès). Elle permet de recueillir des données relatives à une question posée par des acteurs du territoire, qui seront ensuite traitées par les étudiants et les enseignants chercheurs encadrants. Elle permet un temps de formation sur des techniques d'enquêtes pour les étudiants et elle rend possibles des partenariats avec des acteurs clés du territoire lotois ou autre. Une enquête école sur la vie associative a déjà été menée avec le PNRCQ en 2011 (les résultats sont disponibles en ligne sur le site du parc). En 2012, l'enquête portait sur l'intervention sociale en milieu rural en partenariat avec la CNAF. [Pagès, A., Vachée, C., Dansac, C., Lorédo, J.-P. (2014). L'intervention sociale en milieu rural : le point de vue des personnels. Dossier d'étude n°171. C3S, Université de Franche Comté / LRPMip, IUT de Figeac / Caisse Nationale des Allocation Familiales].

³ Le présent volume de ce rapport présentera les résultats du questionnaire « face-à-face » et des entretiens auprès des professionnels. Les résultats du questionnaire « auto-administré » seront présentés dans un second volume.

distinguer les jeunes dans leur rapport aux thématiques observées. Ce rapport propose également de rapprocher les résultats fournis par l'enquête quantitative par questionnaires avec les points de vue des professionnels de la jeunesse recueillis à l'aide des entretiens. Enfin en conclusion, une analyse factorielle sera présentée qui précise certaines corrélations, permettant de compléter la compréhension de l'ensemble des résultats de cette enquête. Quelques perspectives ouvertes par les résultats seront enfin abordées.

1. DÉFINIR LE « RURAL »

Le département du Lot, qui plus est le périmètre du PNRCQ, ont pour caractéristique leur faible densité de population. Le terme de « rural » est parfois employé de façon positive, en rapport aux bienfaits de l'éloignement et de la contemplation. D'autres fois, il est synonyme d'enclavement et d'austérité. Il n'est pas simple de définir et d'utiliser à bon escient les mots « campagne », « milieu rural », « territoires ruraux ». Il est encore moins aisé de qualifier de « rurales » ou d'« urbaines » certaines parties du territoire français.

L'INSEE a établi des nomenclatures spatiales pour chercher à mesurer les phénomènes économiques et sociaux sur des territoires où la campagne est prédominante. Dans les années 1950, la nomenclature qui oppose « communes urbaines » et « communes rurales », est fondée sur le nombre d'habitants agglomérés (supérieurs ou inférieurs à 2000).

En 1997, la nomenclature intègre le critère des niveaux d'emploi et de taux d'attraction par l'emploi. En 2012, l'INSEE propose un nouveau zonage en bassins de vie définis comme les plus petits territoires au sein desquels les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. Le territoire national est structuré par 1 666 bassins de vie, dont 1 287 sont qualifiés de ruraux. Les zones rurales représentent 78 % du territoire mais seulement 31 % de la population (INSEE, recensement de la population 2009). Cette brève référence aux évolutions des nomenclatures montre le nécessaire dépassement des catégories spatiales pour prendre en compte progressivement, dans la définition du milieu rural, l'accès des populations aux services, aux équipements, à l'emploi, ainsi que les dynamiques démographiques, et les flux de déplacements.

L'étude du rapport que les jeunes entretiennent avec leur territoire de vie ne doit pas ignorer ces dynamiques, en particulier les questions d'accessibilité, de mobilité et de temps de transports entre les équipements structurants.

1.1 Jeunesses, territoires et politiques locales

Au 1^{er} janvier 2016 et selon l'INSEE, la population française compte un peu plus de 7 millions de jeunes ayant entre 11 et 19 ans. En sociologie, la jeunesse se définit comme une période de transition entre l'enfance et l'âge adulte au cours de laquelle le jeune se construit comme sujet autonome. Traditionnellement, on considère que la décohabitation (c'est-à-dire le départ du foyer familial), l'accès à un emploi, et la mise en couple stable marquent la sortie de la jeunesse. Ces dernières années, les principales observations permettent de constater que le temps de la jeunesse s'allonge assez considérablement. En effet, la désynchronisation de la décohabitation, de l'entrée dans l'emploi stable et de la mise en couple est de plus en plus fréquente ce qui rend plus floues les frontières entre les différents âges de la vie (Galland 2011). Les travaux sur les effets de génération (Chauvel 2010) montrent que les jeunes voient baisser leur pouvoir d'achat par rapport à celui de leurs

parents, voient aussi augmenter leur risque d'être sans emploi, et se creuser des déséquilibres dans la représentation politique.

Des concepts devenus célèbres comme par exemple celui de « Digital native » (Prensky 2001) permettent de mieux appréhender les changements et les nouvelles préoccupations de cette catégorie de population, sur fond de crise, de société de consommation mais aussi de société de la connaissance, et de zapping professionnel. Les jeunes des années 2000 et suivantes seraient donc passionnés par les écrans et la culture numérique, mieux éduqués mais aussi plus précaires, et souvent placés dans des situations d'assistantat familial. Ils afficheraient également une plus grande défiance par rapport aux institutions politiques, aux médias et au secteur privé marchand. Ils auraient plus confiance dans la science, et dans les associations lorsqu'elles font office de « concrétisateurs d'action » (SCP Communication 2007).

1.2 Vivre en milieu rural avant 20 ans

Si le rural se définit souvent en creux par rapport à l'urbain, c'est aussi le cas (dans les représentations) pour les jeunes qui y vivent, même si les modes de vie tendent à s'homogénéiser entre ville et campagne. En revanche, les modes de vie des familles vivant dans des zones de faible densité sont de plus en plus hétérogènes du fait de la complexification des trajectoires résidentielles et sociales des individus qui peuplent les campagnes : cohabitation entre anciennes familles et nouveaux arrivants, relations avec les résidents occasionnels, grandes disparités dans les origines sociales et les motivations des habitants. Comme le souligne Renahy (Renahy 2010), la jeunesse rurale apparaît moins bien considérée que celle des espaces urbains. Les jeunes ruraux, lorsqu'ils ne sont pas uniquement considérés comme des « ploucs », sont définis en creux par rapport à leurs homologues urbains, par exemple moins formés, moins cultivés, etc. Les jeunes ruraux sont surtout bien moins visibles et semblent devoir irrémédiablement glisser vers la ville : pour les sorties et les loisirs quand ce n'est pas pour les études ou le travail. A tel point que les jeunes ruraux se confondent, finalement par leurs habitudes, leurs valeurs et leurs pratiques sociales, avec les jeunes urbains. Nous verrons d'ailleurs plus tard dans ce rapport que l'avancée dans l'âge contribue à cette forme d'homogénéisation, mais elle ne doit pas cacher les disparités ou encore certaines inégalités comme par exemple l'accès aux services socioéducatifs pour les jeunes ruraux (David 2014).

Si on veut à tout prix catégoriser les jeunes ruraux et en proposer une définition, on peut se référer aux travaux de Galland et Lambert (Galland et Lambert 1993) qui les définissent comme habitant des communes rurales au sens de l'INSEE, mais qui insistent sur l'importance du contexte familial dans la construction de leur rapport au territoire : choix d'installation, mobilités maîtrisées, stabilité professionnelle, forme matrimoniale. Ce contexte familial est également primordial dans la façon dont se construisent les représentations ville/campagne. En effet, l'imaginaire de la ville oscille entre deux formes dont l'une « consiste à réactualiser la description présentée par les parents d'une ville inadaptée, dangereuse et impropre à l'épanouissement (arguments mobilisés pour expliquer le départ vers l'ici campagnard). L'autre, davantage issue d'une expérience personnelle permise par l'école ou des sorties, est présentée comme positive parce qu'elle mêle sentiment de liberté et contact avec l'altérité » (Escaffre, Gambino, et Rougé 2007:4).

Dans la littérature, les sociabilités des jeunes ruraux sont décrites comme assez restreintes en nombre mais centrées sur des liens forts, avec une proximité temporelle et physique. Cette sociabilité est éclatée entre les lieux de résidence, de scolarité, les activités, la famille. Les

espaces de vie se superposent mais peuvent être cloisonnés. Pour les décroisonner, les sociabilités peuvent s'exprimer par pôles ayant des fonctions différentes. Ainsi les combinaisons des différents espaces peuvent conduire à un rapport épisodique à l'altérité, des mobilités très problématiques, un réseau social faible, un faible engagement dans la vie associative locale (ces caractéristiques sont d'ailleurs proches de celles décrites au sujet des jeunes urbains en difficulté). La participation à la vie locale renforcerait l'identité sociale des jeunes qui y sont impliqués. L'absence de participation entraînerait une déconnexion et des formes d'incompréhensions réciproques, en particulier entre jeunes et élus. Des cafés participatifs organisés auprès d'intervenants jeunesse en milieu rural par l'équipe ONOP-G montrent à ce propos qu'un des atouts perçus par les personnes engagées dans la vie locale est la proximité avec les élus et la facilité à faire entendre sa voix et ses revendications (Pagès et al. 2013).

Les jeunes ruraux, selon Roudet et Lambert (Lambert et Roudet 1995), semblent aussi entretenir davantage de liens avec leurs familles et ce, pendant plus longtemps que les autres jeunes. Leurs spécificités tiennent aussi à leurs loisirs, les sports sont plus souvent pratiqués en équipe et les jeunes ruraux sont plus nombreux à aller à la chasse et à pratiquer d'autres loisirs liés à la proximité des forêts et d'espaces naturels. Leurs parcours scolaires sont, autrement dit, guidés par une forme de réalisme scolaire. Les jeunes ruraux ajustent leurs espérances scolaires à l'offre du marché du travail rural requérant surtout des emplois manuels peu qualifiés, comme par exemple des emplois (fortement masculinisés) d'ouvriers de l'industrie et de l'artisanat, ou dans le secteur (fortement féminisé) du service à la personne avec la surreprésentation des personnes âgées (Coquard 2015b:26). Les études semblent statistiquement plus courtes chez les jeunes ruraux avec des difficultés d'adaptation aux sociabilités estudiantines. Les jeunes qui restent vivre dans leur village d'origine se retrouvent ainsi dans une sorte d'entre soi populaire, dans la mesure où ceux qui poursuivent le moins longtemps leur scolarité sont là-encore les jeunes de classes populaires. Ceux qui partent faire leurs études en ville et bénéficient d'une mobilité géographique sont dotés d'un plus fort capital scolaire, social, économique et culturel. Ceux qui restent s'appuient sur un capital social local pour trouver des emplois, souvent peu qualifiés. Le concept de « capital d'autochtonie » définit comme un type de capital social lié au fait d'être « du coin » et permettant d'avoir accès à des ressources spécifiques de type matérielle et symbolique (Retière 2003) permet en partie d'expliquer les ressorts des mouvements d'émigration chez les jeunes ruraux. Par exemple, le fait pour un jeune d'être valorisé sur la scène locale reste une ressource de première importance face au manque d'autres types de ressources dans les espaces ruraux. Pour d'autres jeunes, on pourra observer des formes de repli domestique, un désinvestissement des lieux collectifs de vie, des associations, des fêtes locales répondant à une faible confiance en son propre avenir et ses chances de pouvoir vivre sur ce territoire (Coquard 2015b).

Enfin, concernant les représentations des territoires ruraux qui seront fortement questionnés dans cette étude, des travaux (Escaffre et al. 2007) montrent qu'ils peuvent être perçus chez les jeunes comme des espaces fermés, des sortes de pièges où l'impression de vide, de « rien » et « manque » domine. Mais ils peuvent être aussi conçus comme des espaces « refuge » valorisés, avec des projections et des aspirations fortes en termes d'animation locale, de services, de qualité de vie. Ce sont enfin parfois des espaces à fort potentiel et plus-value, des espaces revendiqués comme cadre de vie présenté comme idéal chez certains jeunes engagés (22-25 ans).

1.3 Jeunesses, temps libre et activités de proximité

Questionner les contenus des temps libres des jeunes ne peut se faire sans inscrire leurs pratiques dans l'espace, d'autant plus en milieu rural où l'éclatement des espaces de vie est spécialement marqué. Pour Olivier David, « les territoires d'identité et d'action sont très variés et leur assemblage fonde la territorialité des acteurs » (David 2011:4). Or, les transformations qui définissent cette territorialité, ce rapport vécu au territoire de vie, sont à prendre en considération. Parmi elles se trouvent l'accroissement des mobilités quotidiennes et en particulier la dissociation entre lieu de résidence et lieu d'activité scolaire, l'individualisation des emplois du temps à l'intérieur de la famille. La pression spatiotemporelle augmente et impacte la sphère des activités et des loisirs. On pourrait penser que plus les équipements sont accessibles et moins la pression est forte, ou bien que plus les activités sont adossées au milieu scolaire et/ou au lieu de scolarisation, plus elles sont plébiscitées⁴. Les inégalités d'accès aux pratiques de loisir sont en effet importantes et multi-causales (niveau de ressources, densité des réseaux sociaux, niveau de diplômes, etc.), mais parmi elles se trouvent les contextes territoriaux dans lesquels évoluent les familles. Ces réalités concernent particulièrement le milieu rural où les distances sont parfois rédhibitoires et provoquent le renoncement à la pratique d'activités, « vivre dans une agglomération de plusieurs centaines de milliers d'habitants, avec un niveau élevé d'équipements sportifs, culturels et de loisirs n'offre absolument pas les mêmes opportunités, et ne permet pas les mêmes choix individuels, que de résider dans une commune rurale relativement éloignée des grands axes de communication et au niveau de services particulièrement faible » (David 2010:129).

Les temps de loisirs structurent peu ou prou la vie quotidienne et sociale des jeunes (et de leurs parents), parce qu'ils offrent des opportunités de compensation vis-à-vis des contraintes scolaires ou d'études. Ces temps extra-scolaires sont perçus par les jeunes eux-mêmes comme des moments où ils jouissent de plus de liberté d'initiative, de liberté dans l'expression de leurs choix, et d'autonomie dans la prise de décisions. Les sociabilités qui y sont développées sont fondatrices de l'identité du jeune, elles se construisent en dehors du contexte familial et scolaire et permettent la construction d'expériences personnelles. Cette construction est le résultat d'un long processus, qui est fonction du parcours de vie des jeunes et aussi du contexte familial qui les produit (David 2010).

Ce cheminement est marqué par des pratiques de distinction par rapport à l'autorité parentale, voire par rapport aux normes sociales, qui augmentent avec l'âge et révèlent des désirs d'autonomie vis-à-vis des institutions qui produisent de la contrainte au quotidien comme la famille ou l'école. Cette gestion de l'autonomie débute entre autres avec le passage au collège, et se renforce progressivement notamment avec l'entrée au lycée. Les pratiques d'activités de loisirs suivent évidemment ces logiques de construction identitaire et sociale, marquées par un détachement progressif des formes encadrées, des structures collectives, mais aussi par l'engouement pour les sorties au cinéma ou en boîte de nuit par exemple (Galland 2011).

La place accordée aux loisirs varie en fonction de la catégorie socioprofessionnelle d'appartenance et du niveau de diplôme. Les cadres et professions intellectuelles supérieures accordent davantage d'importance aux activités socio-éducatives dans l'éducation de leurs enfants que les ouvriers ou les parents sans activité. Le niveau de diplôme des parents semble

⁴ Nous verrons dans la partie « résultats » que cette hypothèse est loin d'être confirmée (les résultats montrent que 100 répondants ont une pratique dans le cadre scolaire (10.5%), 769 ont une pratique en club (80,7%).

encore plus déterminant : « Les niveaux de qualification les plus bas coïncident avec un attachement plutôt faible aux activités socio-éducatives, alors que pour les niveaux supérieurs l'intérêt accordé aux loisirs de leurs enfants est très net »(David 2010). Des inégalités d'accès aux activités socio-éducatives seront aussi liées à la posture des parents vis-à-vis de ce type de pratiques. Les perceptions ou représentations de l'environnement familial peuvent être centrales dans le développement ou non des pratiques.

Les sociologues des loisirs ont montré à plusieurs reprises que les activités les plus gratifiantes réalisées dans le cadre du temps libre, que les niveaux les plus importants de participation aux activités sociales ainsi que la densité des réseaux amicaux et sociaux correspondent aux niveaux professionnels les plus élevés et aux populations ayant une réelle liberté ou autonomie dans l'organisation de leurs temps de vie. Il y a donc un enjeu majeur dans la définition des politiques publiques d'accès aux loisirs. Il s'agit d'aider à l'articulation des temps sociaux, plus complexe en milieu rural, tout en répondant aux inégalités d'accès à la culture et au sport, facteurs de mixité sociale. Les politiques locales du temps libre, pourtant souvent délaissées par les acteurs politiques, concernent à la fois la régulation des inégalités sociales, la réponse à des enjeux éducatifs et sociaux, la mise en place d'objectifs d'émancipation des populations et la fixation des populations jeunes en milieu rural.

Les temps de loisirs sont considérés comme des moments de liberté par les jeunes, où la prise d'initiative et d'autonomie est possible. Cependant, les travaux de Zaffran (2011) permettent de relativiser ce rapport aux loisirs qui peut prendre différentes formes selon qu'il soit proche du cadre scolaire ou non, fortement encadré ou pas. L'auteur propose une typologie des formes de loisirs selon deux dimensions qui organisent les loisirs des adolescents : la prégnance de la forme scolaire et le degré d'encadrement. Les loisirs encadrés se répartissent donc entre les temps de régulation organisés par les collectivités territoriales (les loisirs d'occupation), les temps de formation proposés par les organismes relevant de l'éducation populaire ou le scoutisme (les loisirs d'institution) et les temps de perfection organisés par l'école (les loisirs académiques). S'ajoute à cette typologie le temps libre ou le temps de la subjectivation, constitutif de l'adolescence car relatif à des formes d'auto organisation de ce temps libre, qui sont les plus éloignés de la forme encadrée et de la forme scolaire.

Ce qui se passe pendant ce temps est le plus difficile à saisir pour les chercheurs. À ce propos Zaffran affirme que « dans une société qui s'apparente plus à une machine à encadrer l'adolescence et à scolariser les temps sociaux, les échappatoires qu'utilisent les adolescents sont des parjures lancés aux institutions chargées de les encadrer, de les former et de les occuper. Si bien que les éducateurs (les enseignants, les parents, les entraîneurs ou les animateurs) ne peuvent souffrir la vue d'un adolescent qui laisse passer le temps ou qui passe son temps ailleurs que dans des structures où les activités sont organisées par les adultes » (2011). C'est alors le recours à des approches socio ethnographiques de la jeunesse qui permettront d'observer de ce qui se joue dans ces temps non encadrés, en particulier en termes de construction identitaire et de socialisation dans ces pratiques juvéniles quotidiennes (Bordes 2015).

1.4 Politiques locales de jeunesse, services, activités et participation

Les questions de jeunesse représentent de forts enjeux pour les politiques publiques de proximité. En dehors des enjeux occupationnels, éducatifs ou sociaux déjà évoqués dans ce rapport, il en va également des questions de renouvellement de la population et de fixation des populations jeunes pour maintenir une attractivité forte des territoires. Les politiques locales ont aussi un rôle d'animation des territoires avec parfois en arrière-plan la participation des

habitants, et des jeunes en particulier pour des objectifs qui, dans la littérature, vont de l'émancipation citoyenne au contrôle des populations en passant par la manipulation des habitants (Arnstein 1975; Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache 2013). Les tentatives de « socialisation politique des jeunes » opérées par les acteurs politiques locaux au travers la mise en place de conseils de jeunes notamment sont aussi des sujets qui font largement débat (Boone 2013), et qui sont, rappelons-le, à l'origine de cette enquête. Richez (Richez 2009) propose une typologie des politiques destinées à la jeunesse en fonction de référentiels majeurs, des types de représentations à l'œuvre et des modalités d'action correspondantes (*cf.* tableau ci-dessous), qui permet de mieux comprendre les formes que peuvent prendre les politiques locales en fonction des enjeux et des orientations politiques affichées ou intégrées.

Intitulé du référentiel	Familialiste	Contrôle Social	Insertion économique et sociale	Educatif	Développement local	Autonomie
Type de représentation	Les jeunes sont des mineurs, incapables sur le plan juridique, déresponsabilisés et sans droit	Les jeunes sont un danger	Le jeune est un problème, il présente des déficits personnels (échec, inadaptation...)	La jeunesse n'est qu'une question d'éducation	Le jeune est une ressource, un potentiel	Le jeune est considéré comme un acteur impliqué dans la construction de son parcours
Modalités d'action	Renvoi des jeunes à leur famille	Surveillance des jeunes, voire punition Prévention spécialisée	Traitement individuel des carences Traitement social	Il n'existe pas d'espace éducatif en dehors de l'école et du service public d'éducation	Développer des politiques territoriales de qualité pour offrir aux jeunes des services de qualité	Accompagnement des initiatives des jeunes Démarches de responsabilisation Instances de participation

(Source : Richez, 2009)

On comprend ici combien l'analyse des représentations de la jeunesse chez les décideurs politiques est importante à décrypter. Véronique Bordes (Bordes 2015) reprend les travaux de Chantal Guérin-Plantin (1999) pour rappeler 4 référentiels majeurs dans les représentations de la jeunesse chez les élus :

- La jeunesse messianique source de révolution, capable de changer le monde et de refonder la société,
- La jeunesse fragile qui a besoin d'être protégée par l'Etat notamment,
- La jeunesse dangereuse qui pourrait contaminer les autres jeunes alors « en danger »,
- La jeunesse citoyenne, engagée dans les mouvements politiques au sens large.

En fonction de ces référentiels, les dispositifs mis en place ainsi que le choix dans les types d'accompagnement des jeunes, mais aussi les arbitrages politiques et économiques ne seront pas les mêmes.

Les caractéristiques des territoires sont également à prendre en compte et en particulier le caractère rural ou urbain qui nous intéresse plus spécifiquement dans ce rapport. Une enquête réalisée par la CNAF (2009) questionne les élus sur la mise en place de politiques enfance-jeunesse sur leur territoire. On se rend compte que plus la commune est de petite taille en nombre d'habitants et moins les politiques à destination de l'enfance-jeunesse sont formalisées dans un document cadre. De même, la jeunesse n'est inscrite à l'agenda municipal que pour 35% de communes rurales (période 2008-2014) selon une enquête menée en Ille-et-Vilaine (David 2010). Les élus locaux semblent plus à l'aise pour évoquer les moins de 12 ans et leurs besoins. En revanche, ils semblent en difficulté pour construire la réponse aux

demandes et besoins des plus de 12 ans. Les élus se construisent une image négative de la jeunesse perçue comme consumériste, ayant du mal à s'engager, rejetant les activités encadrées.

Les enquêtes montrent également que les communes urbaines sont davantage investies dans la mise en place de dispositifs participatifs, de type Conseil Municipal de Jeunes, et dans le développement d'équipements lourds et structurants. Les communes périurbaines et rurales restent davantage mobilisées par la création de locaux (espace jeune, accueil de loisirs) « mais également par la mise en place d'activités, qu'elles développent généralement autour d'un moyen permanent d'animation » (David 2010:115).

Notons enfin que la posture qui consiste à construire la réponse politique en fonction d'une analyse de l'ensemble des acteurs doit encore se développer puisqu'il « n'est pas rare de voir se développer certaines initiatives, portées par des individus, des groupes de parents ou des associations afin de répondre à des demandes sociales non satisfaites par les pouvoirs publics locaux. Ces formes d'action émergentes peuvent être progressivement publicisées et institutionnalisées » (David 2010).

1.5 L'engagement des jeunes

La plupart des enquêtes sur l'engagement des jeunes montrent que ces derniers ne sont pas moins engagés, mais autrement. Les travaux de Jacques Ion dressent un portrait des nouveaux régimes d'engagement, plus ponctuels et limités dans le temps, mobiles quant à leurs objets, moins affiliés idéologiquement, visibles de manière concrète dans leurs résultats, avec une visée d'utilité sociale plus que d'intérêt général (Ion 2001; Ion, Franguiadakis, et Viot 2005). Les jeunes sont plus faiblement politisés dans les formes classiques : vote, adhésion à un parti, etc. Lorsqu'ils votent, ils le font de façon intermittente, en fonction des enjeux et non par principe. Leur politisation a tendance à prendre des formes protestataires. Cependant quelques évolutions significatives apparaissent depuis les années 2000 comme, entre autres, un plus grand nombre de jeunes acceptant de se situer politiquement, un plus grand nombre de jeunes considérant que la politique est très importante. Par ailleurs des éléments de radicalisation sont à noter comme le nombre de jeunes se situant à l'extrême gauche qui passe de 7% à 13% en 10 ans, une augmentation du nombre de jeunes adhérant à l'idée d'une transformation radicale de la société, qui passe de 6% à 24% (Roudet 2010). L'enquête IPSOS pour le Secours Populaire datée du 15 octobre 2010 nous apprend que 38% des jeunes interrogés se disent révoltés, 38% insatisfaits.

L'enquête en ligne « Génération What ? »⁵ révèle qu'en 2016, les 16-25 qui ont répondu (près de 120 000 réponses) disent ne pas avoir confiance en la politique (sans que cette notion ne soit définie dans l'enquête). Seuls 1% des répondants disent avoir tout à fait confiance, et 13% « pas vraiment ». Si le rejet des organisations politiques (*cf.* graphique ci-dessous) est majoritaire, 35% des 16-25 ans n'écartent pas complètement l'idée de s'y engager.

⁵ <http://generation-what.francetv.fr/>



D'après l'enquête « Génération what ? », 2016

Pour Patricia Loncle (2008), c'est davantage le jeu politique institutionnalisé qui engendre défiance et méfiance de la part des jeunes, alors qu'ils restent tout à fait alertes et prêts à agir sur les questions de participation à la vie publique et politique au sens large. Des études montrent par ailleurs que les jeunes français ne sont pas moins membres d'une association que leurs homologues européens, mais qu'ils privilégient les associations locales, ayant un fonctionnement horizontal, dans lesquels ils peuvent d'autant plus expérimenter des modèles alternatifs de gouvernance (Loncle 2007).

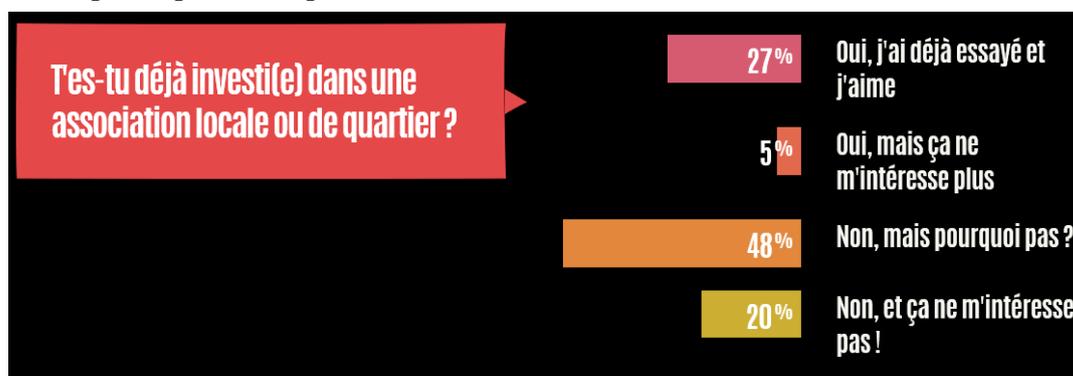
Du point de vue des politiques publiques, engagement et participation des jeunes font de manière récurrente partie des préoccupations tant au niveau européen (ex. la 'Youth strategy' de la Commission Européenne, qui veut les encourager à être des citoyens actifs et à participer dans la société⁶) que dans les politiques nationales (Livre vert en 2009, Plan Priorité Jeunesse en 2013). La déclaration de l'engagement comme Grande Cause Nationale de l'année 2014, a permis au monde associatif la mise en place de campagnes de communication de grande envergure visant à promouvoir l'engagement associatif en tant que mode de participation citoyenne.

Dans ces textes de cadrage des politiques de jeunesse, participation et 'volunteering' (incluant en France le bénévolat comme le volontariat) sont souvent associés. Les associations, et parmi elles celles qui se réclament de l'éducation populaire, sont effectivement largement impliquées dans la prise en charge de toutes les problématiques associées à la jeunesse, que celle-ci soit considérée comme menaçante et à encadrer, comme fragile et à protéger, ou comme source de vitalité et à mobiliser. Le secteur associatif a d'ailleurs un rôle croissant dans la société, attesté par bien des indicateurs comme par exemple son poids dans le PIB, ou le nombre de ses bénévoles en croissance constante. Sa contribution à l'emploi salarié, surtout féminin, est désormais considérable (Tchernonog 2013), notamment pour les jeunes, très attirés par un secteur pourtant marqué par une relative précarité (Hély 2009; Vachée, Dansac, Gontier, et al. 2014).

Si la plupart des associations déclare avoir les bras grands ouverts pour recevoir en leur sein des jeunes bénévoles, beaucoup peinent dans les faits à les accueillir, à leur céder des responsabilités, et par conséquent à assurer le renouvellement et le rajeunissement des personnes qui s'y impliquent. Pourtant, l'association, en tant que cadre traditionnel de l'engagement, reste l'une des rares institutions qui inspire encore confiance aux jeunes alors qu'ils s'écartent fortement des partis politiques et des syndicats. En 2010, 64% des 16-30 ans déclaraient avoir confiance dans les associations contre 34% dans les syndicats et 10% dans

⁶ http://ec.europa.eu/youth/policy/youth_strategy/index_en.htm

les partis politiques (Roudet 2010). L'enquête « Génération what » montre que les 16-25 ans pensent pour 60% qu'il ne fait pas donner davantage de pouvoir aux syndicats. Ces cadres ne correspondraient pas toujours aux aspirations des jeunes pour qui leur fonctionnement semble trop formel, hiérarchisé, encadré et inscrit dans une temporalité longue (Dansac et al. 2013). En outre, ce fonctionnement n'est pas toujours marqué par des pratiques tout à fait démocratiques (Hamidi 2010) alors même que la démocratie reste une valeur partagée au sein de la jeunesse (Roudet 2014). Pourtant, l'investissement dans une association locale ou de quartier est plutôt plébiscité par les 16-25 ans selon les résultats suivants.



D'après l'enquête « Génération what ? », 2016

La notion de projet semble effectivement plus porteuse que l'image plus traditionnelle des associations culturelles ou sportives (cf. tableau suivant).

	Projet extrascolaire	Asso. sportive	Asso. culturelle
Oui, j'ai déjà essayé	60 %	37 %	34 %
Oui mais ça ne m'intéresse plus	8 %	13 %	5 %
Non, mais pourquoi pas ?	26 %	24 %	48 %
Non, ça ne m'intéresse pas	6 %	26 %	13 %

Filtre 16-25 ans. D'après l'enquête « Génération what ? », 2016

Au-delà de l'implication bénévole dans les associations, nombreux sont les discours des pouvoirs publics qui pointent la nécessité pour les jeunes de s'engager, de participer à la vie publique, de manifester leur aptitude à la citoyenneté (Becquet 2014; Becquet, Loncle, et Van de Velde 2012). Des mesures diverses, relevant tant de la puissance publique que de l'initiative de mouvements d'éducation populaire, ont vu le jour pour faciliter cet engagement de la jeunesse. Parmi celles-ci, les statuts de volontaires (notamment de Service Civique, largement plébiscité par le monde associatif (Lebon et Simonet 2012; Simonet 2010; Vachée, Dansac, et Gontier 2014) occupent une place importante aux côtés des systèmes de valorisation du bénévolat, mais aussi des associations de jeunes (Junior Associations, Association Temporaire d'Enfants Citoyens) ou encore des conseils de jeunes (Chiron 2014). Selon certaines enquêtes, les jeunes eux-mêmes considèrent que le service civique devrait être obligatoire⁷ (en substitution de l'armée). Les quelques travaux qui portent sur ces dispositifs amènent à se demander si, à l'instar de l'Initiative Jeunesse (Loncle 2014), ces mesures relativement dépolitisées n'amèneraient pas en fait à une démarche de mise en conformité à

⁷ Enquête « Génération what ? » : 79% des 16-25 ans interrogés répondent par l'affirmative (juillet 2016).

des attentes préalables, favorisant ainsi l'homogénéité socioculturelle des engagés (Nicourd 2007), plutôt que de créer des conditions favorables à l'engagement spontané et donc pluriel.

Pourtant, l'engagement de la jeunesse peut aussi se faire de manière spontanée, et les mouvements protestataires comme le mouvement des indignés, les mouvements altermondialistes (Pleyers 2014), les collectifs Nuit debout, Jeudi noir ou Génération Précaire, les collectifs de jeunes non déclarés (Guilloux et Loncle 2014), voire le bénévolat « direct » (ou informel) manifestent cette capacité de mobilisation dans des cadres d'action collective. Ces éléments d'actualité invitent à questionner les formes de mobilisation de la jeunesse, en dépit des idées reçues sur son désengagement ou son repli individualiste. Les récents travaux sur l'engagement des jeunes convergent pour dire que cet engagement se transforme dans ses modalités, dans ses formes d'expression, dans ses cadres et modèles de référence. Les travaux de Jacques Ion entre autres (Ion 2001; Ion et al. 2005) montrent bien que les jeunes ne sont pas « moins engagés » qu'avant, mais engagés autrement (Becquet 2014). Lorsqu'on leur demande « Demain ou dans les prochains mois, participerais-tu à un mouvement de révolte de grande ampleur, type Mai 68 ? », les 16-25 ans répondent par l'affirmative à 61%⁸. Leurs interventions sont plus personnelles, plus ponctuelles et les individus sont en attente de résultats plus concrets. Dans un militantisme désormais plus distancié, l'idéalisme pragmatique place l'individu dans une constante nécessité d'articuler l'idéal et le pragmatique, les fins et les moyens, les valeurs et les méthodes de réalisation concrète des objectifs. Les engagements sont de courte durée et peu repérables (par les institutions) car peu institués. Ils se veulent néanmoins visibles et reconnus (par la population) et doivent être utiles socialement (Simonet 2002) comme en témoignent par exemple certains argumentaires d'associations (site Internet, campagnes de sensibilisation et de recrutement) proposant aux futurs bénévoles « d'être utiles à la société ».

⁸ Enquête « Génération what ? » : Op. cit.

2. UNE ENQUÊTE SUR LES JEUNES LOTOIS

Cette enquête propose, à partir de données empiriques et quantitatives, de produire de la connaissance à propos des jeunes lotois, d'en savoir plus sur leurs activités, leurs mobilités et leurs rapports à l'engagement. Ces dimensions sont abordées en lien avec les représentations et les attachements que ces jeunes développent à l'égard de leur territoire de vie, le lieu où ils habitent, ainsi que leurs projets personnels et professionnels.

2.1 Quelques repères démographiques

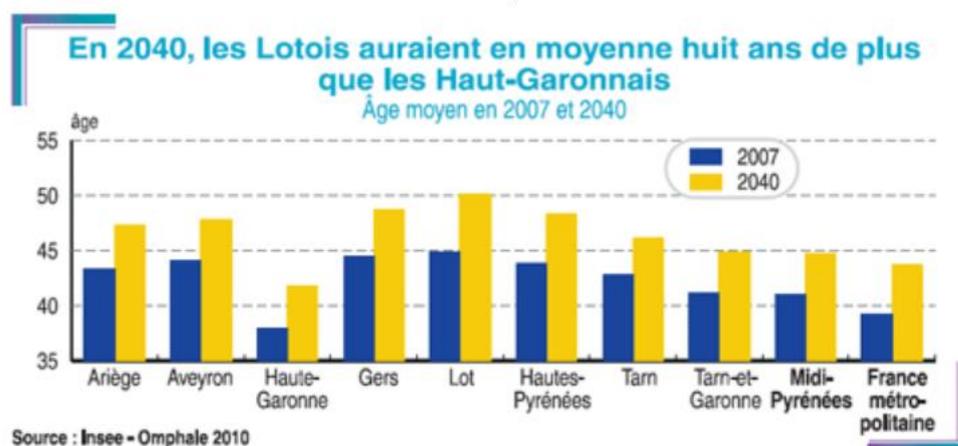
Le dernier recensement de la population indique que le Lot compte un peu plus de 13 000 jeunes ayant entre 11 et 17 ans (*cf.* tableau ci-dessous).

Population totale par sexe et âge regroupé

	Hommes	Femmes	Ensemble
Moins de 3 ans	2 201	2 301	4 501
3 à 5 ans	2 438	2 411	4 849
6 à 10 ans	4 569	4 346	8 915
11 à 17 ans	6 731	6 462	13 193
18 à 24 ans	5 130	4 230	9 361
25 à 39 ans	12 103	12 279	24 382
40 à 54 ans	17 477	18 004	35 481
55 à 64 ans	13 525	13 864	27 389
65 à 79 ans	14 298	15 787	30 085
80 ans ou plus	5 755	9 847	15 602
Ensemble	84 228	89 530	173 758

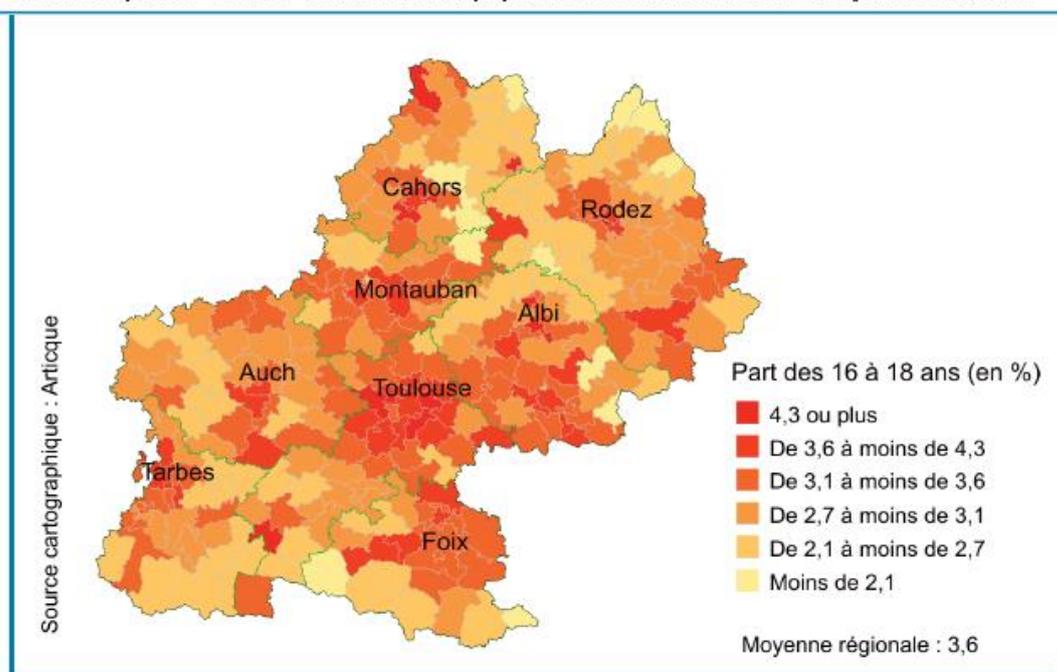
Source : Insee, RP2013 exploitation principale.

En 2009, la part des 16-29 ans du Lot est la moins élevée de Midi-Pyrénées (12.1% Lot, 16.7 Midi-Pyrénées). Alors que les effectifs de 16-29 ans progressent dans l'ensemble de la région, ils baissent dans le Lot (14.2% dans le Lot en 1999). Les projections indiquent que la population du Lot continuera de vieillir et qu'à l'horizon 2040, le département possédera la moyenne d'âge la plus haute (*cf.* graphique ci-dessous). Les enjeux de fixation des populations jeunes, des jeunes couples, l'attractivité pour faire revenir les « jeunes du pays » après leurs études sont donc au cœur des projets du territoire. Le taux de scolarisation des jeunes lotois est de 98,9% pour les 11-14 ans et de 96,5% pour les 15-17 ans (Source Insee, RP 2013).



La population des 11-17 ans du PNRCQ s'élève selon les dernières données disponibles à 1127 garçons et 1128 filles en 2012. Dans certaines zones comme la zone centrale du parc, les 16-18 ans représentent moins de 2% de la population totale alors que dans les zones plus urbaines du département, cette part atteint plus de 4%, la moyenne régionale est de 3.6%.

● Part des jeunes de 16 à 18 ans dans la population des cantons de Midi-Pyrénées en 2009



Source : Insee, recensement de la population 2009

2.2 L'enquête et ses problématiques

Notre équipe s'est appuyée sur un déficit de connaissance des jeunes du territoire du PNRCQ lors de l'écriture de la nouvelle charte (2012-2024) et du développement de sa politique envers les jeunes. Les éléments de diagnostic ne comportent en effet aucun chapitre spécifique dédié aux caractéristiques de cette population, à ses besoins ou attentes. On y apprend que la population vieillit et que la fixation des jeunes est un enjeu majeur :

« Aujourd'hui les personnes de plus de 60 ans représentent 32,5 % de la population (24 % en Midi - Pyrénées et 21,7 % en France). L'INSEE prévoit une stagnation du nombre de jeunes (moins de 20 ans) et une augmentation de plus en plus importante des plus de 60 ans et surtout des plus de 75 ans, le solde migratoire ne parvenant pas à infléchir ces tendances »⁹.

A cet enjeu de fixation des populations jeunes et de renouvellement des générations s'ajoute le projet d'instauration d'un conseil de jeunes. En effet, dans le chapitre sur les instances participatives de la charte du parc, il est prévu la mise en place d'un conseil des jeunes du Parc défini comme « un outil de démocratie participative, une démarche de mobilisation des jeunes et de formation au développement durable qui, en leur faisant mieux connaître et apprécier leur territoire, peut aussi les inciter à envisager leur avenir dans les Causses du Quercy. Il est composé de jeunes de 11 à 17 ans, provenant de l'ensemble du territoire (répartis en fonction des communautés de communes). Ce conseil est un espace de dialogue, de créativité et aussi une contribution nouvelle au projet de territoire. Son objet est de faire part des attentes des jeunes, de donner un avis sur certaines actions du Parc, d'élaborer des projets collectifs et de réaliser des actions concrètes sur le territoire. Les dimensions loisirs collectifs et rencontres festives sont également nécessaires pour motiver les jeunes et sceller leur attachement aux Causses du Quercy »¹⁰.

Si un diagnostic « classique » est nécessaire à ce projet de conseil de jeunes, il faut y intégrer d'autres dimensions pour pouvoir répondre à des objectifs plus spécifiques. Il s'agit donc de produire de la connaissance sur les représentations du territoire lotois chez les jeunes, plus précisément sur leur territoire de vie à savoir « là où ils habitent », puis de saisir leur degré d'attachement à ce territoire, ainsi que leurs projections dans leur vie professionnelle et personnelle. Les représentations et les attachements se construisent dans des interactions permanentes entre pratiques, vécus et représentations. Cette approche inclut par conséquent l'exploration des pratiques des jeunes (sportives, culturelles, etc.), leurs mobilités et leurs modes de sociabilité. Mais en rapport avec l'instauration de ce conseil de jeunes, notre enquête porte également sur les modalités d'engagement des jeunes, leurs inclinations à prendre des responsabilités, à représenter les autres ou à s'investir pour le collectif.

⁹ Rapport de Charte du PNRCQ, p. 117.

¹⁰ Rapport de Charte du PNRCQ, p. 146.

2.3 Le choix d'une méthodologie principalement quantitative

Un diagnostic nécessite un grand nombre de données et le choix du questionnaire destiné aux jeunes s'impose par l'objectif de l'enquête. Deux questionnaires ont été élaborés. L'un qui sera qualifié de « face-à-face » a été construit et administré oralement, en face à face, par les étudiants en Animation du DUT Carrières Sociales de Figeac, entre les mois de Février et Avril 2014. L'autre, nommé questionnaire auto-administré, a été élaboré par le groupe de recherche puis rempli par les jeunes eux-mêmes grâce au relais des chefs d'établissement.

Cependant, nous avons voulu pouvoir confronter les résultats des questionnaires avec les considérations des acteurs en charge de la jeunesse sur le territoire lotois, plus précisément du PNRCQ. L'objectif était ici de recueillir les représentations de ces professionnels sur ces jeunes et leurs spécificités, leurs attentes et besoins, leurs façons de s'engager. Les pratiques professionnelles ont également été questionnées dans leur dimension participative et dans les objectifs pédagogiques qui les sous-tendent.

Le présent volume de ce rapport présentera les résultats du questionnaire « face-à-face » et des entretiens auprès des professionnels. Les résultats du questionnaire « auto-administré » seront présentés dans un second volume.

Concernant le questionnaire « face-à-face », les étudiants enquêteurs ont réalisé un diagnostic de territoire dans le cadre de leur formation, et ont participé à l'élaboration du questionnaire. Ils ont alors saisi les données dans un tableur puis ont appris à les traiter, à la fois par le biais de traitements « à plat » concernant une seule variable, et ensuite de tris « croisés » entre plusieurs variables.

Pour se donner l'occasion de rencontrer un maximum de jeunes, le choix des lieux d'enquête était primordial. Si les lieux de pratiques sportives ou culturelles ont été évoqués comme lieux de recueil potentiels, ils ont été écartés au profit des lieux de scolarisation. En effet, enquêter dans les collèges et lycées permet d'obtenir un plus large échantillon de répondants et évite le biais de n'interroger que des pratiquants d'activités, même si le travail de mise en relation avec les établissements scolaires demande plus de travail et de temps.

Nous avons ainsi pu enquêter dans plusieurs établissements du territoire : les collèges de Cajarc, Lacapelle-Marival, Castelnau-Montratier, le collège-lycée Jeanne d'Arc de Figeac, le lycée Saint-Étienne de Cahors, le lycée Jean Lurçat de Saint-Céré, le lycée Champollion de Figeac, le lycée agricole La Vinadie. D'autres opportunités nous ont été offertes d'enquêter sur les places et dans les rues de Cahors et de Figeac. Dans la mesure où le collège de Gramat n'a pas pu être enquêté en face à face (pour raison de calendrier), le seul établissement situé dans le PNRCQ est le collège de Cajarc. Cependant, les principales villes du Lot entourant le PNRCQ¹¹ et où des jeunes sont scolarisés ont donné lieu à une journée d'enquête.

2.3.1 Les facteurs

Le questionnaire face-à-face est disponible en annexe 1. Il aborde les facteurs biographiques comme le sexe, l'âge, la catégorie sociale des parents, la structure familiale. Pour les facteurs scolaires, il permettra de renseigner le niveau scolaire, le niveau de scolarisation, la filière, le régime, le statut public ou privé de l'établissement.

¹¹ La ville de Villefranche-de-Rouergue, considérée également comme ville-porte du Parc Naturel Régional n'a pas été prise en considération, en l'absence de données de l'inspection académique de l'Aveyron.

Le territoire de vie est abordé de manière assez précise avec la commune de résidence, l'ancienneté dans ce lieu et dans le Lot, le mode d'habiter. Enfin, des facteurs plus subjectifs sont abordés comme l'évaluation du capital économique de la famille, la conscience d'habiter en ville ou à la campagne, à l'intérieur ou à l'extérieur du PNRCQ.

2.3.2 Les variables

Nous avons dressé une liste de variables devant nous permettre de rendre ce diagnostic le plus complet possible tout en sachant qu'il fallait limiter le temps de passation en face-à-face pour des raisons de faisabilité.

Les variables abordées concernent donc :

- les pratiques d'activités des jeunes et les mobilités qu'elles engendrent,
- les désirs de pratique pour mesurer les attentes et les manques,
- les pratiques de relation aux autres et les moyens de communiquer, la fréquentation d'un lieu de retrouvailles, la fréquentation ou le besoin d'un lieu dédié aux jeunes dans la commune de vie, pour évaluer les modes de sociabilité, mais aussi pour en déduire des besoins plus ou moins importants de mobilité,
- la mobilité sans les parents¹², pour évaluer les liens entre les besoins de disponibilité des parents et les formes d'autonomie des jeunes,
- le rapport au territoire de vie autour du fait de le trouver agréable ou pénible au quotidien, des difficultés à en partir en cas de déménagement ou pour les études. Le caractère repoussant ou attirant des grandes villes est mesuré pour renforcer la compréhension de l'importance du proche par rapport au lointain, et du rural par rapport à l'urbain, les projections dans le fait de vouloir habiter là plus tard,
- la connaissance de l'environnement institutionnel du jeune et des instances de représentation (ex. connaissance des conseils de jeunes, du service civique) est abordée en lien avec les activités de représentation des jeunes, vécues ou désirées, l'exercice passé de la fonction de représentant, le temps anticipé qui serait alloué à la représentation,
- enfin, la connaissance du territoire du PNRCQ est testée, en lien avec le fait de savoir si on habite dans le parc ou pas, si on a déjà participé à des animations du parc ou pas.

2.4 Structure de l'échantillon

2.4.1 Âge et sexe des répondants

En tout, 1314 questionnaires ont été remplis, par des jeunes âgés de 11 à 26 ans. Les 20 à 26 ans, ne représentant que 11 sujets, ont été éliminés des analyses suivantes. Ces dernières se centrent donc sur les tranches d'âges qui sont correctement représentées (ou presque, la tranche des 19 ans ne regroupant que 30 sujets), ce qui laisse 1303 sujets. Les sujets majeurs au moment de l'enquête sont au nombre de 133.

Les répondants sont un peu plus fréquemment des filles (53, 1%) et un bon équilibre pour les deux sexes s'observe pour tous les âges impliqués dans les analyses (le pourcentage de filles ne descend jamais au-delà des 40%).

¹² La question posée ne permettait malheureusement pas d'éliminer de ces déplacements ceux liés à la scolarité.

TABLEAU 1 : STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON SELON L'ÂGE ET LE SEXE

âge	garçons	filles	NR	garçons	filles	Total
11	55	37		59,8%	40,2%	92
12	65	69		48,5%	51,5%	134
13	64	67		48,9%	51,1%	131
14	77	66	1	53,5%	45,8%	144
15	90	143	1	38,5%	61,1%	234
16	100	127	4	43,3%	55,0%	231
17	88	115	1	43,1%	56,4%	204
18	51	52		49,5%	50,5%	103
19	18	12		60,0%	40,0%	30
Total	608	688	7	46,3%	53,1%	1303

Lecture : pour les 11 ans, 92 jeunes ont été interrogés, 55 garçons et 37 filles, soit 59,8% de garçons et 40,2% de filles

2.4.2 Famille des répondants

Les sujets viennent pour une large part (89,8 %) du département du Lot, 27,8 % habitent dans le PNRCQ¹³, Parmi ceux dont les parents sont domiciliés hors du Lot, 38 répondants viennent des départements limitrophes, 95 (soit 7,2 % de l'échantillon) de départements autres.

En ce qui concerne la structure des foyers, il y a 65,2 % des enquêtés qui vivent avec leur deux parents, 9,2 % vivent en garde alternée, 23,2 % vivent avec un parent seul, pour la plus grande partie (18,2 %) avec leur mère¹⁴. Les pourcentages sont similaires sur le territoire du PNRCQ. Quand on oppose les communes rurales aux communes urbaines, on voit une légère différence, avec moins de foyers monoparentaux en milieu rural, particulièrement pour les mères seules (différence seulement marginalement significative).

¹³ Avec 361 répondants venant du parc, l'étude couvre un pourcentage non négligeable (18%) des élèves de la tranche d'âge visée puisque les élèves recensés par l'éducation nationale sur ce territoire sont au nombre de 1984 (NB. Les données de l'enseignement agricole n'étaient pas disponibles aux auteurs, mais celles fournies par un des établissements scolaires montrent un faible effectif en provenance du PNRCQ).

¹⁴ Selon l'INSEE, les familles monoparentales représentent en France environ 22% des familles en 2014 dont 85% composées de femmes seules.

TABLEAU 2 : STRUCTURE FAMILIALE DES RÉPONDANTS

	PNR	Hors PNR	PNR	Hors PNR	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Total	%
deux_parents	237	613	65,7%	65,0%	571	277	66,8%	62,1%	850	65,2%
garde_altern	36	84	10,0%	8,9%	85	35	9,9%	7,8%	120	9,2%
mère_seule	64	174	17,7%	18,5%	142	95	16,6%	21,3%	238	18,3%
Père_seul	16	49	4,4%	5,2%	43	22	5,0%	4,9%	65	5,0%
autre	8	23	2,2%	2,4%	14	17	1,6%	3,8%	31	2,4%
Total général	361	943	100%	100%	855	446	100%	100%	1304	100%

Lecture : 66.8% des enfants vivant dans une commune rurale vivent avec leurs deux parents, dans les communes urbaines, ce pourcentage s'élève à 62,1%

Dans une telle enquête, il est difficile d'obtenir des informations fiables sur la catégorie socio-professionnelle des parents, les jeunes étant encore moins familiers que les adultes avec cette catégorisation. De plus, nombre d'entre eux n'ont que peu d'informations sur le statut professionnel réel de leur parent. Afin d'approcher cette variable importante, nous avons opté pour une question portant sur le « métier » qu'exercent leurs parents, en sensibilisant les enquêteurs à la nécessité d'obtenir le plus de précisions possibles de la part des enquêtés. Malgré cela, nombre de jeunes définissent le métier de leurs parents par l'entreprise dans laquelle ils travaillent (sans être capables de préciser l'emploi), ou par un terme générique ne permettant pas de dissocier le corps de métier du statut. Les réponses ont été recodées par deux membres de l'équipe de recherche de façon à distinguer les cadres et dirigeants, les indépendants, les fonctionnaires (FP/FPT), les employés, les retraités, les personnes en situation de chômage ou de maladie et les personnes déclarées par leur enfant comme étant sans activité (cf. tableau 3). Trois enquêtés ne savent pas quels métiers exercent leurs parents, 9 réponses n'ont pas pu être classées. Parmi les 42 valeurs manquantes pour le statut de la mère, 11 correspondent à des enquêtés vivant seulement avec leur père, parmi les 121 valeurs manquantes pour le père, 100 correspondent à des enquêtés vivant seulement avec leur mère.

TABLEAU 3 : STATUT SOCIOÉCONOMIQUE DES PARENTS

	Mère		Père	
	Effectif	%age	Effectif	%age
Cadre/Dirigeant	52	4,0	134	10,3
Indépendant	223	17,1	322	24,7
FP/FPT	128	9,8	129	9,9
Employé/Salariée	704	54,0	524	40,2
Retraité	12	0,9	15	1,2
Chômeur/maladie	82	6,3	45	3,5
Sans activité	52	4,0	7	0,5
NC	6	0,5	3	0,2
Ne sait pas	3	0,2	3	0,2
VM	41	3,1	121	9,3
Total	1303	100	1303	100

Lecture : Parmi les pères, 134 ont un statut de cadre ou de dirigeant d'entreprise, soit 10.3% des pères des enquêtés, pour les mères, seules 4% des mères ont un tel statut.

Avec ces précautions dans l'interprétation des données recueillies, on constate que par rapport à la population globale, notre échantillon comporte davantage d'hommes cadres (10.3% contre 6.1% dans l'ensemble des actifs), alors que pour les femmes la proportion (4%) est proche de celle de la population générale (4.2%). Les personnes au chômage sont moins nombreuses (chômeurs hommes 9.7% contre 4%, femmes 13.4% contre 10.3%, alors que le taux de chômage dans le Lot est à 9.2% en 2016 (10.2% en France). Le taux de retraités est faible par rapport à la population totale (35.9% chez les hommes contre 1.2%) mais ce résultat semble tout à fait logique puisque les jeunes interrogés ont pour la plupart moins de 18 ans.

2.4.3 Environnement des répondants

À partir de la classification des municipalités proposée par l'INSEE (codes commune), nous avons en fonction de la commune de résidence de leur parent fait la distinction entre les enquêtés qui proviennent de communes considérées comme urbaines de ceux qui proviennent de communes considérées comme rurales. Cette distinction, qui est biaisée par la nature de la définition des milieux urbains et ruraux adoptée par l'INSEE (reposant sur la continuité du bâti) est complétée par une distinction plus subjective, faite par les enquêtés eux-mêmes quant à la réponse j'habite à la ville/ à la campagne. On constate (pour les 11-19 ans scolarisés) que parmi les enquêtés habitant des communes classées comme urbaines (ci-après désignés pour raccourcir le propos les urbains, ce qui doit être pris avec beaucoup de précaution), 50% (222 sur 440) disent habiter à la campagne, alors que pour ceux qui habitent dans une commune classée rurale (ci-après les ruraux), 8.6 % (74 sur 854) seulement disent habiter à la ville.

Pour les personnes qui se déclarent habitant à la ville, près des trois quarts (73.3 %) sont néanmoins dans des maisons individuelles, parmi ceux qui habitent à la campagne, seuls 2.2% habitent dans un appartement.

Les urbains sont 21.8 % à habiter dans une maison qu'ils qualifient d'isolée, alors que c'est le cas pour 37.5% des ruraux. Ceux qui disent habiter à la ville ne sont qu'un quart (25.6 %) à ne

pas disposer de jardin alors que ce n'est le cas que pour 4.2 % des enquêtés qui disent habiter à la campagne.

On observe que les jeunes qui vivent seuls avec leur mère ont une probabilité significativement moins grande d'habiter dans une maison plutôt que dans un appartement (83,5 % contre 93,1 % pour tous), de disposer d'un jardin (83,9 % contre 91,9 %, et c'est aussi le cas pour les jeunes vivant seulement avec leur père avec 86,2 %), d'être dans un habitat isolé, à l'écart des autres (mère seule : 22% ; père seul : 27,7% ; tous : 32,4%).

2.4.4 Scolarisation

Hormis 3 personnes actives, et 2 pour lesquelles la classe n'était pas renseignée, les sujets se répartissent en 565 collégiens et 733 lycéens. En ce qui concerne le type d'établissement, 78% des enquêtés sont scolarisés dans l'enseignement public, 15% dans le privé. Pour 88 répondants, l'établissement n'est pas disponible¹⁵.

En ce qui concerne les lieux de scolarisation, le tableau suivant récapitule les effectifs pour les collégiens et les lycéens.

TABLEAU 4 : LIEU DE SCOLARISATION, COLLÈGES / LYCÉES

	Collège	Lycée	Total
Cahors	72	265	337
Cajarc	130		130
Castelnaud-Montratier	224		224
Figeac	74	232	306
La Vinadie (Figeac)		89	89
Lacapelle Marival	62		62
Le Montat	1	10	11
Saint-Céré	2	147	149
Total	565	743	1308

La filière générale est très largement majoritaire, avec 73,8% des enquêtés, mais les filières professionnelles (161 enquêtés), agricoles (86), et technologiques (94) sont assez bien représentées. Pour chaque niveau de scolarisation de la 6^{ème} à la terminale, un effectif suffisant (minimum 124) est représenté (cf. Tableau 5). Dix-huit enquêtés étaient scolarisés dans des sections supérieures (en BTS), et pour 16 répondants, le niveau exact n'a pas été renseigné.

Les données procurées par l'inspection académique du Lot (ne comprenant pas la scolarisation dans les établissements sous tutelle du ministère de l'agriculture) font état de 12267 élèves scolarisés dans les établissements du département¹⁶ (pour la tranche d'âge visée). Avec les 1210 répondants le questionnaire en face à face a donc couvert pour les établissements de l'éducation nationale presque 10% de la population cible (NB : les établissements à l'ouest de Cahors n'ont pourtant pas été enquêtés).

¹⁵ Certains jeunes ont été interrogés dans la rue, et les enquêteurs n'ont pas noté l'établissement d'origine.

¹⁶ Les établissements ciblés par l'enquête comprenaient au total 7923 élèves, ce qui donne pour ceux-là un taux de couverture de la population cible de 16.4%.

TABLEAU 5 : EFFECTIFS PAR NIVEAU

	Effectif	Pourcentage
6	140	10,7%
5	162	12,4%
4	124	9,5%
3	139	10,6%
2	308	23,5%
1	209	16,0%
Tale	194	14,8%
BTS	18	1,4%
?	2	0,2%
bac pro	9	0,7%
CAP	5	0,4%
Total	1310	100,0%

Lecture : 140 enquêté(e)s étaient en 6^{ème}, ils constituent 10,7% de l'échantillon de l'étude.

Les répondants sont majoritairement demi-pensionnaires (63,3 % au total, 82,9 % au collège, 48,8 % au lycée), une part non négligeable sont internes (25,7 %, mais seulement 8,1 % au collège et 39,2 % au lycée). On constate qu'il y a un peu plus d'élèves externes dans les lycées que dans les collèges (12,0 % contre 9,0 %). Pour les répondants venant du PNRCQ, la proportion d'élèves demi-pensionnaires est plus forte (79,8 %), celle d'internes est moins grande (16,6 %), les externes sont aussi moins nombreux (3,6 % contre 13,8 % hors PNRCQ)¹⁷.

Les cartes suivantes illustrent la répartition des externes et des internes dans le territoire lotois pour l'ensemble des jeunes scolarisés dans l'enseignement général (les données des établissements d'enseignement agricole n'étaient pas disponibles).

¹⁷ Cette différence est liée à la forte représentation des collégiens, rarement internes.

1

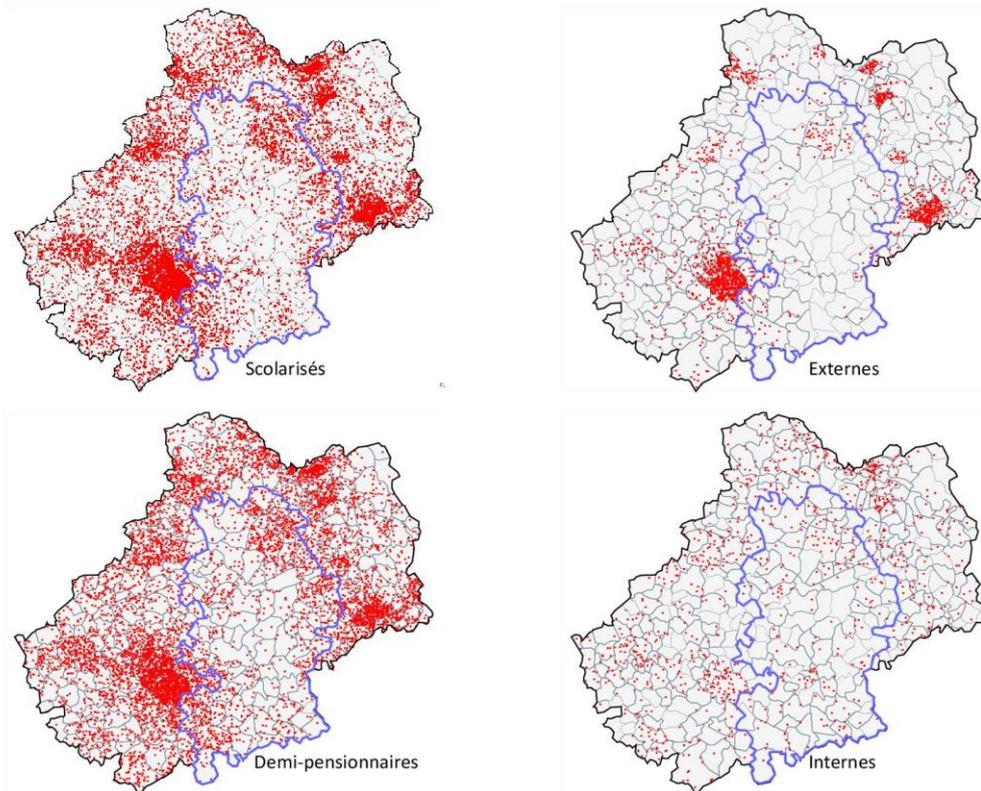


FIGURE 1 : REPARTITION SPATIALE DES REpondANTS SELON LES RÉGIMES DE SCOLARITÉ

La structure familiale a un effet sur cette variable, qui est particulièrement significatif au collège ($\chi^2=42,6$; $dl=8$; $p<.00001$), et qui le demeure quand on examine seulement les lycéens ($\chi^2=17,4$; $dl=8$; $p<.05$).

Au collège, les jeunes vivant seulement avec leur mère sont moins nombreux que les autres à être externes (6,8 % contre 9 % tous ensemble), ou demi-pensionnaires (72,8 % contre 82,5 %) et donc plus nombreux à être internes (20,4 % contre 8,1 %). C'est également le cas pour ceux qui vivent en garde alternée (aucun externe, et 13,3 % d'internes). Les collégiens qui vivent seuls avec leur père sont plus nombreux à être externes (12,5 % contre 9 %), et moins nombreux à être internes (3,1 % contre 8,1 %).

Au lycée, les jeunes qui vivent avec leurs parents seuls ont des régimes similaires qu'ils vivent avec leur père ou avec leur mère, et ils se distinguent de ceux qui vivent avec leurs deux parents (en permanence ou en garde alternée) par le fait qu'ils sont plus souvent externes et moins souvent demi-pensionnaires. Les jeunes qui vivent avec leur mère seule ou en garde alternée sont ceux qui sont là encore les plus nombreux à être internes (40,5 % et 42,1 % respectivement contre 39,1 % pour les enfants vivant avec leurs deux parents et 37,5 % pour les enfants vivant seuls avec leur père).

Il semble que c'est le fait que la mère soit seule qui a le plus d'impact sur le régime. La distance entre les collèges et les lieux d'habitation familiale est certainement responsable des différences observées entre collège et lycée. La séparation autrement qu'en garde alternée ferait que les pères garderaient leur enfant s'ils sont proches des commodités scolaires, tandis que lorsque l'enfant est confié à la mère, il y aurait plus de distance ou moins de disponibilité de celle-ci et donc une plus grande probabilité qu'elle soit obligée de se tourner vers un internat. Les mères seules auraient plus de pression dans leur organisation quotidienne et un

rapport à la mobilité plus complexe que les pères seuls. Les travaux de Frédéric Leray permettent de comprendre cette difficile conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, et comment « la discordance des temps sociaux au quotidien agit sur la mobilité et sur l'organisation des familles au quotidien » (Leray 2010:255). Nous y reviendrons dans la synthèse dédiée aux pratiques.

De même les conditions de vie des enfants vivant avec leur mère seule seraient peut-être moins agréables puisque plus souvent en appartement et sans jardin. Le salaire moyen des femmes est toujours aujourd'hui en France inférieur à celui des hommes, avec 19% d'écart mensuel, toutes catégories socioprofessionnelles, âges, conditions d'emploi et secteurs d'activités confondus (INSEE, 2013). Les aides versées à une mère seule ne suffiraient pas à compenser les nombreuses difficultés potentiellement renforcées en milieu rural par les problèmes d'organisation entre les différents espaces de vie, les différents temps sociaux et la pression sur les mobilités. Ces interprétations sont à considérer avec beaucoup de précautions.

3. LES MODES DE SOCIABILITÉ AVEC LES PAIRS

Les modes de sociabilité génèrent des mobilités spécifiques (activités, sorties) et sont en lien avec le vécu du territoire. Dans cette partie sera uniquement présentée une photographie des modes de sociabilité alors que leurs liens avec la mobilité, les attachements aux territoires seront présentés dans les parties correspondant à chacune de ces thématiques.

3.1 Fréquence d'utilisation des différents modes

Sans grande surprise, on constate que les moyens de communication à distance sont utilisés fréquemment par les jeunes à l'exception des courriels que presque deux tiers des jeunes n'utilisent jamais. En première position des modes distants de communication figurent les SMS, utilisés fréquemment (réponses souvent et tout le temps) par près de 80 % de nos répondants. Viennent ensuite les réseaux sociaux (61,9 %), les appels téléphoniques figurent en troisième position (55,8 %). Pour tous les moyens de communication à distance, on constate un effet de l'âge sur la fréquence d'utilisation. Certains collégiens ne sont pas encore équipés de téléphone mobile, ne disposent pas d'ordinateur à domicile, ou n'ont pas l'autorisation de leurs parents (déclarations faites spontanément par ceux qui répondaient ne pas utiliser les SMS ou les réseaux sociaux).

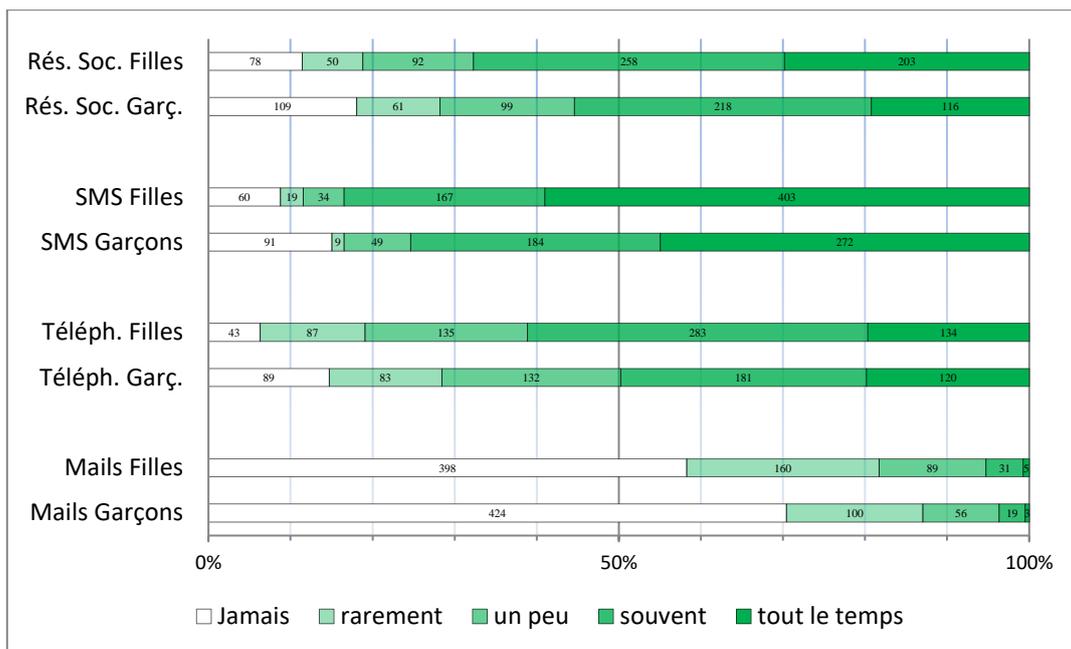


FIGURE 2 COMMUNICATION DISTANTE OU VIRTUELLE AVEC LES AMIS

En ce qui concerne les moments de rencontre et de contact avec les amis, on observe que l’item « tu les vois à l’école » (ci-après VoirEcol) donne lieu au plus grand nombre de réponses « tout le temps ». En termes de fréquence, on a ensuite par ordre décroissant les réponses à « on se rencontre à l’extérieur / on traîne dehors » (RencExt), puis « on va les uns chez les autres » (RencDom) et enfin « tu les rencontres pour des activités (ex. sport, théâtre) ».

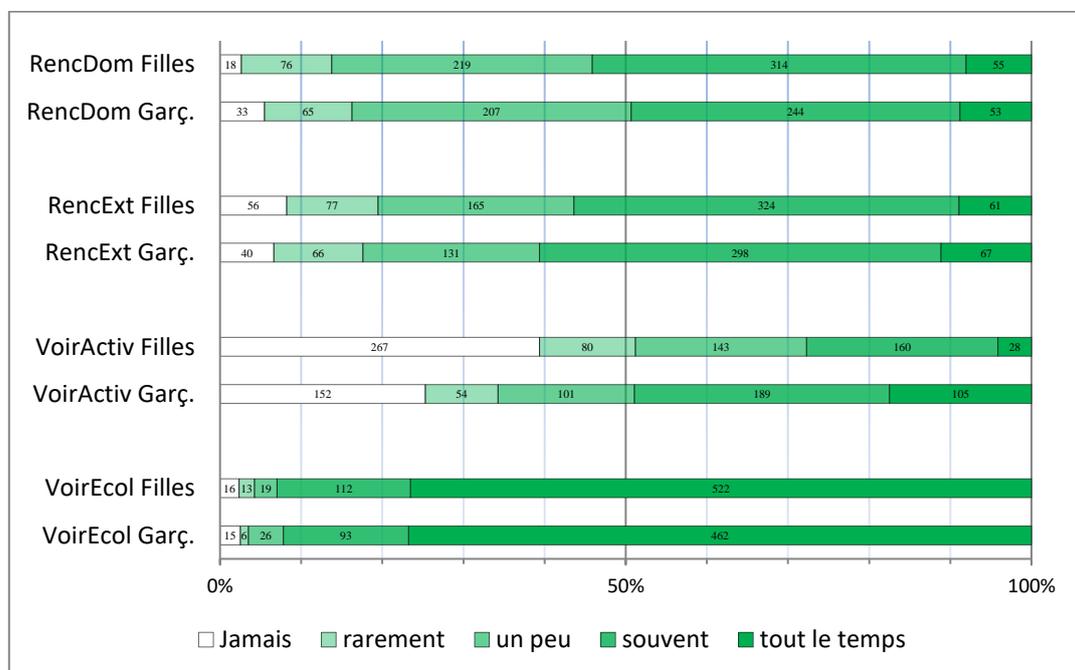


FIGURE 3 FRÉQUENCE DES RENCONTRES AVEC LES AMIS

3.2 Une évolution du collège au lycée

Alors que l'âge influence significativement les modes de sociabilité au collège avec l'augmentation de l'importance du téléphone, des SMS et des réseaux sociaux (*cf. infra*), les différences d'âges n'ont plus d'influence significative chez les lycéens.

La nature de la scolarité a un effet sur les modes de sociabilité : les lycéens de la filière agricole utilisent moins fréquemment les réseaux sociaux que ceux des filières professionnelles autres, qui les utilisent moins que les lycéens des filières technologique et générale.

Les lycéens des filières agricole et professionnelle sont plus nombreux à ne jamais rencontrer leurs amis au sein de l'école et moins nombreux à les y voir tout le temps. Ils sont également moins nombreux à rapporter voir fréquemment leurs amis sur des activités. On peut imaginer que pour ces jeunes, les relations amicales sont plus variées et dépassent le cadre scolaire et celui des activités. Mais il faut rester prudent quant à cette interprétation, car aucune variable extraite du questionnaire ne peut venir écarter une interprétation alternative qui serait celle d'un plus grand isolement de ces jeunes.

3.3 De fortes différences entre filles et garçons

Pour se relier à leurs amis, les filles utilisent significativement plus que les garçons les réseaux sociaux, les SMS, les appels téléphoniques, et les mails. En revanche, les garçons rencontrent plus souvent leurs amis sur des activités (qu'ils pratiquent d'ailleurs plus que les filles, *cf. plus loin*). Pour ce qui concerne les rencontres à domicile, à l'extérieur, ou à l'école, il n'y a pas de différence entre les deux sexes.

Les garçons sont significativement ($\chi^2=20,53$; $df=4$; $p<.0005$) encore plus nombreux que les filles à ne jamais utiliser les mails (70,4 % contre 58,3 %). Seuls 3,7 % d'entre eux les utilisent fréquemment (réponses souvent ou tout le temps) contre 5,3 % chez les filles.

3.4 Des effets de la nature du territoire habité

En ce qui concerne la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux, on constate une différence significative entre ceux qui disent habiter la ville qui sont plus nombreux à les utiliser fréquemment et moins nombreux à les utiliser rarement ou pas du tout.

3.4.1 Chez les collégiens

Si on se centre sur les collégiens (en se limitant au moins de 16 ans), on s'aperçoit que la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux est significativement liée à l'âge, avec lequel elle augmente en fréquence, il en est de même pour l'utilisation du téléphone et des SMS. Les collégiens du PNRCQ utilisent significativement moins souvent les réseaux sociaux que les autres, 52,8 % les utilisent souvent ou tout le temps, contre 60 % hors du PNRCQ.

Les collégiens déclarant habiter en ville utilisent plus souvent le téléphone mais ne diffèrent pas de ceux qui habitent à la campagne en ce qui concerne les SMS. Pourtant, les jeunes urbains utilisent plus souvent que les ruraux (et de manière fortement significative) ce mode de communication avec leurs amis.

La fréquence avec laquelle on va les uns chez les autres ne varie pas en fonction de l'âge contrairement avec la fréquence à laquelle on se rencontre à l'extérieur. Celle-ci est plus

importante pour ceux qui disent habiter en ville (56.4 % le font souvent ou tout le temps, contre 38.3 % à la campagne, 13.8 % le font jamais ou rarement contre 32.4 %). La distinction urbain / rural donne les mêmes résultats (et le fait d'habiter dans le PNRCQ aussi, mais de manière moins significative).

Pour les jeunes ruraux, la fréquence à laquelle on voit ses amis à l'école est significativement plus importante que pour les jeunes urbains (il en est de même pour les habitants du PNRCQ).

3.4.2 Une influence des modes d'habiter qui diminue chez les lycéens

Au lycée, le mode d'habiter a moins d'influence sur les modes de sociabilité. On constate néanmoins que les jeunes ruraux sont un peu plus nombreux que les jeunes urbains à ne pas rencontrer leurs amis à l'extérieur. Indépendamment du fait qu'ils considèrent habiter en campagne ou qu'ils soient dans une commune rurale, les lycéens habitant le PNRCQ utilisent moins fréquemment les réseaux sociaux que les autres lycéens : 55.1% les utilisent souvent ou tout le temps, contre 67.4% hors PNRCQ.

3.5 Le statut socioprofessionnel des parents influence la sociabilité des collégiens

Chez les collégiens, le statut socioprofessionnel du père a un effet sur les modes de sociabilité avec une influence sur l'utilisation des réseaux sociaux ($\chi^2=32.2$; $dl=16$, $p<.01$), l'usage du téléphone ($\chi^2=26.7$; $dl=16$, $p<.05$), et celui des SMS/MMS ($\chi^2=27.8$; $dl=16$, $p<.05$).

Les enfants ayant un père fonctionnaire sont plus nombreux à ne jamais utiliser les réseaux sociaux (29.1 % contre 21.7 % pour l'ensemble), de même que ceux qui ont un père cadre (27.5 %). Ces derniers sont d'ailleurs aussi les moins nombreux à déclarer utiliser les réseaux sociaux souvent ou tout le temps (35 % contre 56 % pour tous).

Pour l'usage du téléphone, là encore les enfants de père fonctionnaire sont plus nombreux à ne jamais l'utiliser (29.1 % contre 17.8 % pour tous) et moins nombreux à l'utiliser souvent ou tout le temps (32.7 % contre 45 % pour tous).

Pour ce qui est des SMS, les enfants de père fonctionnaire ou à statut d'indépendant en sont plus fréquemment coupés (32.7 % et 32.8 % respectivement contre 25.5 % tous ensemble). On retrouve un effet similaire du statut de la mère, avec une plus grande proportion de jeunes qui n'utilisent jamais les SMS pour les enfants ayant une mère cadre (36.8 %), fonctionnaire (32.1 %) ou avec un statut d'indépendante (28.6 %).

C'est chez les collégiens ayant un père chômeur ou de statut employé/salarié que la proportion de jeunes qui répondent utiliser souvent ou tout le temps ces trois modes de communication est la plus élevée, tant pour les réseaux sociaux (61.1 % et 59.3 % respectivement, 56 % tous ensemble) que le téléphone (50 % et 51.7 %, 45.0 % tous ensemble) ou les SMS (83.3 % et 66.2 %, 61.4 % tous ensemble).

Ainsi, chez les collégiens, c'est parmi les foyers que l'on peut considérer comme les plus modestes du point de vue des statuts socioprofessionnels que les modes de sociabilité à distance impliquant les technologies sont les plus courants. Les formes de contrôle des parents seraient différentes selon la catégorie sociale. Les aspects économiques d'accès aux équipements technologiques sont plus souvent mis en avant par les familles les plus populaires alors que le contrôle est davantage culturel chez les plus favorisés (Metton-Gayon 2009).

Chez les lycéens, les statuts socioprofessionnels n'ont plus d'influence significative sur les modes de sociabilité.

3.6 Modes de lien considérés comme les plus importants

Le mode de lien considéré le plus fréquemment comme le plus important est le SMS, cité en première position par 29.7 % des répondants, bien devant les réseaux sociaux (16.9 %), se voir à l'extérieur (RencExt : 14.7 %), et le fait de se voir à l'école (VoirEcol : 12.4 %), d'aller les uns chez les autres (RencDom : 11.6 %), de se téléphoner (9.6 %), de se voir pour des activités (VoirActiv : 4.5 %). Le fait de s'envoyer des mails n'est signalé comme le mode le plus important de lien aux amis que par 7 répondants (0.5 %). Le mode de lien considéré comme le plus important varie de façon significative selon l'âge, avec une augmentation de l'importance accordée aux SMS et une diminution de celle de se voir à l'école.

S'il n'y a pas d'effet significatif du sexe sur le mode considéré comme étant le plus important, on observe un effet significatif de ce facteur sur le second choix. Les différences les plus notables sont pour les garçons une place plus importante accordée au fait de se rencontrer physiquement à l'école (19.2 % contre 15.3 % chez les filles) à l'extérieur (15.6 % contre 12.8 %) et lors d'activités (11.6 % contre 5.4 %).

Le tableau suivant récapitule la fréquence des choix (en cumulant le plus important et le second choix) et confirme cette tendance à la rencontre plus en direct chez les garçons, et plus virtuelle chez les filles.

TABLEAU 6 : MODE DE LIEN DÉCLARÉ COMME LE PLUS IMPORTANT OU LE SECOND PLUS IMPORTANT

	SMS	RésSoc	Tél	Mail	Renc Dom	Renc Ext	Voir Ecol	Voir Activ
Garçons	23,4%	16,2%	9,2%	0,7%	11,1%	15,8%	15,0%	8,6%
Filles	28,0%	17,5%	10,9%	0,9%	10,7%	13,8%	13,8%	4,3%
Total	25,8%	16,9%	10,1%	0,8%	10,9%	14,8%	14,4%	6,3%

Lecture : Chez les garçons, les rencontres à l'extérieur sont citées comme le premier ou le second plus important mode de lien aux amis par 15.8% des répondants

3.7 Liens entre les différents modes de sociabilité

Les réponses aux différentes questions sur la fréquence d'utilisation des différents modes de sociabilité étant de nature ordinale, des corrélations non paramétriques (r de Spearman) pouvaient être calculées afin d'explorer les relations qu'elles ont entre elles et avec quelques autres variables (tableau 7).

TABLEAU 7 : CORRÉLATIONS (DE SPEARMAN) AVEC LES MODES DE SOCIABILITÉ

	Q2 – Age	Q7 Finance	Pop_com07	Autochton	Nb Activ prat	Q16 Frequent Lieu	Q17 Réseau soc	Q17 phone	Q17 SMS/MMS	Q17 Mails	Q17 Aller chez	Q17 rencontre ext	Q17 voir à l'école	Q17 Voir sur activ
Q2 – Age	x		0,188	-0,055	-0,072	-0,090	0,129	0,218	0,307		0,116	0,246	-0,155	
Q7 Finance		x	0,010	-0,076	-0,103								-0,081	-0,116
Pop_com07	0,188		x	-0,084		-0,129	0,066	0,100	0,100			0,131		
Autochton	-0,055	-0,076	-0,084	x	0,056					0,003	0,018		0,008	0,066
Nb Activ prat	-0,072	-0,103		0,056	x		-0,055		-0,063					0,436
Q16 Frequent Lieu	-0,090		-0,129			x				0,026	0,067	0,116	0,003	
Q17 Réseau soc	0,129		0,066		-0,055		x	0,241	0,333		0,176	0,228	0,095	
Q17 phone	0,218		0,100				0,241	x	0,409	0,072	0,213	0,278		0,005
Q17 SMS/MMS	0,307		0,100		-0,063		0,333	0,409	x		0,167	0,262	0,075	
Q17 Mails								0,072		x				0,020
Q17 Aller chez	0,116					0,067	0,176	0,213	0,167		x	0,381		0,068
Q17 rencontre ext	0,246		0,131			0,116	0,228	0,278	0,262		0,381	x		0,126
Q17 voir à l'école	-0,155	-0,081					0,095		0,075				x	0,058
Q17 Voir sur activ		-0,116		0,066	0,436						0,068	0,126	0,058	x
vide : ns	p<.05 :	r> 0,054	p<.01 :	r> 0,071	p<.001	r> 0,091	p<.0001	r> 0,107						

Le premier constat que l'on peut faire, c'est qu'hormis la fréquence d'utilisation des courriels, qui n'est corrélée qu'à celle du téléphone, tous les autres modes de sociabilité à distance sont fortement liés les uns aux autres, avec des corrélations fortes et des liaisons positives. Plus on utilise les SMS, plus on utilise aussi les réseaux sociaux et le téléphone.

L'utilisation des réseaux sociaux et celle des SMS ou du téléphone ne se traduisent pas par une diminution de la fréquence avec laquelle on se rencontre à domicile ou à l'extérieur (qui s'exprimerait pas une corrélation négative), et au contraire, plus souvent on utilise ces modes de sociabilité, plus souvent on se rencontre. En revanche, il n'y a pas de relation entre les modes de sociabilité à distance et le fait de rencontrer ses amis sur des activités, qui n'est lié qu'aux autres modes de rencontre physique.

Plus on pratique d'activités, moins on utilise fréquemment les réseaux sociaux et les SMS, et naturellement plus on voit ses amis sur des activités.

La taille de la commune dans laquelle on habite est liée positivement à la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux, du téléphone, et des SMS, mais cette relation ne vaut en fait que pour les collégiens.

L'augmentation de l'âge est liée à l'augmentation de la fréquence d'utilisation des modes de sociabilité à distance (à l'exception des courriels). Elle coïncide avec une plus grande fréquence de la rencontre à domicile et à l'extérieur. La diversification des réseaux de relations avec l'âge se traduit par une corrélation négative entre cette variable et la fréquence avec laquelle on déclare voir ses amis à l'école.

La fréquence avec laquelle on fréquente – ou fréquenterait – un lieu dédié aux jeunes (question 16) n'est pas liée aux modes de sociabilité à distance, mais elle est corrélée positivement avec la fréquence des rencontres des amis à domicile ou à l'extérieur.

3.8 Pour une synthèse sur les modes de sociabilité

Nos résultats confirment donc la très grande place des moyens de communication distants dans les relations entre les jeunes, l'importance des écrans et l'actualité du concept de « digital native » (cf. partie 1). La démocratisation progressive du matériel technologique réduit les écarts d'utilisation entre les différentes catégories de population et annule peu à peu les effets du capital économique comme facteur discriminant ces pratiques. L'accès à internet dans les établissements scolaires et dans de plus en plus de lieux publics augmente cette réduction d'écarts. L'enquête « EU Kids online » menée auprès d'un échantillon de 25 142

enfants de 9 à 16 ans (Haddon et Livingstone 2012) montre que l'usage d'internet fait désormais partie de la vie quotidienne des jeunes avec 93% des 9-16 ans qui sont en ligne au moins une fois par semaine dont 60% tous les jours ou presque.

Le faible usage des mails par nos répondants se retrouve également dans les résultats d'autres études qui montrent que c'est une façon de se démarquer des adultes d'une part et que ce moyen de communication ne permet pas, comme c'est le cas du SMS ou des réseaux sociaux, la réponse directe et l'échange à plusieurs (Pasquier 2015).

Même si l'ordinateur fait partie des rares objets culturels qui font converger les univers de genre avec, pour les deux sexes cette idée de « chambre digitale » (Octobre et Pasquier 2011:33), nous constatons tout de même des différences d'usage entre les sexes. Les filles utilisent plus les réseaux sociaux, les SMS et les appels téléphoniques, c'est la « culture de la chambre » (Glévarec 2009) spécifique aux sociabilités juvéniles féminines traduites par des pratiques de communication plus intimes, qui nécessitent peu de déplacements en dehors de ceux effectués pour des raisons fonctionnelles. Les garçons qui ont répondu à notre enquête, même s'ils utilisent beaucoup la communication à distance, développent davantage que les filles des formes de sociabilités à l'extérieur, qui impliquent une rencontre directe, et des formes « d'auto-mobilités » dites « ludiques » (Devaux 2014) pour aller chez les uns et les autres et voir les copains lors des activités. On peut se demander si ce « goût du dehors », repéré comme plus développé chez les collégiens d'origine populaire (Devaux, 2014), est également plus aiguisé chez les jeunes ruraux lotois puisque ceux qui disent habiter la campagne utilisent moins les réseaux sociaux et les SMS que ceux qui déclarent habiter à la ville. Cette tendance à la rencontre plus directe se confirme à la lecture des modes les plus importants considérés par les répondants. Les garçons accordent une place plus grande au fait de se rencontrer physiquement à l'école, à l'extérieur, et lors d'activités.

Ces résultats, bien que confortés par de nombreuses analyses, sont contradictoires avec les interprétations de l'enquête « EU Kids online » qui montre que beaucoup de jeunes disent se sentir plus à l'aise dans les relations en ligne que dans les interactions en face à face, surtout les garçons qui entrent dans l'adolescence (vers 13-14 ans) et qui sont issus de milieux populaires (Haddon et Livingstone 2012). L'enquête menée sur des collégiens avec des méthodes d'observation qualitatives par Céline Metton (2009, citée par Pasquier 2015), permet de comprendre des mécanismes importants à cet égard : la sociabilité masculine juvénile fonctionne sur la base de groupes aux liens faibles, avec un fort contrôle du groupe sur les individus en ce qui concerne les choix vestimentaires, l'affichage des goûts musicaux ou les relations avec l'autre sexe. En ligne, ce contrôle s'atténue nettement. Par exemple sur MSN, les jeunes collégiens se sentent plus libres de parler des choses qui leur tiennent à cœur et « les personnalités les plus timides peuvent s'affirmer autrement qu'en face à face » (Metton, 2009, p. 135). Notre méthode quantitative ne permet pas d'explorer ces dimensions à ce niveau de détail et mériterait un complément plus qualitatif par l'intermédiaire d'entretiens individuels ou collectifs par exemple.

Enfin, il est important de rappeler qu'améliorer la connaissance des modes de sociabilité des jeunes permet aux politiques publiques de répondre de manière plus appropriée à leurs besoins. Par exemple, savoir où et comment se rencontrent les jeunes peut être une aide précieuse à la décision en termes d'espaces dédiés aux jeunes, ou de projets à mettre en place.

4. L'IMPLICATION DANS DES ACTIVITÉS

À la question « Quelles sont les activités que tu pratiques régulièrement hors de chez toi et hors des cours à l'école », chaque répondant pouvait déclarer jusqu'à 4 activités pratiquées, sans distinction entre les activités sportives, les plus courantes, et les autres. Pour chaque activité, l'enquêteur demandait dans quel cadre elle était exercée (club, école, individuelle), avec quelle fréquence (pluri-hebdomadaire, hebdomadaire, mensuelle, ponctuelle), le lieu où s'exerce la pratique (dans la ville ou le village d'habitat, dans des lieux variables, ou ailleurs et dans ce cas on demandait dans quelle ville), et le(s) modes de transports utilisés pour s'y rendre (à pied, à vélo, en deux-roues motorisé, avec les parents en voiture, avec des amis ou des voisins, avec les transports publics). Les lieux de pratiques et mode de transports seront traités p. 50 dans la partie Déplacement pour les activités pratiquées.

Dans l'échantillon que nous avons interrogé, une large majorité des jeunes (949 soit 73,1 %) déclare pratiquer au moins une activité. Un peu plus d'un quart des répondants déclare deux pratiques ou plus, et pour un large quart des répondants (26.7 %) ils n'en ont aucune. Parmi les 949 jeunes pratiquants, 80.7 % (769) ont au moins une pratique inscrite dans le cadre d'un club. Pour ceux qui n'inscrivent pas l'activité dans un club, un quart (48) exerce au moins une activité dans le cadre scolaire, trois quarts (143) déclarent au moins une activité exercée hors cadres institutionnels, de façon individuelle.

Nous avons déterminé la fréquence de pratique par la plus grande fréquence reportée sur l'ensemble des activités déclarées. En ce qui concerne cette fréquence de pratique, 63,1 % déclarent au moins une activité pluri-hebdomadaire, 32,2% déclarent une activité hebdomadaire, il n'y en a que 17 (1,8 %) qui déclarent au mieux une (ou des) activité(s) mensuelle(s) et 27 (2,9 %) qui ne déclarent qu'une (ou des) activité(s) ponctuelle(s).

4.1 Qui pratique ? Quel type de pratique ?

4.1.1 Des pratiques très genrées

Les garçons sont moins nombreux que les filles à ne pas déclarer de pratique d'activités (17,1 % contre 35,3 %), et ils en déclarent également plus que les filles (*cf.* tableau 8). Quand on examine les activités déclarées, on constate que les pratiquants masculins sont proportionnellement (et significativement) plus nombreux à exercer au moins une activité sportive (94,2 % contre 89,2 % chez les féminines) et une pratique collective (57,5 % contre 15,3 %). Ils sont aussi proportionnellement plus nombreux à exercer au moins une activité nécessitant un équipement (79,6 % contre 47,4 %) et il est moins rare qu'ils exercent au moins une pratique de pleine nature (8,7 % contre seulement 1,1 % chez les féminines). En revanche les pratiquantes sont plus nombreuses à avoir au moins une activité individuelle (92,1 % contre 63,1 % pour les pratiquants masculins) et au moins une activité libre (49,4 % contre 27,2 %).

TABLEAU 8 : RÉCAPITULATION DU NOMBRE DE PRATIQUES DÉCLARÉES

Nb Pratiques :	0	1	2	3	4	Total
Garçons	17,11%	50,82%	21,55%	8,06%	2,47%	46,91%
Filles	35,32%	41,72%	17,59%	4,22%	1,16%	53,09%
Total %	26,77%	45,99%	19,44%	6,02%	1,77%	100,00%
Total (n)	347	596	252	78	23	1296
Collégiens	23,19%	51,33%	18,41%	4,78%	2,30%	43,53%
Lycéens	29,33%	42,16%	20,19%	6,96%	1,36%	56,47%
Lyc. Tech	30,43%	44,57%	18,48%	5,43%	1,09%	12,64%
Lyc. Gén	25,63%	42,71%	22,11%	8,29%	1,26%	54,67%
Lyc. Pro	42,58%	39,35%	12,26%	3,87%	1,94%	21,29%
Lyc. Agri	21,69%	40,96%	27,71%	8,43%	1,20%	11,40%
Total (lycéens)	214	306	147	51	10	728

Lecture : Chez les garçons (tous niveaux confondus), 17,11 % n'exercent aucune activité, 50,82 % en exercent une, 21,55 % en exercent deux...

En ce qui concerne les activités désirées, on constate là encore une différence significative, les filles sont plus nombreuses à noter un désir (39,8 % contre 31,1 %) et deux désirs ou plus (11,6 % contre 9,4 %), et moins nombreuses à ne signaler aucun désir de pratique (48,6 % contre 59,5 % pour les garçons). Ainsi les filles auraient plus de difficulté à accéder à des pratiques qui les intéressent que les garçons. Cette différence entre les sexes ne se traduit pas par une différence significative en ce qui concerne l'inscription des activités dans le cadre des clubs (81,1 % des filles et 80,2 % des garçons), ni au niveau des pratiques dans le cadre de la scolarité (10,1 % des filles, 10,9% des garçons). En revanche, les filles sont significativement moins nombreuses en proportion que les garçons à déclarer une pratique exercée hors cadres (40,5 % contre 59,6 %).

La fréquence d'exercice des activités est significativement reliée au sexe ($\chi^2=39,54$; $dl=3$, $p<.00001$), avec des filles sous-représentées parmi les jeunes qui ont au moins une activité pluri-hebdomadaire (39,2 % contre 46,6 % toutes confondues) et parmi ceux qui déclarent des activités ponctuelles (40,7 %) et surreprésentées pour les autres fréquences.

4.1.2 Le passage du collège au lycée fait chuter la pratique

Ce qui change significativement du collège au lycée, c'est le nombre de jeunes qui n'ont aucune pratique (en augmentation de 23,2 % à 29,3 %). Parmi les pratiquants, la proportion de jeunes ayant au moins une pratique sportive chute de 6 % (de 94,9 % à 89 %), la proportion de ceux ayant au moins une activité individuelle augmente (de 72,6 % à 79,9 %), tandis que celle des jeunes ayant au moins une pratique collective diminue (de 44 % à 32,6 %). La proportion de ceux qui exercent au moins une activité libre augmente (34,1 % à 40,5 %).

On pourrait s'attendre à ce que, avec l'âge, l'augmentation du nombre de jeunes sans pratique se traduise par une augmentation de la proportion de ceux qui formulent des désirs d'activités. Or ce n'est pas le cas, le nombre de pratiquants régresse, mais cela se fait sans que la part des

jeunes qui aimeraient exercer des activités supplémentaires augmente. On peut donc en déduire que la diminution des pratiques correspond à un désengagement vis-à-vis de celles-ci, mais que ce désengagement ne crée pas de besoin particulier chez les jeunes qui ont arrêté.

4.1.3 Les pratiques diffèrent selon type de scolarité

Les pratiques d'activité diffèrent significativement selon la nature de la scolarité. Les différences significatives portent sur la proportion de non pratiquants, l'exercice d'activités collectives, d'activités libres, et de pratiques de nature. Les lycéens des filières professionnelle et technologique sont plus nombreux à ne pratiquer aucune activité (respectivement 42,6 % et 30,4 %) que les lycéens des filières générale et agricole (respectivement 25,6 % et 21,7 %). Parmi les pratiquants, les lycéens des filières agricole et professionnelle sont plus nombreux à exercer au moins une activité collective (50,7 % et 42,7 % respectivement ; technologique : 29,7 % ; générale : 26,3 %) alors que réciproquement les pratiquants des filières générale et technologique sont proportionnellement plus nombreux à exercer une pratique libre (47,6 % et 42,2 % respectivement ; professionnelle : 36 % ; agricole : 10,8 %). Les lycéens de la filière agricole sont plus nombreux à avoir des pratiques de pleine nature (29,2 % contre 6,2 % chez les lycéens technologiques et moins de 3 % dans les deux autres filières).

Les enfants scolarisés dans des établissements privés sont plus nombreux à ne pas avoir de pratiques d'activités (36,8 % contre 24,4 % pour les élèves du public) et sont proportionnellement plus nombreux à exprimer au moins un désir d'activité (56,5 % contre 43,8 %).

4.1.4 Effet des variables familiales

Les statuts socioprofessionnels des parents ont un effet significatif tant sur le fait d'exercer ou non au moins une pratique que sur le nombre de pratiques exercées.

Quand on limite l'analyse aux jeunes ayant une mère de statut socio-professionnel identifiable et suffisamment représenté, il y a globalement 27,1 % de jeunes qui n'ont pas de pratique, mais ce taux est un peu plus important pour les enfants d'employées (28,6 %), et il monte à 34,6 % pour les foyers où la mère est sans activité et à 45,1 % pour les foyers avec une mère en situation de chômage ($\chi^2=72,92$; $df=20$; $p<.00001$).

En ce qui concerne le statut socio-professionnel du père, on observe un résultat équivalent, quoique de significativité statistique moins forte ($\chi^2=26,94$; $df=16$; $p=.04223$), avec une plus grande proportion de jeunes n'exerçant aucune activité pour les enfants de père au chômage (37,8 %) et pour les enfants ayant un père de statut employé (29,6 %) que parmi les pères étant cadres (22,4 %), indépendants (22,4 %) ou fonctionnaires (23,3 %).

4.1.5 Lien entre pratiques et modes de déplacement usuels

En ce qui concerne les modes de déplacements déclarés (en général et non pas pour les pratiques elles-mêmes), les pratiquants d'activités diffèrent significativement des autres en ce qui concerne la mobilité, avec une plus grande proportion de jeunes qui déclarent utiliser le vélo (39 % contre 27,1 % chez les sans pratique), la mobylette ou la moto (23,7 % contre 18,3 %), ou qui se déplacent grâce à la famille (19,4 % contre 13,1 %) ou aux voisins (8,5 % contre 4,6 %).

4.2 Qui ne pratique pas ? Quels désirs et quels motifs ?

Un peu plus d'un quart des jeunes déclare ne pratiquer aucune activité. Ces jeunes ne diffèrent pas significativement des autres dans les modes de sociabilité à l'exception bien sûr de la réponse à la question de la fréquence avec laquelle ils rencontrent des amis sur les activités. En revanche, ils sont significativement moins nombreux proportionnellement à avoir été délégués de leur classe (33,2 % contre 43,8 % pour ceux qui ont une pratique) et sont plus rarement élus dans une association (1,5 % contre 5 %). Ils accepteraient d'ailleurs moins volontiers que les autres de représenter les jeunes de leur âge (39,1 % sont sûrs qu'ils ne voudraient pas contre 30,3 % et 13,1 % sont sûrs qu'ils accepteraient contre 16,6 %).

Les 347 jeunes qui déclarent ne pas avoir de pratique d'activité expriment significativement plus fréquemment que les pratiquants un désir d'en pratiquer une (44,6 % contre 32,4 %) et citent plus fréquemment 2 activités ou plus qu'ils souhaiteraient pratiquer (16 % contre 8,6 %).

Il reste dans notre échantillon 137 jeunes sans pratiques (soit 39,4 % des non pratiquants) qui n'expriment pas pour autant de désir d'activité. On peut ainsi se demander si ceux qui n'expriment pas de désirs se distinguent des autres d'une manière caractérisable. Pour avoir une réponse à cette question nous allons dans un premier temps comparer ceux qui n'ont pas de pratique et n'expriment pas de désir avec ceux qui, sans avoir de pratique, expriment au moins un désir d'activité. Nous appellerons ces deux catégories respectivement les non pratiquants satisfaits (qui représentent 10,6 % de notre échantillon) et les non pratiquants insatisfaits (210 jeunes soit 16,2 %). La notion de satisfaction est ici employée en lien avec la question 13 : « Est-ce qu'il y a des activités que tu aimerais pratiquer et que tu ne pratiques pas actuellement ? ». Dans un second temps nous comparerons ceux qui ont au moins une pratique et n'expriment pas de désirs supplémentaires avec ceux qui pratiquent mais expriment au moins un désir. Nous les qualifierons de pratiquants comblés (559 jeunes soit 43,1 % de l'échantillon) et de pratiquants insatisfaits (390, soit 30,1 %). Notons qu'il s'agit bien d'une satisfaction par rapport au désir d'activités et non par rapport aux activités pratiquées.

4.2.1 Comparaison entre non-pratiquants satisfaits et insatisfaits

Dans une hypothèse de compensation entre les différents registres d'activités, on pourrait prédire que ne pas avoir de désir supplémentaire signale que l'on satisfait ses besoins d'une autre façon, par d'autres pratiques de sociabilité notamment. Cependant, l'analyse ne montre pas de différence pour la fréquence avec laquelle les différents modes de sociabilité sont utilisés entre ces jeunes qui n'expriment pas de désir et ceux qui, pratiquant, ne signalent pas d'activité supplémentaire désirée.

En revanche, chez les non-pratiquants satisfaits, il y a une surreprésentation des jeunes qui vivent en appartement (11,7 % contre 5,19 % chez insatisfaits, $\chi^2=4,9$; $df=1$, $p<.05$), et de ceux qui déclarent habiter à la ville (29,2 % contre 19,8 %, $\chi^2=4,08$; $df=1$, $p<.05$). Il y a également une surreprésentation de ceux qui ne se déplacent pas en deux-roues motorisé (87 % contre 78,3 %, $\chi^2=4,19$; $df=1$, $p<.05$) et de manière marginalement significative de ceux ne se déplacent pas à vélo.

Les non-pratiquants satisfaits ont de manière marginalement significative moins souvent été déjà élus à l'école (27,5 % contre 36,9 % pour ceux qui sont insatisfaits, $\chi^2=3,2$; $df=1$, $p=.074$), et de manière significative, ils le souhaiteraient moins que les insatisfaits (81,4 % sont sûrs que non contre 63,5 %, $\chi^2=12,2$; $df=4$, $p<.025$). De plus, s'ils étaient désignés pour représenter les autres jeunes, ils accepteraient moins que les non-pratiquants insatisfaits :

25,4 % serait plutôt d'accord contre 45,8 % ; 22,5 % ne savent pas contre 15,6 % ; 52,2 % répondraient plutôt non contre 38,7 %, ($\chi^2=15,9$; $dl=4$, $p<.005$).

Leur vécu du territoire diffère de façon significative ($\chi^2=11,0$; $dl=4$, $p<.05$) : les non-pratiquants satisfaits sont plus nombreux à considérer leur territoire comme agréable à vivre 63,8 % contre 57,3 % et moins nombreux à être neutre (18,1 % contre 22,3 %) ou à le considérer comme pénible (18,1 %, contre 20,4 %).

Pour les lycéens, il y a un lien significatif entre l'absence de désir exprimé et la nature de la scolarité ($\chi^2=9,04$; $dl=3$, $p<.05$). Parmi les non-pratiquants satisfaits, il y a une sous-représentation importante des lycéens engagés dans la filière générale et un peu moindre pour ceux de la filière technologique, et une surreprésentation des lycéens des filières professionnelle et agricole.

On pourra enfin noter que lorsque l'on restreint la comparaison aux publics de non-pratiquants, on n'observe plus de différences entre filles et garçons concernant l'expression de désirs, ainsi les filles qui ne parviennent pas à combler leur désir d'activités (évoquées ci-avant) sont plutôt celles qui ont déjà une pratique (*cf. infra*).

4.2.2 Comparaison entre pratiquants comblés et pratiquants insatisfaits

Pour rappel, on qualifie ici de pratiquants comblés les jeunes qui déclarent au moins une pratique d'activité et ne formulent aucun désir, alors que ceux qui pratiquent mais formulent tout de même des désirs sont qualifiés de pratiquants insatisfaits. Quand on compare ces deux catégories de pratiquants, on retrouve la différence significative entre les filles et les garçons ($\chi^2=6,4$; $dl=1$; $p<.025$) concernant l'expression de désirs de pratique, avec des filles surreprésentées parmi les pratiquants insatisfaits (51,8 % contre 43,5 %) alors que les garçons y sont sous-représentés (48,2 % contre 56,5 %).

La nature de l'établissement fréquenté est aussi liée aux désirs de pratiques supplémentaires ($\chi^2=6,8$; $dl=1$; $p<.01$). Les jeunes scolarisés dans des établissements publics sont surreprésentés parmi les pratiquants comblés (88,8 % contre 82,7 %), alors que ceux qui sont dans le privé sont surreprésentés chez les insatisfaits (17,3 % contre 11,2 %).

On observe aussi un lien aux moyens financiers du foyer ($\chi^2=9,7$, $dl=4$, $p<.05$) avec une surreprésentation dans les pratiquants insatisfaits de ceux qui estiment que leur foyer a des ressources faibles ou très faibles (8,9 % contre 5 %).

Les pratiquants comblés se distinguent de ceux qui sont insatisfaits sur un mode de sociabilité, la rencontre à l'extérieur ($\chi^2=22,8$; $dl=4$, $p<.001$), avec des pratiquants comblés qui sont plus nombreux à déclarer rencontrer leurs amis à l'extérieur souvent ou tout le temps (63,3 %) que ceux qui sont insatisfaits (53,3 %).

Ceux qui exercent une pratique libre sont surreprésentés chez les pratiquants insatisfaits, (41,4 % contre 34,9 %, $\chi^2=4,2$; $dl=1$, $p<.05$) alors que ceux qui exercent une pratique collective sont surreprésentés chez les pratiquants comblés (40,4 % contre 34 %, $\chi^2=3,99$; $dl=1$, $p<.05$).

Le rapport au territoire diffère entre les pratiquants comblés et les insatisfaits, ces derniers le considérant comme moins agréable ($U=100240$, $N1=560$, $N2=390$, $p<.05$). Les insatisfaits sont plus nombreux à considérer le territoire comme pénible ou assez pénible (19,2 % contre 12,3 % chez les comblés) et moins nombreux à le considérer comme ni pénible ni agréable (17,4 % contre 19,3 %) ou plutôt agréable ou agréable (63,3 % contre 68,4 %). Dans la mesure où cette variable est significativement corrélée avec l'envie de vivre plus tard sur le territoire, on ne sera pas surpris de constater que ces pratiquants comblés sont aussi plus désireux de vivre plus tard là où ils vivent ($U=99350$, $N1=558$, $N2=389$, $p<.05$), 35,8 %

désirent peut-être y vivre ou en sont totalement sûr (contre 29,8 % chez les insatisfaits), 21,3 % ne savent pas (contre 18 %) et ils sont moins nombreux à être sûr qu'ils ne le désirent pas ou peut-être pas (42,8 % contre 52,2 %).

Les pratiquants comblés envisagent moins que les autres d'accepter de représenter les autres jeunes ($U=99619$, $N1=559$, $N2=388$, $p<.005$), ils sont plus nombreux à être sûrs qu'ils refuseraient sûrement ou peut-être (40,8 % contre 34,3 % chez les insatisfaits) et parmi ceux qui ne savent pas (21,6 % contre 19,3 %) et moins nombreux parmi ceux qui accepteraient peut-être ou sûrement (37,6 % contre 46,4 %).

4.2.3 Désirs de pratiques formulés

Pour les répondants ayant formulé des désirs d'activité, nous avons constitué des nuages de mots qui sont présentés figure 4 pour les filles et figure 5 pour les garçons. Dans ces représentations, la taille des mots (ou expressions) est proportionnelle à la fréquence avec laquelle ils apparaissent dans le corpus.



FIGURE 4 : LES 40 ACTIVITÉS LES PLUS SOUVENT ÉVOQUÉES PAR LES FILLES

Comme on peut le constater sur ce nuage, les filles ont majoritairement exprimé le désir d'activités qui sont principalement individuelles, et souvent en lien avec l'expression (artistique ou corporelle).



FIGURE 5 : LES 40 ACTIVITÉS LES PLUS SOUVENT ÉVOQUÉES PAR LES GARÇONS

Pour les garçons, les activités désirées sont le plus souvent des activités sportives, la plupart étant des activités d'opposition directe (ex. boxe, rugby), ou indirectes (ex. badminton, basket). Les activités sont plus souvent collectives que chez les filles, et les sports de combat apparaissent en bonne place.

4.2.4 Motifs de la non pratique d'activités désirées

Parmi les 603 jeunes qui ont formulé un désir d'activité ou deux, les principaux motifs utilisés quand on leur demande pourquoi ils ne la (ou les) pratiquent pas sont : le manque de temps (40,1 % des répondants), le fait que l'activité n'existe pas à proximité (34,3 %), le manque d'argent (14,8 %), le fait qu'il n'y ait pas de moyen de transport (6,4 %).

Le manque de temps est avancé par 242 répondants (plus du tiers), il est plus fréquemment évoqué par les lycéens que par les collégiens (44,55% contre 34,6 %, $\chi^2=6,14$, $dl=1$, $p<.05$), par les urbains que par les ruraux (46 % contre 37,4 %, $\chi^2=4,01$; $dl=1$, $p<.05$). Le fait d'utiliser cette réponse ou non ne dépend pas de la pratique d'activités et de leur nombre, mais est significativement lié à l'âge ($\chi^2=17,8$; $dl=8$; $p<.05$) avec une augmentation de la proportion de jeunes qui utilisent ce motif pour les 15 ans et plus. On constate que ceux qui l'utilisent sont plus nombreux parmi ceux qui sont sûrs qu'ils refuseraient de représenter les autres, et moins nombreux parmi ceux qui sont sûrs qu'ils y seraient disposés ($\chi^2= 10,7$; $dl=4$, $p<.05$). Pour ceux qui n'ont jamais été élus, cet argument est significativement plus fréquemment utilisé ($\chi^2=10,04$; $dl=4$, $p<.05$) par ceux qui auraient souhaité l'être (45.9 %) et moins fréquemment par ceux qui ne savent pas (18.8%) où ne l'auraient pas souhaité (38.9 %).

Plus d'un tiers évoque au moins une fois le motif du manque de proximité de l'activité désirée. L'utilisation de ce motif n'est pas liée au fait d'habiter à la ville ou à la campagne. Ceux qui utilisent ce motif déclarent un plus grand nombre de pratiques déjà exercées que ceux qui n'utilisent pas ce motif. De manière marginalement significative, ils seraient un peu plus disposés à représenter les autres jeunes de leur territoire. Hormis ces différences, ils sont équivalents aux jeunes qui n'utilisent pas ce motif pour ce qui concerne les modes de sociabilité et le rapport au territoire.

Ceux qui évoquent le motif d'absence de transport pour les activités qu'ils désireraient pratiquer (i.e. 38 jeunes sur les 601 qui déclarent au moins une activité désirée soit 6.4 %) sont significativement plus nombreux à trouver le territoire pénible ou assez pénible et moins nombreux à le trouver assez agréable ou agréable ($\chi^2= 11,9$; $dl=4$, $p<.05$).

Le motif financier est évoqué par 89 jeunes (presque 15 %) dont une minorité (27) ne pratique pas d'autres activités. Ces répondants se distinguent significativement des autres sur un item de sociabilité, avec une moindre fréquence de contact avec leurs copains dans le cadre de l'école. Même si la variable « moyens financiers de la famille » est peu discriminante (puisque les jeunes utilisent très majoritairement les valeurs centrales, 80% des jeunes répondent que leur famille a des moyens financiers dans la moyenne), on constate que l'utilisation de ce motif est significativement lié à cette variable dans le sens prédictible : la proportion des jeunes qui utilisent ce motif augmente à mesure que les moyens sont estimés moins importants, de 11.7 % pour ceux qui voient les moyens familiaux comme importants à 36.2 % pour ceux qui les considèrent faibles ($\chi^2= 22,41$; $dl=4$, $p<=.001$)¹⁸.

Les jeunes qui évoquent le désaccord de leurs parents vis-à-vis de la pratique (37 soit 6,1 %) sont significativement plus nombreux chez les garçons que chez les filles (8.9 % contre 4.2 % ; $\chi^2=5,55$; $dl=1$, $p<.02$). Ces jeunes sont significativement moins utilisateurs des réseaux sociaux, du téléphone et des SMS que les jeunes qui ne convoquent pas ce motif. Ceci peut s'expliquer par le fait que ce sont plutôt des garçons, et aussi majoritairement des collégiens.

Les motifs de l'absence de copains (20 soit moins de 5 %), et de l'âge (12 soit 2 %) sont trop faiblement utilisés pour que l'on puisse analyser les différences entre les jeunes qui les convoquent et les autres.

Alors que le statut socioprofessionnel du père n'a aucune liaison significative avec l'évocation des différents motifs, on retrouve une influence de celui de la mère sur l'utilisation du motif « pas assez de temps » ($\chi^2=17,19$; $dl=5$; $p<.005$). Cette utilisation du motif « pas assez de temps » ne vaut en fait que pour ceux qui ne pratiquent pas d'activité, avec une surreprésentation des jeunes enfants de mère de statut cadre, indépendant, et employé, et une sous-représentation des jeunes ayant une mère fonctionnaire, au chômage ou sans activité. On peut donc se demander si c'est le capital temps libre de la mère qui agit ici sur l'emploi du temps des jeunes et la possibilité pour eux d'exercer des activités. Chez ceux qui pratiquent déjà au moins une activité, l'utilisation du motif « pas de transport » est significativement plus élevée ($\chi^2=15,32$; $dl=5$; $p<.01$) pour les jeunes ayant une mère de statut cadre, au chômage, ou sans activité, alors que les jeunes qui ont une mère de statut indépendant, fonctionnaire ou employé sont sous-représentés parmi ceux qui les utilisent.

Parmi les pratiquants, la relation entre la mobilité de la mère et les raisons pour lesquelles on ne pratique pas une activité désirée est manifeste : 27,3 % de ceux qui vivent avec leur mère seule utilisent le motif que l'activité n'existe pas à proximité ($\chi^2=12,36$; $dl=3$; $p<.01$) alors que les jeunes ayant une mère seule ne constitue que 17,7 % de notre échantillon, et le motif « pas de transport » est utilisé plus souvent de manière marginalement significative par les mêmes ($\chi^2=6,76$; $dl=3$; $p<.08$; 38,9% des répondants).

¹⁸ Les 2 jeunes qui estiment les moyens de leur famille 'très importants' n'ont pas utilisé ce motif, et 2 des 4 jeunes qui considèrent les moyens comme 'très faibles' l'ont utilisé (pour rappel, nous ne parlons ici que des 603 jeunes ayant formulé au moins un désir de pratique).

4.3 Les lieux pour les jeunes

4.3.1 La connaissance de lieux pour jeunes

Comme on pouvait s'y attendre, ceux qui se déclarent comme habitant à la campagne sont significativement plus nombreux à répondre qu'il n'y a pas de lieu pour les jeunes (53.7 %) que les répondants qui disent habiter en ville (22.5 %). Si une proportion non négligeable de jeunes de la ville déclare ne pas savoir s'il en existe (7.3 %), c'est moins le cas pour ceux de la campagne (4.2 %).

Parmi les jeunes du PNRCQ, 52 % affirment qu'il n'y a pas de lieu pour les jeunes là où ils habitent, ce qui est un pourcentage significativement plus élevé que celui des jeunes hors PNRCQ. Ils ne sont que 3 % à ne pas savoir répondre à cette question (contre 5 % hors du PNRCQ). Cependant cette différence doit être considérée comme liée à celle qui existe entre les ruraux et les urbains, qui est importante et significative : seuls 29.4 % des jeunes urbains répondent qu'il n'existe pas de lieu alors que c'est le cas pour 55.4 % des ruraux.

L'examen des réponses des collégiens nuance ce tableau. Ceux qui disent habiter la ville et les urbains répondent significativement plus fréquemment qu'il existe un lieu (58.7 % et 59.1 % répondent oui) alors que les habitants du PNRCQ répondent plus fréquemment (de manière marginalement significative) que de tels lieux existent (46.3 % contre 40.1 % hors PNRCQ) et sont moins souvent sans réponse (3.7 % contre 8.1 %).

Chez les lycéens qui déclarent habiter à la ville, 74.9 % déclarent qu'il existe un lieu pour les jeunes contre seulement 44.7 % pour ceux qui habitent à la campagne (66.3 % chez les urbains contre 40.9 % chez les ruraux ; 42 % pour les habitants du PNRCQ contre 55.5 % hors PNRCQ).

On peut noter que la fréquence de la réponse « ne sait pas » est moins élevée pour les jeunes qui disent habiter en campagne, qui habitent dans une commune rurale, et pour ceux qui habitent dans le PNRCQ.

4.3.2 La fréquentation potentielle

Parmi les enquêtés qui répondent qu'il y a des lieux pour les jeunes, les ruraux rapportent les utiliser plus souvent que les urbains : 65.7 % les utiliseraient de temps en temps ou souvent, contre 53.5 % chez les urbains.

Parmi ceux qui ne savent pas s'il y a un lieu ou qui déclarent qu'il n'y en a pas, 15.9 % répondent qu'ils ne le fréquenteraient jamais, 45.2 % de temps en temps, et 26.5 % le fréquenteraient souvent. On observe une moins grande intention de fréquentation chez les lycéens que chez les collégiens. Ces derniers seraient significativement plus nombreux à vouloir les fréquenter souvent (30.4 % contre 22.9 %) et moins nombreux à répondre qu'ils ne les fréquenteraient jamais (10.8 % contre 20.3 %).

On n'observe pas de différences filles/garçons sur la fréquentation des lieux existants ou sur l'anticipation de fréquentation des lieux non connus ou absents.

La fréquentation anticipée des lieux par les jeunes qui déclarent qu'il n'en existe pas ou qui ne savent pas s'il en existe diffère significativement selon la structure familiale ($p < .005$), avec une moindre fréquentation pour les enfants qui vivent avec leur père seul (51,6 % d'entre eux ne les fréquenteraient jamais ou rarement alors que pour l'ensemble ce pourcentage se limite à 28,2 % pour l'ensemble). Cette fréquence anticipée d'utilisation des lieux jeunes n'est pas liée au statut socioprofessionnel du père, elle est liée de façon marginalement significative à celui de la mère ($p < .07$), avec une fréquentation faible pour les enfants de mères cadres (38,5 % y

vont jamais ou rarement), fonctionnaires (31,9 %) et de statut indépendant (29,6 %) que pour les mères de statut employé/salarié (26,8 %), sans activité (25,0 %) ou chômeuses (25,8 %). Ces facteurs n'ont pas d'effet sur la fréquentation des lieux par ceux qui déclarent qu'il en existe.

En examinant les réponses des collégiens, on constate que pour ceux qui en affirment l'existence, l'âge augmente significativement la fréquentation de ces lieux, ceux qui les fréquentent souvent ne sont que 8.8 % à 11 ans, et ce pourcentage atteint 59.3 % pour les 15 ans. De la même manière, à 11 ans, ils sont 26.5 % à ne jamais les fréquenter, et cette proportion diminue régulièrement jusqu'à devenir nulle à 15 ans. Il n'existe pas d'effet significatif du lieu d'habitation sur cette fréquentation. En revanche, chez les collégiens qui affirment qu'il n'y a pas de lieu ou qui ne savent pas, on constate que ceux qui déclarent habiter en ville aurait une anticipation de fréquentation plus forte que ceux qui habitent à la campagne. Ici, l'effet de l'âge disparaît.

Parmi les lycéens, aucune variable collectée n'agit de façon significative sur la fréquentation des lieux pour ceux qui en connaissent l'existence ou sur l'anticipation de fréquentation de lieux potentiels pour ceux qui déclarent qu'il n'y en a pas, ou qui ne savent pas.

L'utilisation des lieux pour les jeunes et sa fréquence n'ont pas de lien avec le nombre d'activités pratiquées, ni avec leur nature ou avec les désirs de pratiques, que ce soit chez les jeunes qui déclarent qu'il y en a près de chez eux ou chez ceux qui déclarent leur absence ou ne savent pas.

4.4 Pour une synthèse sur les pratiques

Une grande majorité de répondants déclare pratiquer une activité régulière. On constate que ces activités déclarées sont plutôt encadrées, soit par des clubs, soit par le milieu scolaire. La forme encadrée est la plus traditionnelle. Elle renvoie à l'institutionnalisation des activités, en particulier des activités sportives à travers les clubs. Elle fidélise les pratiquants qui acceptent et se reconnaissent dans les formes normées d'encadrement ainsi que la régularité des rendez-vous, les calendriers d'entraînement et de compétition, etc. Cette forme connaît un fort déclin depuis les années 1990-2000, en particulier chez les jeunes qui ne se retrouvent plus dans les codes, les valeurs et les contraintes que cette forme impose. Les pratiques dites « libres » ou « auto-organisées » se sont d'ailleurs développées dans cet esprit depuis les années 1990. Cependant on peut se demander si la forme traditionnelle n'est pas davantage plébiscitée en milieu rural, où l'on sait combien l'accès aux équipements est difficile. Cela paraît paradoxal mais on sait que les ruraux déclarent en général moins de pratiques que les urbains (voir partie 1), donc ces pratiques se concentrent davantage sur l'offre existante. Or l'offre la plus visible et la mieux ancrée dans les représentations de l'univers des pratiques est l'offre institutionnelle. Les pratiques auto-organisées sont d'ailleurs plutôt réservées aux urbains de classe moyenne, ayant accès à des équipements comme les skate-parks ou les « cités stades ». Ils ont aussi plus de facilités pour s'équiper et plus aisément accès à ce qui permet la consommation de ces pratiques et des espaces qui leur sont dédiés (Gasparini et Vieille Marchiset 2008; Raibaud 2012b).

La revue de littérature nous apprend que les jeunes ruraux ont des pratiques spécifiques en particulier dans leurs loisirs (*cf.* partie 1). Les sports seraient plus souvent pratiqués en équipe et les jeunes ruraux seraient plus nombreux à aller à la chasse et à pratiquer d'autres loisirs liés à la proximité des forêts et d'espaces naturels. Si notre enquête ne permet pas de mesurer

ces dimensions¹⁹, nous pouvons néanmoins remarquer que les lycéens de la filière agricole sont très significativement plus nombreux à avoir des pratiques de nature que ceux des autres filières. Les pratiques motorisées, souvent sujettes à polémique par rapport à leur développement dans les espaces naturels, concernent 42 jeunes de notre échantillon (dont seulement 2 filles) dont 12 jeunes des filières agricoles (largement surreprésentées) et 30 qui habitent dans des communes rurales (seulement 4 déclarent habiter en ville). Il y aurait donc bien un effet du caractère « rural » sur le type d'espaces investis pour les pratiques. Les politiques de jeunesse, dans leur rapport à l'offre d'activités ludiques, peuvent s'appuyer sur les caractéristiques de l'environnement en lien avec les attentes de la population. Dans ce cadre il est possible de mettre l'accent sur certaines activités de nature comme l'escalade ou le kayak, de même que sur l'équitation avec une offre déjà existante et qui semble plébiscitée dans les désirs d'activités déclarées. La question des pratiques motorisées reste ouverte. Il est à noter que ceux qui exercent une pratique libre sont surreprésentés chez les pratiquants insatisfaits alors que ceux qui exercent une pratique collective sont surreprésentés chez les pratiquants comblés. Ce résultat permet d'aller un peu plus loin dans la projection des aménagements à prévoir et de l'offre à proposer.

Nos résultats montrent, comme c'est souvent le cas dans les études sociologiques sur les pratiques sociales, le caractère genré des goûts et des orientations pour les pratiques sportives ou culturelles au sens large. Si les garçons ont tendance à pratiquer plus, à déclarer plus de pratiques que les filles, ils ne pratiquent pas de la même manière. Ils utilisent davantage les équipements sportifs car ils pratiquent plus d'activités repérées comme sportives. Ils pratiquent plus d'activités collectives que les filles. Leurs désirs d'activités sont également plus tournés vers le sport, les activités d'opposition alors que chez les filles, ce sont plus les activités qui mettent en jeu l'expression de soi et du corps (*cf.* les nuages de mots). Nos résultats confirment mais surtout élargissent à la catégorie des jeunes l'idée d'espaces genrés dans le sens « d'espaces ayant été genrés par l'usage » (Raibaud 2012a:46). Sans revenir en détail sur ce qui est à l'œuvre dans cette construction genrée de l'espace, nous retiendrons que les équipements sportifs sont susceptibles de trier et de séparer les sexes, et ainsi de produire des normes de genre. Les stades et autres équipements n'auraient alors pas pour vocation de maximiser les interactions sociales (comme les discours universalistes sur le sport voudraient nous le faire entendre), mais de renforcer leur construction en tant qu'espaces genrés non mixtes en opposition à d'autres espaces publics comme l'école par exemple (Raibaud 2012a). L'aménageur public, lorsqu'il décide de la construction d'un équipement sportif, devra considérer cette analyse dans l'orientation de ses choix et des conséquences qu'ils peuvent engendrer.

Dans la description des résultats, une large part est donnée aux désirs d'activités, en lien avec les jeunes qui pratiquent déjà, et avec ceux qui ne pratiquent pas. Nous nous sommes attachés à cette notion de satisfaction ou de désirs comblés dans le but de mieux cerner les besoins d'activités, donc l'offre globale et l'offre d'encadrement qui sont elles-mêmes liées aux offres de transports et d'équipements. Le premier enseignement remarquable est qu'il semblerait que plus on pratique, plus on souhaite pratiquer. Ce résultat est très instructif et pousse à la réflexion sur l'ouverture à l'expérience par l'expérience et le pouvoir de cette expérience. Mais il questionne aussi sur le potentiel renforcement des inégalités entre d'une part ceux qui ne pratiquent pas, et donc par extension ceux qui n'ont pas accès aux pratiques pour diverses raisons (spatiales, sociales, économiques), et d'autre part, ceux qui ont la « chance » d'avoir une ou des pratiques. En effet, chez les lycéens, et parmi ceux qui n'expriment pas de désir, il

¹⁹ Nous comptons 16 chasseurs dont deux filles, tous de lycée agricole, parmi eux 5 sont aussi pêcheurs.

y a une sous-représentation importante des lycéens engagés dans la filière générale et un peu moindre pour ceux de la filière technologique, et une surreprésentation des lycéens des filières professionnelle et agricole. Ce résultat est peut-être le signe d'un repli ou d'un isolement et la traduction de formes de relégations sociales qui s'opèrent au travers de l'accès aux pratiques, d'autant que rappelons-le, le nombre de pratiques déclarées est plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain (David 2010). Cette interprétation est à relativiser, on n'observe pas de lien significatif avec le statut social des parents, et pas de différence significative dans les façons de communiquer avec les autres. La satisfaction semble également être en lien, de manière assez logique, avec l'attachement au territoire et le fait de s'y sentir bien. Les insatisfaits sont plus nombreux à considérer le territoire comme pénible ou assez pénible. On peut faire l'hypothèse que les sociabilités construites dans les activités et les liens au collectif lorsque c'est le cas, créent des attachements au territoire et que tous ces facteurs sont liés. Un territoire riche en offre correctement ciblée s'ouvre des potentialités accrues de fixation des populations jeunes.

Un autre lien significatif entre le fait d'être « comblé » et les projections de représentation des autres mérite d'être commenté. En effet, les pratiquants comblés envisagent moins que les autres d'accepter de représenter les autres jeunes et ils sont plus nombreux à être sûrs qu'ils refuseraient sûrement ou peut-être. Ce résultat, difficile à interpréter, est peut-être le signe que les insatisfactions produisent des revendications, lesquelles se traduiraient par la volonté de les faire entendre dans les instances de représentation. Si on veut aller plus loin et toujours avec beaucoup de précautions, nos résultats montrent aussi que les jeunes « déjà élus » vivent plus souvent dans des familles monoparentales, ce qui pourrait renforcer notre hypothèse dans le cas d'une insatisfaction ou d'une frustration liées aux conditions familiales.

Chez les jeunes qui n'expriment pas de désirs d'activités, on trouve une surreprésentation de ceux qui déclarent peu de pratiques d'auto-mobilité²⁰ (deux-roues motorisé, vélo). Cette auto-mobilité permettrait donc de satisfaire les besoins d'activités. Cette tendance serait renforcée en milieu rural où la dissociation entre le lieu de résidence et les lieux d'activités est forte. La pression spatiotemporelle augmente et impacte alors la sphère des activités et des loisirs comme il a été dit dans la partie 1.

Nous avons demandé aux jeunes répondants de se positionner sur les motifs qui sont à l'origine de leur non-pratique dans le cas d'un désir d'activité. Il se trouve qu'encore une fois, le statut de la mère, à la fois matrimonial et socioprofessionnel, intervient de manière déterminante dans cette non-pratique d'activités désirées. En effet, le « capital temps libre » de la mère influence les possibilités de déplacement des enfants vers les lieux de pratique plus que celui du père. Le plus souvent, les charges éducatives, y compris celles qui sont liées aux loisirs des enfants, se répercutent directement sur les mères par un ajustement de leurs horaires de travail, et l'utilisation du temps partiel. De même, ce sont les mères qui sont davantage sollicitées pour les charges éducatives qui concernent l'accompagnement des enfants à l'école et aux activités, en particulier quand ils sont jeunes, et encore plus fortement en milieu rural (David, 2010). Nos résultats confirment ces analyses et permettent de mettre une fois de plus l'accent sur les problématiques des jeunes qui vivent avec leur mère seule (*cf. supra* sur la question de l'internat).

²⁰ Voir plus loin dans la partie sur les mobilités. L'auto-mobilité se définit à l'adolescence par le fait de réaliser ses déplacements seul, c'est-à-dire sans la présence d'adultes et notamment de ses parents (Massot et Zaffran 2007).

5. LES MOBILITÉS

5.1 Déplacements liés à la scolarité

À partir des données fournies par l'inspection académique du Lot, nous avons pu constituer une carte des déplacements effectués par les jeunes pour se rendre au collège (ici tous les jeunes scolarisés dans les établissements publics ou privés dépendant de l'inspection). Cette carte, présentée en Annexe 3, montre que le territoire lotois est assez bien structuré par la présence de ces établissements. Une zone blanche se révèle, qui correspond au cœur du Parc Naturel Régional des Causses du Quercy, mais cette zone blanche correspond également à de faibles effectifs de jeunes pour la zone concernée. Les données sur les temps de transport auxquels sont soumis ces jeunes ne sont pas disponibles, et on peut le regretter dans la mesure où cela constituerait une source précieuse à prendre en considération dans les pratiques hors école. Le questionnaire ne permet malheureusement pas d'avoir des informations sur ce point.

5.2 Modes de déplacement utilisés

Une question portait sur les modes de déplacement seul, c'est-à-dire l'auto-mobilité, en précisant « sans tes parents », mais n'excluant pas les transports pour la scolarité (alors que le concept d'auto-mobilité n'inclue pas les déplacements fonctionnels²¹). Les répondants pouvaient signaler plusieurs moyens de locomotion : à pied (59,3 % des répondants déclarent se déplacer ainsi), en vélo (35,7 %), en deux-roues motorisé (22,2 % pour l'ensemble, 30,1 % pour les plus de 14 ans), en voiture (5,4 % pour l'ensemble, 30,8 % pour les 18 ans et plus), avec des amis (26,4 %), avec la famille autre que les parents (17,7 %), avec des voisins (7,4 %), en bus (36,2 %), en train (11,7 %), ou jamais de déplacement seul (3,2 %). Les résultats sont récapitulés dans le tableau 9 pour les distinctions entre filles et garçons, entre lycéens et collégiens, et pour ceux qui disent habiter à la campagne contre ceux qui disent habiter à la ville.

²¹ Nous aurions dû différencier ces deux aspects dans notre questionnaire.

TABLEAU 9 : MODES DE DÉPLACEMENT

Mode	Groupes						Tous
	Filles	Garçons	Collégiens	Lycéens	Ville	Campagne	Total
À Pied	65,70%	51,81%	60,53%	58,25%	72,73%	55,42%	59,32%
À vélo	25,00%	48,03%	50,62%	24,42%	27,95%	38,01%	35,69%
En deux roues	16,86%	28,29%	12,39%	29,88%	15,82%	24,08%	22,18%
En voiture	5,96%	5,10%	1,95%	8,19%	6,73%	5,17%	5,60%
Avec des amis	29,36%	23,03%	20,18%	31,24%	24,24%	27,06%	26,40%
Avec la famille	16,86%	18,59%	18,05%	17,46%	15,82%	18,21%	17,65%
Avec des voisins	6,83%	8,22%	7,79%	7,23%	3,03%	8,76%	7,44%
En bus	36,77%	35,36%	34,69%	37,24%	42,09%	34,53%	36,22%
En train	13,37%	9,38%	3,72%	17,74%	19,19%	9,45%	11,67%
Jamais seul	3,49%	2,80%	5,31%	1,50%	1,68%	3,58%	3,15%

5.2.1 Chez les collégiens (de moins de 16 ans)

Les garçons sont plus nombreux que les filles à déclarer se déplacer en vélo (62.2 % contre 36.3 %, $\chi^2=30.7$; $dl=1$, $p<.001$), en deux-roues motorisé (17.3 % contre 10.3 % ; $dl=1$, $p<.05$), ou encore avec la famille (22.2 % contre 13.7 %, $\chi^2=5.7$; $dl=1$, $p<.05$). Les filles sont plus nombreuses à déclarer se déplacer à pied (67.5 % contre 53.8 %, $\chi^2=9.1$; $dl=1$, $p>.001$).

La proportion de jeunes qui se déplacent à vélo se réduit à mesure que l'âge avance, de 64.8 % à 11 ans, à 30.4 % à 15 ans ($\chi^2=23.7$; $dl=4$; $p<.0001$). Parallèlement, la proportion de collégiens qui se déplacent avec des amis augmente, de 13.2 % à 11 ans à 26.8 % à 15 ans ($\chi^2=12.1$; $dl=4$; $p<.05$). Ce déplacement avec les amis est plus courant pour les collégiens du public que du privé (22.4 % contre 12 %, $\chi^2=4.5$; $dl=1$; $p<.05$). L'âge n'intervient pas dans la proportion de jeunes qui font des déplacements avec la famille ou les voisins.

Le statut socioprofessionnel de la mère n'a pas d'effet sur les modes de déplacement, alors que celui du père intervient significativement ($\chi^2=10.8$; $dl=4$; $p<.05$) sur la proportion de jeunes qui se déplacent à pied, avec une moins grande proportion de piétons chez les enfants de fonctionnaires (50.9 %), de cadres (52.5 %) et d'indépendants (55 %), et une plus grande proportion chez les enfants de père ayant un statut d'employé autre (68.2 %).

Les collégiens qui habitent dans une commune rurale sont plus nombreux à se déplacer à vélo (54.6 % contre 35.6 %, $\chi^2=10.9$; $dl=1$; $p<.001$), le résultat est similaire avec le fait de déclarer habiter à la campagne plutôt qu'en ville), mais le statut de la commune n'a pas d'effet significatif sur la fréquence des autres moyens de déplacement. Ceux qui déclarent habiter à la campagne sont un peu plus nombreux à se déplacer avec les voisins (9.2 % contre seulement 2 % pour ceux qui déclarent habiter en ville, $\chi^2=5.3$; $dl=1$; $p<.05$) ou avec la famille (19.9 % contre 9.6 %, $\chi^2=5.6$; $dl=1$; $p<.05$). Déclarer habiter dans une maison isolée diminue significativement la probabilité de se déplacer à pied (52.8 % contre 64.8 % autrement, $\chi^2=7.2$; $dl=1$; $p<.01$) et augmente la probabilité de ne pas se déplacer tout seul (7.9 % contre 3.7 %, $\chi^2=4.4$; $dl=1$; $p<.05$).

5.2.2 Chez les lycéens (de plus de 14 ans)

Le sexe a un effet significatif sur les modes de déplacement utilisés, avec une plus grande proportion de garçons qui déclarent se déplacer en deux-roues motorisé (39.9 % contre 22.5 % des filles, $\chi^2=25.3$; $dl=1$; $p<.0001$) ou en vélo (34.5 % contre 17.1 %, $\chi^2=28.9$; $dl=1$; $p<.0001$) alors que les filles sont plus nombreuses à se déplacer à pied (64.1 % contre 50.3 %, $\chi^2=13.8$; $dl=1$; $p<.001$).

Les lycéens qui vivent seulement avec leur père ont des pratiques de déplacement différentes des autres, ils sont plus nombreux à se déplacer à pied (83.9 % contre 57.8 % pour tous, $\chi^2=12.2$; $dl=3$; $p<.01$), et moins nombreux à se déplacer en vélo (12.9 % contre 24.7%, $\chi^2=9$; $dl=3$; $p<.05$), en deux-roues (9.7 % contre 30.8%, $\chi^2=8.5$; $dl=3$; $p<.05$), et avec des amis (9,7 % contre 30.5 %, $\chi^2=7.9$; $dl=3$; $p<.05$).

Alors que le statut socioprofessionnel du père n'a pas d'influence significative sur les modes de déplacement déclarés, celui de la mère se révèle significatif quant à l'accès au déplacement en voiture, avec un avantage en cela pour les répondants ayant une mère avec un statut d'indépendant (15.1 % contre 8.3% pour tous, et seulement 2.9 % pour les enfants d'une mère de la fonction publique, 2 % pour les enfants d'une mère au chômage, $\chi^2=13.1$; $dl=3$; $p<.05$). Avoir une mère cadre augmente de manière marginalement significative la probabilité de pouvoir utiliser un deux-roues motorisé (45.4 % contre 30.7 % tous ensemble, $\chi^2=10.9$; $dl=5$, $p<.06$) alors qu'avoir une mère dans la fonction publique ou au chômage la diminue (20 % et 24.5 % respectivement).

La nature rurale ou urbaine de l'habitat joue un rôle significatif pour les déplacements à pied (que les jeunes lycéens urbains sont plus nombreux à déclarer 66.3 % contre 51.2 % pour les ruraux, $\chi^2=16.9$; $dl=1$; $p<.0001$), en deux-roues motorisé (plus fréquent chez les ruraux, 35.8 % contre 23.7 % pour les urbains, $\chi^2=12.4$; $dl=1$; $p<.001$), en train (plus fréquent chez les urbains, 21.4 % contre 14.6 %, $\chi^2=5.7$; $dl=1$; $p<.05$). Les lycéens qui habitent en commune rurale rapportent plus fréquemment que les autres se déplacer grâce à leurs voisins (9.7 % contre 4.7 %, $\chi^2=6.6$; $dl=1$; $p<.05$). L'analyse des modes de déplacement avec la variable plus subjective de sentiment d'habiter à la ville plutôt qu'à la campagne donne des résultats en cohérence avec ceux-ci, et ajoute que ceux qui déclarent habiter à la ville sont significativement plus nombreux à se déplacer en bus (46.6 % contre 33.8 %, $\chi^2=9.9$; $dl=1$; $p<.01$).

Ceux qui déclarent habiter dans un endroit isolé sont proportionnellement plus nombreux à déclarer utiliser un deux-roues motorisé (37.5 % contre 27.5 %, $\chi^2=4.8$; $dl=1$; $p<.05$) et moins nombreux à déclarer se déplacer à pied (50 % contre 62.2 %, $\chi^2=9.9$; $dl=1$; $p>.001$). L'isolement de l'habitat n'a pas d'effet significatif sur la proportion de jeunes se déplaçant avec leurs voisins, amis ou famille.

La filière scolaire a un effet sur les modes de déplacement. Pour les modes de déplacement autonomes, le vélo est plus utilisé ($\chi^2=15,7$; $dl=3$; $p<.01$) par les jeunes de la filière générale (29.7 % contre 24.4 % tous ensemble) et moins utilisé par les jeunes de la filière professionnelle (14.3 %). Les deux-roues motorisés sont un peu moins utilisés par les jeunes de la filière générale que par tous les autres (26.9 % contre 30.2 % pour tous) mais cette différence n'est pas significative. En revanche, le déplacement en voiture est significativement plus fréquent ($\chi^2=18$; $dl=3$, $p<.001$) pour les jeunes des filières agricole (14.8 %) et professionnelle (13.6 %) que pour ceux des filières technologique (7.6 %) et générale (4.6 %). Cette différence d'accès à une voiture traduit la plus grande fréquence d'élèves majeurs dans ces filières puisque la différence disparaît (et a même tendance à s'inverser) lorsqu'on se limite aux élèves majeurs.

Les jeunes de la filière agricole sont plus nombreux que les autres à se déplacer avec d'autres membres de la famille (33.3 %) et ceux des filières technologique et professionnelle sont proportionnellement moins nombreux (10,9 % et 11,7 % respectivement contre 18,3 % pour la filière générale, $\chi^2=20.5$; $dl=3$; $p<.001$). Pour le déplacement avec des amis ($\chi^2=12.4$; $dl=3$; $p<.01$), les jeunes en filière agricole sont de nouveau les plus nombreux à le déclarer (48.2 %), devant ceux de la filière professionnelle (32,5 %), ceux de la filière générale et technologique le déclarant en proportions similaires (28,9 % et 27,2 % respectivement).

Le train est utilisé par une plus grande proportion de lycéens des filières technologique (26.1 %), agricole (23.5 %) et professionnelle (18.2 %) que par les lycéens de la filière générale (14.5 %, $\chi^2=9.1$; $dl=3$; $p<.05$). Ceci est certainement dû au fait que ces choix d'orientation impliquent une mobilité supplémentaire.

5.3 Liens entre les mobilités et la sociabilité

Dans la mesure où pour être en contact physique avec ses amis, on est parfois obligé de se déplacer, et que, parallèlement, ne pas avoir de moyen de déplacement peut amener à utiliser plus souvent des moyens de rester en contact de façon distante, il paraissait important d'analyser la relation qui existe entre les modes de sociabilité et l'utilisation des moyens de transport. Cependant, dans la mesure où ces deux catégories de variables subissent des effets de l'âge et du sexe, afin d'isoler la relation qu'il pouvait y avoir entre des modes de sociabilité donnés et des moyens de déplacements, il fallait conduire des analyses permettant de vérifier l'existence de corrélations une fois neutralisés les effets des autres variables. À cette fin, nous avons procédé à une analyse par régression non linéaire avec la fréquence d'utilisation de chaque mode de relation comme variable dépendante²². Sauf précision, les liaisons évoquées ci-après sont statistiquement significatives ($p<.05$).

De manière marginalement significative ($p<.07$), ceux qui signalent se déplacer à pied utilisent plus les mails que ceux qui ne déclarent pas se déplacer ainsi, et il en est de même pour ceux qui se déplacent à vélo ($p<.07$) Ces derniers utilisent significativement moins les réseaux sociaux que ceux qui ne se déplacent pas à vélo. Ces deux modes de déplacement n'ont aucun autre lien significatif avec les autres modes de relation.

Quand on se déplace en deux-roues motorisé, on utilise plus souvent les réseaux sociaux, le téléphone ($p<.06$), les SMS, on va plus souvent chez ses amis, et on les rencontre plus souvent à l'extérieur ($p<.07$), ou sur des activités ($p<.08$). Le fait de signaler qu'on se déplace en voiture est associé à une moindre fréquence des rencontres à l'extérieur et des rencontres à l'école.

Quand on se déplace avec des amis, on utilise plus souvent que ceux qui ne se déplacent pas avec des amis les réseaux sociaux, le téléphone, les SMS, et on se rencontre plus souvent à domicile, à l'extérieur, sur des activités ou même à l'école.

Se déplacer en train est lié à une augmentation de la fréquence des rencontres à l'extérieur ($p<.06$), alors que le bus n'est lié à aucun mode de relation.

Enfin ceux qui signalent ne jamais se déplacer seuls voient moins souvent leurs amis sur les activités, ou à l'extérieur ($p<.07$).

²² Les modèles de régression ont été établis avec une relation ordinale multinomiale et la fonction de liaison logit en mode pas-à-pas descendant.

5.4 Déplacement pour les activités pratiquées

Parmi les 1407 activités déclarées (par 953 pratiquants), on constate qu'environ un tiers (33,7 %) sont exercées dans la commune où habite le pratiquant, un peu plus de la moitié (54,7 %) se déroulent dans une autre commune tandis que 11,6 % se déroulent dans des lieux variables. On constate que de manière significative, les pratiques des filles sont moins souvent dans leur commune d'habitation (31,1 % contre 35,9 % pour les garçons), moins souvent dans des lieux multiples (6,8 % contre 15,6 %) et donc plus souvent dans une autre commune (62,2 % contre 48,5 %). Sans surprise, les activités de ceux qui disent habiter en ville se déroulent plus fréquemment dans la commune d'habitation que celles de ceux qui disent habiter à la campagne (51,1 % contre 27,7 %), elles se déroulent aussi moins souvent dans des lieux variables (8,5 % contre 12,5 %).

À partir des réponses à la question du lieu d'exercice des activités, nous avons isolé, pour les activités signalées comme exercées à l'extérieur de la commune d'habitation de chaque jeune la destination du déplacement que cette activité implique. La carte suivante, qui ne trace que les déplacements (individuels) des jeunes habitant dans le PNRCQ illustre la façon dont les activités nécessitent, pour les jeunes ruraux, le déplacement vers les centres urbains dotés d'équipements structurants.

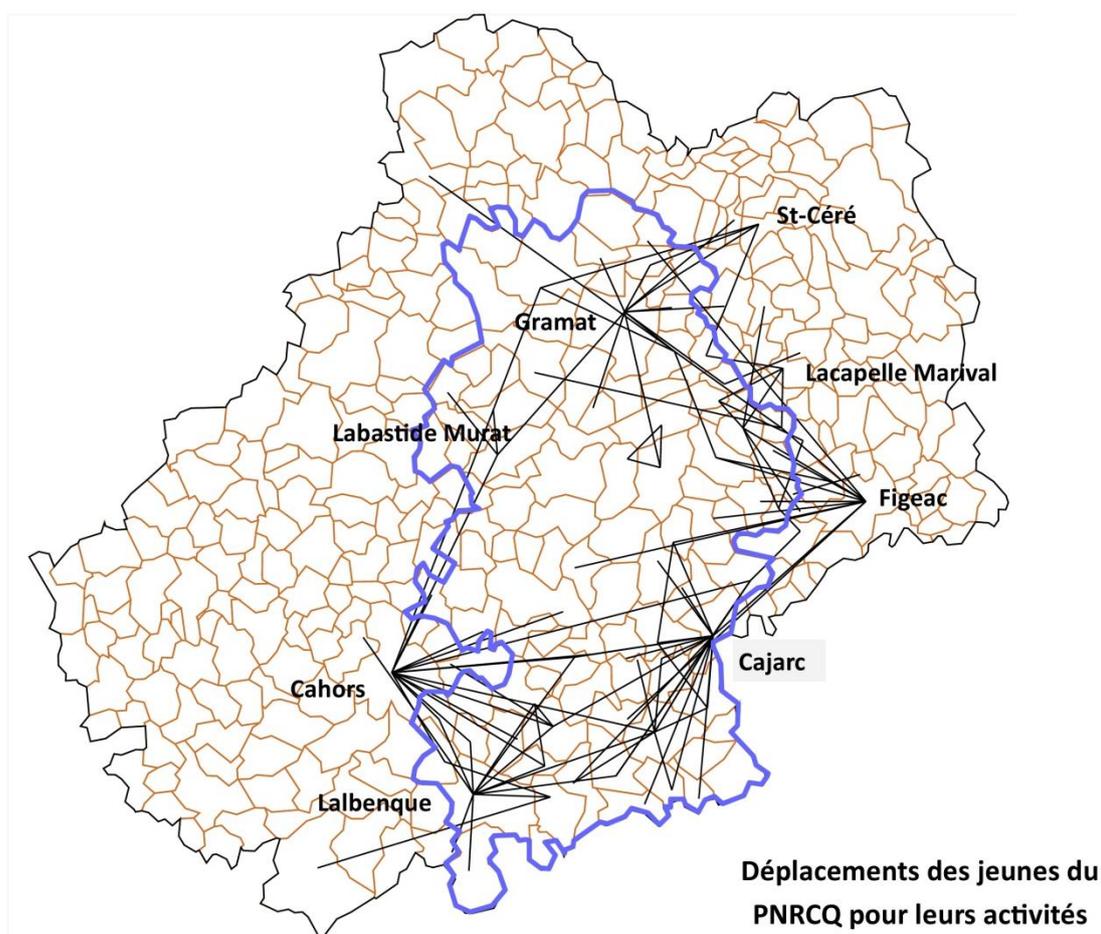


FIGURE 6 : DÉPLACEMENTS SIGNALÉS ENTRE LA COMMUNE D'HABITATION ET LA COMMUNE D'EXERCICE DES ACTIVITÉS LORSQUE CELLES-CI SONT EXTÉRIEURES

5.5 Pour une synthèse sur les questions de mobilité

Les déplacements de ceux qui disent habiter à la campagne se font moins en transport en commun, mais bien plus avec les amis, les voisins et dans une moindre mesure la famille. Les territoires ruraux ont tout intérêt à développer des plateformes de mutualisation des moyens de transports. Des initiatives citoyennes œuvrent déjà dans ce sens comme les collectifs pour la transition énergétique et citoyenne déjà présents sur le territoire lotois (à Sénailac-Lauzès notamment).

Beaucoup de jeunes se déplacent à vélo pour se rendre sur leur lieu de scolarisation. Les garçons se déplacent plus à vélo et en deux-roues motorisé, les filles plus à pied. Il faudrait mener une enquête spécifique sur les trajets effectués par tous ces jeunes qui se déplacent en vélo, afin de leur offrir des itinéraires sécurisés d'une part, et correspondant à des besoins spécifiques ciblés par zone géographique.

Ceux qui vivent avec leur père seul sont plus nombreux à se déplacer à pied, ce qui confirme l'hypothèse évoquée *supra* au sujet de l'internat qui signifierait que les pères seuls réussissent à accomplir des stratégies résidentielles de proximité alors que les mères seules y arrivent moins en raison de leurs plus grandes difficultés à accéder à un logement de leur choix (Leray 2010).

Du côté des sociabilités en lien avec la mobilité, on retiendra que l'auto-mobilité facilite les rencontres à l'extérieur comme cela est très bien décrit dans la littérature. L'accès au deux-roues motorisé marque une étape importante dans le rapport aux autres, surtout chez les garçons à qui cela permet d'exprimer plus encore cette sociabilité « de l'extérieur » ou du « dehors » déjà évoquée plus haut.

Enfin et sans surprise, les déplacements pour les activités sont plus problématiques pour ceux qui disent habiter à la campagne puisque leurs pratiques se déroulent moins dans leur commune d'habitation. Sur la carte des déplacements pour les activités, on remarque une « zone blanche » correspondant certes à une densité de population très faible, mais si on la compare aux lieux d'habitation de notre échantillon, cette zone est encore plus étendue. Cette situation signalerait des inégalités importantes d'accès aux activités pour cette partie de la population la plus éloignée des centres urbains dotés d'équipements. On peut noter pour terminer la très faible attractivité de la commune de Labastide-Murat qui pourrait pourtant rééquilibrer en partie ces inégalités d'accès supposées.

6. L'IMPLICATION DANS DES FONCTIONS DE REPRÉSENTATION

Cet aspect a été exploré avec la question 26, où l'on demande aux répondants : « As-tu déjà été élu ou représentant ? », à laquelle les enquêtés pouvaient répondre « jamais », « une fois », ou « plusieurs fois », et devaient préciser ensuite s'il l'avait été au sein de l'école, dans un conseil de jeunes, ou dans une association.

Concernant l'exercice de ces fonctions de représentation, un peu plus de la moitié des jeunes (54,1 %) en sont exclus, alors que près d'un jeune sur 5 (20,1 %) a eu plusieurs mandats. Les élus en conseil de jeunes sont peu nombreux (63, soit 4,8 % de l'échantillon). Pour le territoire cible, il existe certes un Conseil Régional Jeunes et un Conseil Départemental²³ Jeunes, mais il y a peu de communes qui se sont dotées d'un conseil de jeunes. Les élus associatifs sont encore moins nombreux (51 soit 3,9% des répondants). Il est beaucoup plus fréquent d'avoir été élu au sein de l'école, 506 jeunes déclarent l'avoir été (soit 41 %), avec une surreprésentation des filles par rapport aux garçons chez les élus (43,4 %) qui est marginalement significative ($\chi^2=3,54$; $dl=1$; $p<.06$).

On constate que les lycéens du PNRCQ sont plus nombreux à être élus dans des associations (8.8 % contre 4.5 % hors parc).

6.1 Qui a déjà représenté les autres jeunes ?

On observe un effet significatif de la composition familiale ($\chi^2=16,34$; $dl=6$; $p<.02$) : les jeunes qui vivent seuls avec leur mère ou avec leur père sont sous-représentés parmi ceux qui n'ont jamais été élus ou qui ne l'ont été qu'une fois, et surreprésentés parmi ceux qui ont été élus plusieurs fois. S'il n'y a pas de lien entre le statut socioprofessionnel de la mère et l'exercice passé des fonctions de représentation, celui-ci diffère significativement selon le statut du père ($\chi^2=25,83$; $dl=10$, $p<.005$). Les jeunes ayant un père cadre ou fonctionnaire sont plus nombreux à avoir été représentants ou élus une ou plusieurs fois (respectivement 56,8 % et 52,4 %) que les jeunes ayant un père employé/salarié (38,3 %), travailleur indépendant (44,4 %), ou chômeur (47,7 %).

Le fait d'habiter dans une commune urbaine facilite l'accès aux fonctions de représentation ($\chi^2=8,29$; $dl=2$; $p<.025$) les jeunes des communes rurales sont moins nombreux à y accéder, 42,9% ont déjà exercé au moins un mandat (contre 49,5 % pour les urbains), et ils sont encore moins nombreux à en avoir exercé plusieurs (19,03 % contre 25,7 %). La distinction subjective entre ville et campagne va dans le même sens avec une moindre fréquence d'exercice des fonctions pour ceux qui habitent à la campagne (55,7 % n'ont jamais eu ces fonctions contre 51,9 %, et 20,0 % les ont exercé plusieurs fois contre 25,9 %), mais cela ne donne lieu qu'à une liaison marginalement significative ($p<.10$).

Pour ce qui concerne la sociabilité, on constate des différences significatives selon l'exercice passé de ces fonctions. Plus on a été élu, plus on utilise fréquemment les SMS. Ceux qui n'ont jamais été élus sont 15,9 % à déclarer ne jamais les utiliser ou alors rarement, alors que ceux qui ont été élus une fois sont 13,4 %, et ceux élus plusieurs fois 8,4 %. Pour ceux qui déclarent les utiliser souvent ou tout le temps, les pourcentages vont dans l'autre sens, avec respectivement 77,2 %, 80,4 % et 86,8 % ($\chi^2=15,67$; $dl=8$; $p<.05$). Les jeunes déjà élus plusieurs fois

²³ NB : au moment de l'enquête, le terme de Conseil Général était encore utilisé.

rapportent une plus grande fréquence de contact avec leurs amis à domicile ($\chi^2=25,0$; $dl=8$; $p<.005$) ou à l'extérieur ($\chi^2=25,21$; $dl=8$; $p<.005$) que ceux qui ne l'ont été qu'une fois, eux-mêmes rapportant des fréquences plus grandes que ceux qui ne l'ont jamais été.

Comme le montre le tableau 10, ceux qui ont déjà été élus plusieurs fois déclarent pratiquer plus d'activités que ceux qui ne l'ont été qu'une seule fois, qui eux-mêmes en pratiquent plus que ceux qui n'ont jamais été élus ($\chi^2=34,54$; $dl=8$; $p<.00005$). En ce qui concerne la formulation de désirs d'activités, la relation est la même, plus on a été élu, et plus on formule de désirs ($\chi^2=18,41$; $dl=8$; $p<.05$).

Cette plus grande ouverture des jeunes élus aux pratiques d'activités est corroborée par une plus grande propension à fréquenter les lieux pour les jeunes ($\chi^2=13,5$; $dl=6$; $p<.05$).

TABLEAU 10 : RELATION ENTRE LES ACTIVITÉS PRATIQUÉES ET L'EXERCICE DE LA REPRÉSENTATION

Nombre d'activités pratiquées						
Élu	0	1	2	3	4	Totaux
0_fois	31,2%	46,9%	16,2%	4,3%	1,4%	54,9%
1_fois	22,9%	46,7%	20,6%	7,8%	2,0%	23,8%
plusieurs_fois	19,7%	42,3%	26,6%	8,8%	2,6%	21,3%
Total	26,8%	45,9%	19,5%	6,1%	1,8%	100,0%

Lecture : sur la première ligne du tableau, parmi ceux qui n'ont jamais été élus, 31,2 % ne pratiquent aucune activité, 46,9 % en exercent une, 16,2 % en exercent deux...

Dans la mesure où plusieurs variables influant sur l'exercice passé des fonctions électives sont liées (par exemple le nombre de pratiques et le statut socioprofessionnel du père), il était important de tenter de dissocier les effets. À cette fin, des régressions non linéaires ont été opérées, une avec comme variable dépendante le nombre de fois où les jeunes ont été élus (fonction polynomiale ordinale), une avec le fait qu'ils aient été élu scolaire (fonction binomiale). Dans les deux cas, les prédicteurs utilisés étaient les mêmes, et le modèle testé l'a été tant avec la méthode du modèle complet qu'avec les méthodes pas-à-pas montante et descendante. Les résultats de toutes ces analyses sont équivalents, et donnent des informations congruentes pour les deux variables dépendantes. Nous avons décidé de ne présenter ici (dans le tableau 11 et le tableau 12) que les résultats pour la variable dépendante nombre de fois élu, mais il faut rester conscient que l'exercice de la fonction de délégué de classe, qui relève des mêmes déterminants, y contribue fortement, puisque les effectifs des jeunes élus dans des conseils ou dans des associations restent très modestes. C'est dans le cadre scolaire que commencent à se creuser les écarts entre les jeunes quant à l'exercice de la représentation.

Dans le tableau 11 récapitulatif des effets, on peut constater que les facteurs personnels de sexe, d'âge et de capital d'autochtonie, et le statut socioprofessionnel du père ont une influence significative, de même que la relation aux pratiques d'activités par le nombre de pratiques exercées et le nombre de désirs formulés. Seuls deux modes de sociabilité entrent en jeu dans la prédiction de cette variable, et ce sont tous deux des modes de sociabilité par le contact, la fréquence avec laquelle on voit ses amis à l'école et la fréquence des rencontres à l'extérieur (même si pour cette dernière l'effet n'est que marginalement significatif).

TABLEAU 11 : RÉGRESSION NON LINÉAIRE SUR LES FACTEURS EN JEU DANS LE FAIT D'AVOIR ÉTÉ ÉLU 0, UNE OU PLUSIEURS FOIS

Effet	ddl	Stat. de Wald	p
Ord.Orig.	2	261,281	0,0000
Sexe	1	5,043	0,0247
Public / Privé	1	0,159	0,6898
Collège / Lycée	1	0,076	0,7822
Vis avec	3	4,620	0,2018
Statut SocioPro Mère	4	1,402	0,8439
Statut SocioPro Père	4	11,669	0,0200
Ville-Campagne	1	0,010	0,9186
Sexe * Vis avec	3	3,220	0,3590
Sexe * Statut SocioPro Mère	4	3,995	0,4067
Sexe * Statut SocioPro Père	4	2,322	0,6768
Sexe * Ville-Campagne	1	1,483	0,2233
Age	1	5,638	0,0176
Population_commune	1	0,333	0,5641
Autochtonie	1	6,299	0,0121
Nb Activ prat	1	21,864	0,0000
Réseau soc	1	0,492	0,4831
Téléphone	1	1,264	0,2609
SMS/MMS	1	0,132	0,7164
Mails	1	0,149	0,6993
Aller chez	1	2,046	0,1526
Se rencontrer à l'extérieur	1	3,068	0,0799
Se voir à l'école	1	4,824	0,0281
Se voir sur activité	1	1,886	0,1696
Nb Désirs	1	10,476	0,0012

L'estimation des paramètres confirme les analyses des relations entre variables : dans le tableau 12, une estimation de signe positif signifie une augmentation de la probabilité d'avoir été une fois ou plusieurs fois élu dans le cadre scolaire. Sans y voir de causalité²⁴, on constate que ce qui augmente la probabilité d'avoir exercé une ou plusieurs fois des fonctions électives, hormis naturellement l'avancée en âge, c'est le fait d'être une fille (plutôt qu'un garçon), d'être enfant de cadre ou dirigeant, de pratiquer plus d'activités, mais en ayant tout de même des désirs insatisfaits, et de manière marginalement significative, le fait de fréquemment rencontrer ses amis à l'extérieur.

À l'inverse, sont associés à une baisse de la probabilité d'avoir exercé ces fonctions de représentation le fait d'avoir un fort capital d'autochtonie, le fait de fréquemment rencontrer

²⁴ Nous utilisons ici la régression linéaire multiple non pas pour tester un modèle causal hypothétique mais pour la capacité de la méthode à repérer les liaisons « toutes choses égales par ailleurs » en considérant simultanément des multiples variables.

ses amis à l'école, et de manière marginalement significative, le fait d'être une fille vivant avec ses deux parents en garde alternée.

TABLEAU 12 : ESTIMATION DES PARAMÈTRES DU MODÈLE

	Niveau	Estimat.	Standard	Wald	p
Ord.Orig 1		-3,6324	0,9764	13,839	0,0002
Ord.Orig 2		-2,3604	0,9723	5,893	0,0152
Sexe	Fille	0,3602	0,1604	5,043	0,0247
Public Privé	Privé	-0,0394	0,0988	0,159	0,6898
Collège lycée	Lycée	-0,0336	0,1216	0,076	0,7822
Vis avec	Mère_seule	0,2243	0,1884	1,417	0,2339
	Père_seul	0,2319	0,2974	0,608	0,4354
	Garde_altern	-0,2835	0,1917	2,186	0,1392
Statut SocioPro Mère	Cadre/Dirigeant	-0,1367	0,2572	0,282	0,5951
	FP/FPT	0,1587	0,1923	0,681	0,4092
	Indépendant	0,1192	0,1604	0,552	0,4577
	Chômeur/maladie	-0,1513	0,2585	0,343	0,5582
Statut SocioPro Père	Cadre/Dirigeant	0,3087	0,1788	2,981	0,0842
	FP/FPT	0,2199	0,1816	1,466	0,2260
	Indépendant	-0,0757	0,1417	0,285	0,5933
	Chômeur/Maladie	-0,1297	0,2917	0,198	0,6567
Ville-Campagne	Campagne	-0,0093	0,0912	0,010	0,9186
Sexe * Vis avec	1	0,1156	0,1868	0,383	0,5360
	2	0,2704	0,2972	0,828	0,3630
	3	-0,3326	0,1909	3,034	0,0815
Sexe* Statut SocioPro Mère	1	0,1072	0,2583	0,172	0,6781
	2	0,2968	0,1925	2,378	0,1230
	3	-0,1940	0,1600	1,472	0,2251
	4	-0,1290	0,2569	0,252	0,6157
Sexe * Statut SocioPro Père	1	-0,1130	0,1781	0,403	0,5257
	2	0,2160	0,1796	1,448	0,2289
	3	0,1053	0,1401	0,565	0,4522
	4	-0,2469	0,2901	0,725	0,3947
Sexe * ville / campagne	1	-0,1073	0,0881	1,483	0,2233
Age		0,1406	0,0592	5,638	0,0176
Population commune		-0,0000	0,0000	0,333	0,5641
Autochtonie		-0,5802	0,2312	6,299	0,0121
Nb Activ prat		0,3717	0,0795	21,864	0,0000
Réseau soc		0,0389	0,0555	0,492	0,4831
Téléphone		-0,0719	0,0640	1,264	0,2609
SMS/MMS		0,0237	0,0654	0,132	0,7164
Mails		0,0305	0,0789	0,149	0,6993
Aller chez		0,1196	0,0836	2,046	0,1526
Se rencontrer à l'extérieur		0,1331	0,0760	3,068	0,0799
Se voir à l'école		-0,1930	0,0879	4,824	0,0281
Se voir sur activité		0,0744	0,0542	1,886	0,1696
Nb Désirs		0,3016	0,0932	10,476	0,0012
Echelle		1,0000	0,0000		

6.2 Parmi ceux qui n'ont pas été « élus », qui l'aurait voulu ?

À ceux qui répondaient qu'ils n'avaient jamais été élus (N=714), on demandait s'ils l'auraient souhaité. Il semble y avoir peu de frustration par rapport à l'exercice des fonctions de représentation, puisque les trois quarts (74,4 %) répondent plutôt par la négative, 66,9 % sont sûrs que non et 7,6 % pensent que peut-être pas, 6,2 % ne savent pas, et moins d'un cinquième (19,4 %) répondent plutôt positivement. Ils sont 12,4 % à penser que peut-être ils auraient apprécié de l'être. Ceux qui sont sûrs que oui ne représentent que 7 % des non élus.

On constate que cette désaffection pour la fonction de représentation est significativement ($\chi^2=13,6$; $dl=4$; $p<.01$) encore plus grande pour les lycéens que pour les collégiens avec 8% de plus pour ceux qui répondent qu'ils sont sûrs que non, et de 4,3 % de moins pour ceux qui sont sûrs que oui.

La désaffection est associée à l'absence de formulation de désir de pratique d'activités ($\chi^2=9,80$; $dl=4$; $p<.05$), les jeunes qui n'expriment aucun désir de pratique sont encore moins nombreux que les autres à désirer être élus (15,7 % contre 24,2%) et plus nombreux à ne pas le désirer (77,5 % contre 70,6 %). Chez les non-pratiquants satisfaits, la proportion de ceux qui ont une réponse plutôt négative monte même jusqu'à 87,6 % et celle de ceux qui ont une réponse plutôt positive descend à 8,3 %.

6.3 Qui se projette dans le rôle de représentant ?

Dans le questionnaire, on teste cette projection dans le rôle de représentant par l'item suivant : « Si dans l'avenir on te désignait pour représenter les jeunes de ton territoire, accepterais-tu ? ». Cet item (réponse de 1 « sûr que non » à 5 « sûr que oui ») ne fait pas allusion à un quelconque mode de désignation (cooptation, élection ou tirage au sort).

On constate (*cf.* Figure 7) que chez les filles comme chez les garçons, et quel que soit l'âge, un jeune sur 5 est indécis, et que les autres se répartissent de manière équitable entre l'acceptation et le refus. Bien que de légères différences apparaissent sur la figure entre filles et garçons, collégiens et lycéens et jeunes habitant la ville ou la campagne, aucune de ces trois variables ne donne lieu à des écarts significatifs. De la même façon, l'âge n'intervient pas dans cette projection.

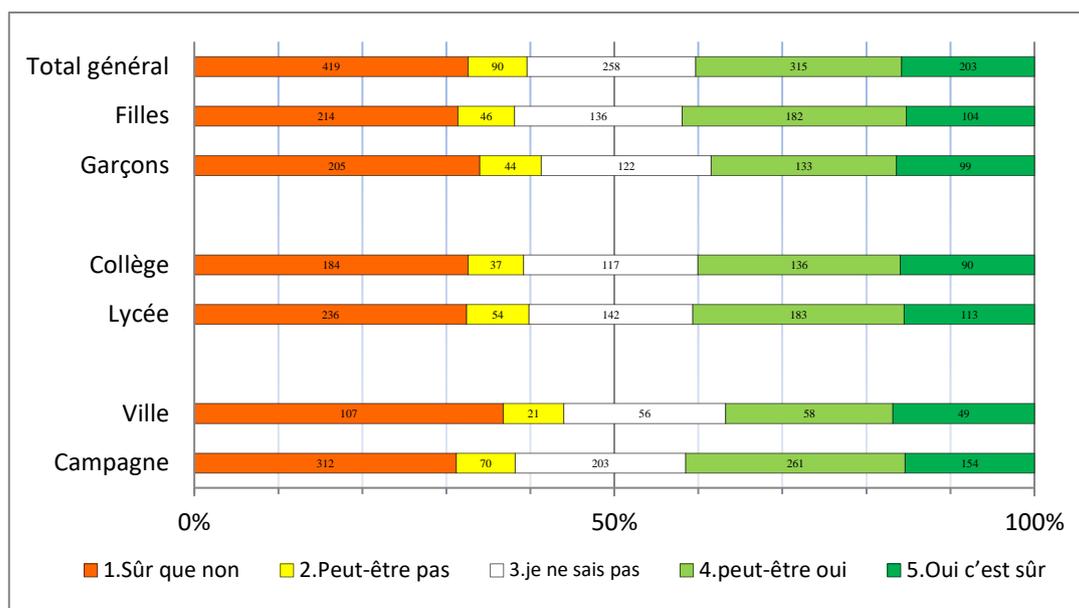


FIGURE 7 : PROJECTION DANS LA FONCTION DE REPRÉSENTATION

Lorsque le jeune a déjà été élu, que ce soit dans un conseil de jeunes, un établissement scolaire ou une association, cela facilite sa projection dans des fonctions de représentation. En effet, ceux qui ont déjà été élus accepteraient plus facilement de représenter leurs pairs, et ceci de manière très significative ($\chi^2=64,12$; $dl=8$; $p<.00001$). Ceux qui n'ont jamais été élus sont 37.3 % à être sûrs de ne pas vouloir représenter leurs pairs. Cette proportion baisse à 29.5 % pour ceux qui ont été élus une fois, et à 23.2 % pour ceux qui ont été élus plusieurs fois. À l'inverse, seulement 9.4 % de ceux qui n'ont jamais été élus sont sûrs qu'ils voudraient bien représenter leurs pairs, et cette proportion augmente à 20.3 % pour ceux qui ont été élus une fois, et à 27.7 % de ceux qui ont été élus plusieurs fois. La figure 8 illustre cette relation pour les lycéens, mais le phénomène est le même et de façon tout aussi significative chez les collégiens.

Cette acceptation est corrélée positivement²⁵, certes faiblement ($\rho=.078$) mais de manière significative ($p<.05$), à l'envie de vivre plus tard sur le territoire. Cette corrélation n'est significative que pour les lycéens ($\rho=0.101$), et chez eux s'y ajoute une corrélation négative avec l'attrait pour les grandes villes ($\rho=-0.085$).

6.3.1 Chez les collégiens

On n'observe pas de corrélation entre la projection dans les fonctions de représentation et l'importance des différents modes de sociabilité. Elle ne varie pas non plus selon le nombre d'activités pratiquées, mais ceux qui ont une pratique individuelle (sportive ou artistique) accepteraient plus volontiers que ceux qui n'en exercent pas ($\chi^2=9,34$; $dl=4$; $p<.05$). Une plus forte projection dans les fonctions est associée à l'expression d'un plus grand nombre de désirs d'activités ($\chi^2=21,62$; $dl=8$; $p<.01$) et avec la propension à fréquenter plus souvent les lieux destinés aux jeunes ($\chi^2=27,54$; $dl=12$; $p<.01$).

²⁵ La corrélation est évaluée par le coefficient de corrélation des rangs Spearman, mais le Tau de Kendall et le Gamma, autres indicateurs de corrélation non paramétriques, donnent des résultats similaires et également significatifs.

Les collégiens qui disent habiter à la campagne ($\chi^2=16,93$; $dl=4$; $p<.005$), ceux qui ont un jardin ($\chi^2=9,67$; $dl=4$; $p<.05$) et ceux qui n'habitent pas en appartement ($\chi^2=9,50$; $dl=4$; $p<.05$) répondent plus favorablement à cette perspective.

La projection dans des fonctions de représentation n'est pas liée aux modes de transport utilisés à l'exception de ceux qui utilisent pour leurs déplacements le vélo ($\chi^2=9,70$; $dl=4$; $p<.05$) qui sont plus nombreux à être favorables à cette perspective (46,5 % contre 34,5 % pour ceux qui n'utilisent pas le vélo).

6.3.2 Chez les lycéens

Pour les lycéens, on ne retrouve plus d'influence des variables d'habitat (rural / urbain ou ville / campagne, maison / appartement), mais l'influence des modes de déplacement se manifeste encore. Ce sont ici encore ceux qui utilisent le vélo qui sont les plus enclins à représenter les autres jeunes ($\chi^2=12,6$; $dl=4$; $p<.025$, 43,0 % favorables contre 39,8 % pour ceux qui n'utilisent pas le vélo), en revanche, ceux qui se déplacent à pied le sont moins que ceux qui ne se déplacent pas ainsi (39,6 % favorables contre 42,1 % ; $\chi^2= 10,9$; $dl=4$; $p<.05$). Comme chez les collégiens, la propension à être représentant est positivement liée au nombre d'activités pratiquées ($\chi^2=33,5$; $dl=16$; $p<.01$), et à la fréquentation réelle ou potentielle des lieux destinés aux jeunes ($\chi^2=24,1$; $dl=12$; $p<.025$), mais le lien avec le nombre de désirs de pratiques exprimés n'est que marginalement significatif ($\chi^2=14,0$; $dl=8$; $p<.10$).

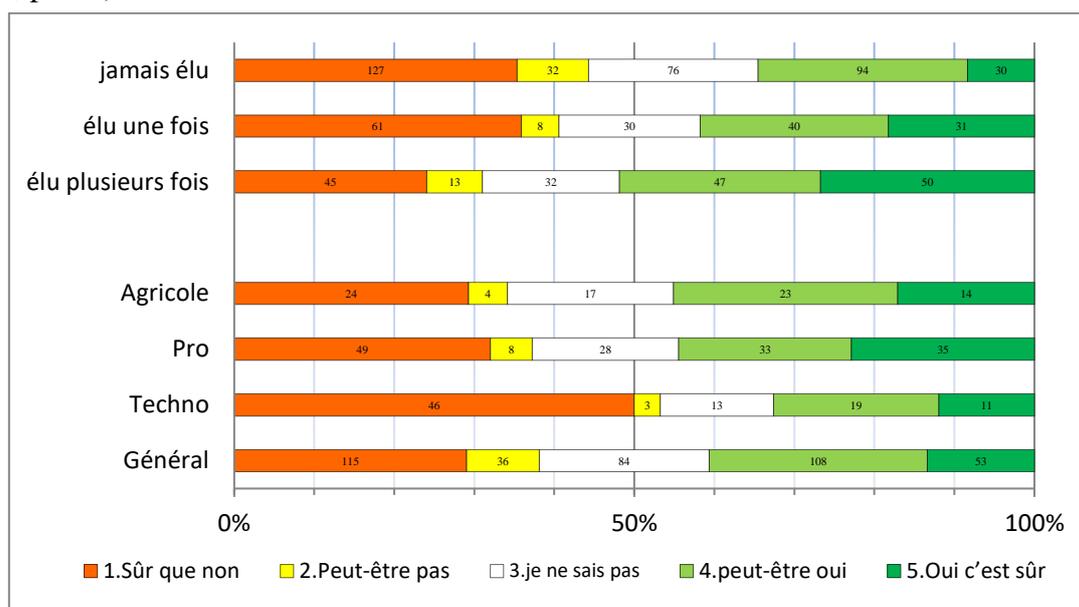


FIGURE 8 : PROJECTION DANS LA FONCTION DE REPRÉSENTATION CHEZ LES LYCÉENS

Comme pour l'ensemble des répondants, l'exercice passé de fonctions électives influence fortement la propension à exercer les fonctions de représentation (*cf.* figure 8). Le simple fait d'avoir déjà été élu délégué de classe influence la projection dans un rôle futur de représentation ($\chi^2=26,60$; $dl=4$; $p<.00005$), ceux qui l'ont été sont 46,5 % à répondre positivement²⁶ (contre 35,6 % chez ceux qui n'ont jamais été délégué), moins nombreux à être neutre (17,9 % contre 21,3 %) et à répondre négativement²⁷ (35,6 % contre 43,1 %).

²⁶ Réponses « peut-être que oui » et « sûr que oui »

²⁷ Réponses « sûr que non » et « peut-être que non »

Parmi les 43 répondants qui ont déjà été élus dans un Conseil de Jeunes, la proportion de jeunes qui accepteraient de représenter les autres jeunes est plus importante que parmi ceux qui ne l'ont pas été (58,1 % contre 39,7 %, $\chi^2=12,32$; $dl=4$; $p<.025$). On note tout de même que presque un tiers d'entre eux (14 sur 43) ne souhaiterait pas exercer ce rôle de représentation. Pour ceux qui ont exercé ces fonctions en association (N=36), la proportion de ceux qui ne souhaitent pas représenter les autres jeunes est moins forte (7 sur 36) et on atteint 71 % de jeunes favorables à cette perspective.

La nature de la scolarité a un effet sur la projection dans les fonctions de représentation ($\chi^2=27,83$; $dl=12$; $p<.01$), comme l'illustre la figure 8. Les lycéens de la filière technologique sont moins enclins (seulement 32,6 % répondent positivement) à se projeter dans cette fonction de représentation que les lycéens de la filière générale ou professionnelle (respectivement 40,7 % et 44,4 %). Ce sont les lycéens de la filière agricole qui se projettent le mieux dans la fonction de représentation (45,1 % de réponses positives) avec tout de même 34,1 % de jeunes qui donnent une réponse négative.

6.4 Pour une synthèse sur les fonctions de représentation

Notre hypothèse d'une insatisfaction qui pousserait à vouloir représenter les autres, et qui serait liée à une situation familiale monoparentale, se vérifie que chez les jeunes qui ont été élus plusieurs fois mais pas chez ceux qui ont été élus une seule fois.

L'exercice des fonctions de représentation, déjà au collège, est lié au statut socioprofessionnel du père, et non à celui de la mère. Le fait que le statut socioprofessionnel du père n'ait pas encore d'influence significative au collège (même si les pourcentages d'élus scolaires vont déjà dans le sens d'une plus grande fréquence d'accès aux fonctions pour les enfants de cadres et de fonctionnaires), mais qu'il devient ensuite influant au lycée (et ceci suffisamment pour que tous jeunes confondus, ce facteur soit significatif pour l'ensemble des jeunes) suggère peut-être un effet de socialisation progressive à l'exercice de la fonction. On peut faire l'hypothèse d'une socialisation intrafamiliale à une forme de citoyenneté politique. Il est possible que cette socialisation soit également renforcée par les sociabilités électives (fréquentations à l'intérieur d'une même catégorie sociale) qui se renforcent avec l'avancée en âge et les choix d'orientation qui se font au lycée.

Globalement, on peut retenir une plus grande ouverture des jeunes élus, à la fois aux pratiques d'activités, mais aussi aux relations sociales en général. Les jeunes élus semblent plus sensibilisés aux questions relevant du collectif avec une propension plus grande à fréquenter les lieux pour les jeunes, et une fréquence plus grande à rencontrer les autres à domicile ou à l'extérieur. C'est bien la sociabilité en dehors de l'école qui est impactée par cette éligibilité à la fonction de représentant.

Les jeunes des communes rurales sont moins nombreux à accéder aux fonctions de représentation et on peut se demander si les occasions de représenter les autres sont moins nombreuses à la campagne puisque les instances de représentation des jeunes se situent la plupart du temps dans des zones plutôt urbaines. Concernant la fonction de délégué de classe et en raison des habitudes concernant les horaires des conseils (se tenant le plus souvent en soirée), il est possible d'envisager que les jeunes ruraux anticipent des difficultés de transports et de fait s'auto excluent de ces fonctions.

Le fait de désirer exercer la fonction de représentation quand on ne l'a pas encore exercée est lié à la pratique d'activités et aux désirs non-satisfaits de pratiques. Comme cela a déjà été dit plus haut, les jeunes qui ne font rien et qui en sont satisfaits, sont aussi moins enclins à exercer cette représentation. Le cadre scolaire semble davantage convenir aux filles qui sont

plus souvent déléguées scolaires que les garçons. Peut-être que le cadre scolaire a un effet rassurant et que les filles peuvent, dans ce cadre plus qu'ailleurs, s'appuyer sur leurs plus fortes habiletés scolaires, facteur bien repéré par les études sur le genre.

On constate une progression dans l'âge, la désaffection pour la fonction de représentation est significativement plus grande pour les lycéens que pour les collégiens. L'âge se traduirait donc par une augmentation des différences d'encapacitation²⁸, en permettant que se cristallisent les comportements de non-implication ou d'implication, participant ainsi à la différenciation des rôles sociaux.

Dans les projections et de manière globale, plus on est élu et plus on est susceptible d'accepter de représenter les autres, ce lien fonctionne un peu comme pour ce qui a été dit au sujet des pratiques. Le sentiment de compétence et la confiance dans sa capacité à pouvoir représenter les autres augmenteraient avec l'exercice de fonctions de représentation laissant entrevoir des « carrières » (au sens de Becker 2006) de représentant qui démarrent au niveau scolaire et qui peuvent ensuite s'étendre aux autres sphères (associative, Conseils de Jeunes, etc.). On peut se demander si la moitié qui a jusqu'alors été exclue des fonctions de représentation ne serait pas aussi celle qui bénéficierait le plus d'une désignation externe (que ce soit par le tirage au sort, par la rotation systématique des responsabilités, ou par les pairs).

²⁸ Nous préférons ce terme à celui d'empowerment, l'encapacitation référant plus à la vision sud-américaine (voir notamment Paulo Freire) du processus d'augmentation de la capacité à intervenir dans l'espace public, les circonstances extérieures étant largement impliquées dans la façon dont on acquiert cette capacité.

7. LA RELATION AU TERRITOIRE

Dans le questionnaire, l'attachement au territoire était testé par plusieurs questions, relevant du sentiment éprouvé par rapport au territoire habité, mais également de la difficulté projetée d'en partir, en cas de déménagement, ou pour les études, et du souhait d'y vivre plus tard. Dans la mesure où le territoire des enquêtés ne comprend pas de grandes mégapoles, on a aussi demandé quel était l'attrait pour celles-ci.

L'analyse des corrélations entre les réponses à ces questions, que ce soit pour l'ensemble des enquêtés ou en dissociant collégiens et lycéens, montrent que finalement elles ne permettent pas de constituer une dimension homogène d'attachement. Si on estime la cohérence des réponses aux 4 questions pour les garçons (qui constituent le groupe pour lequel on observe la plus grande homogénéité des réponses à ces questions), l'indice de consistance interne d'une échelle qui serait constituée par ces items est faible, l'alpha de Cronbach ne dépasse pas 0.65²⁹. Ces différentes questions, bien que reliées en termes de corrélations entre leurs réponses (cf. tableau 13), doivent donc être néanmoins traitées de manière indépendante, il ne peut être envisagé de calculer un indice synthétique les résumant.

TABLEAU 13 : CORRÉLATIONS (DE SPEARMAN) AVEC LES VARIABLES DU RAPPORT AU TERRITOIRE

	Q19 Agréable territoire ?	Q20 Difficile déménag	Q21 Difficile étude	Q22 Attrait megapole	Q23 souhait vivre pays	Q24 Accepte représenter	Q26 Déjà élu	
Q2 – Age	-0,171	-0,192	-0,222	0,186	-0,112		0,140	
Q7 Finance	-0,016	-0,022	-0,013	-0,043	-0,035	0,028	-0,012	
Pop_com07		-0,113	-0,082	0,139	-0,087			
Autochton	0,150	0,238	0,108	-0,174	0,204	-0,043	-0,100	
Nb Activ prat	0,067				0,035	0,107	0,145	
Nb Désirs notés	-0,085	-0,034	-0,039	-0,009	-0,044	0,116	0,074	
Q16 Frequent Lieu			0,057			0,097	0,052	
Q17 Réseau soc	-0,157	-0,065	-0,145	0,237	-0,132	-0,025	0,071	
Q17 phone			-0,082	0,147	-0,119			
Q17 SMS/MMS	-0,106	-0,049	-0,136	0,184	-0,145	0,028	0,077	
Q17 Mails						0,090		
Q17 Aller chez	-0,034	0,024	-0,117	0,158	-0,063	0,032	0,098	
Q17 rencontre ext	-0,079		-0,154	0,181	-0,133		0,120	
Q17 voir à l'école	-0,039	0,016	-0,046	0,016	-0,062	-0,060	-0,061	
Q17 Voir sur activ	0,089					0,073	0,104	
Q19 Agréable territoire	x	0,280	0,273	-0,354	0,378	-0,015	-0,102	
Q20 Difficile déménag	0,280	x	0,363	-0,271	0,296		-0,103	
Q21 Difficile étude	0,273	0,363	x	-0,353	0,322	-0,010	-0,146	
Q22 Attrait megapole	-0,354	-0,271	-0,353	x	-0,401		-0,146	
Q23 souhait vivre pays	0,378	0,296	0,322	-0,401	x	0,079	-0,090	
Q24 Accepte représen					0,079	x	0,177	
Q26 Déjà élu	-0,102	-0,103	-0,146	0,146	-0,090	0,177	x	
vide : ns	p<.05 :	r> 0,054	p<.01 :	r>0,071	p<.001	r>0,091	p<.0001	r>0,107

²⁹ On considère qu'un alpha de Cronbach est satisfaisant entre 0.7 et 0.8, et pour la psychométrie, les items d'une même échelle doivent montrer une consistance interne correspondant à un alpha supérieur à 0.8.

7.1 Le vécu du territoire

7.1.1 Un territoire vécu globalement comme agréable

Testé par l’item « Vivre sur le territoire où tu habites, cela te paraît ? » avec comme réponses possibles de 1 (signifiant Pénible) à 5 (Agréable), le vécu du territoire d’origine est globalement plutôt positif (cf. figure 9), puisqu’au total, presque 65 % des jeunes répondent assez agréable ou agréable. Environ 16 % considèrent cependant que c’est pénible ou assez pénible.

Ce vécu du territoire apparaît significativement moins positif pour les filles que pour les garçons ($\chi^2=22,61$; $dl=4$; $p<.0005$), même si celles-ci considèrent encore majoritairement (à près de 60 %) qu’il est plutôt agréable ou agréable d’y vivre. Quand on prend en compte le lieu d’habitat, la différence entre les sexes quant au vécu n’existe pas pour les répondants qui déclarent habiter à la ville (même si les filles ont encore un vécu moins positif que les garçons), alors qu’elle est très significative pour ceux qui habitent à la campagne ($\chi^2=20,68$; $dl=4$; $p<.0005$).

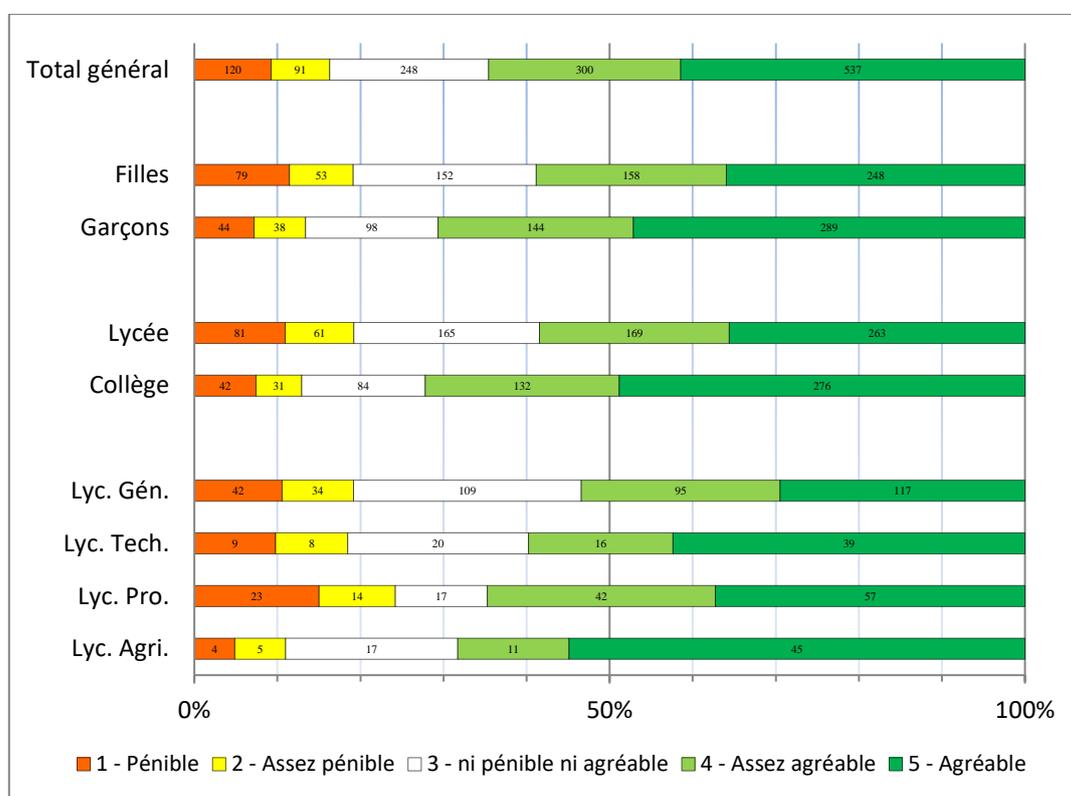


FIGURE 9 :
RÉPARTITION DES RÉPONSES À LA QUESTION
« VIVRE ICI TE PARAÎT GLOBALEMENT ... »

Les réponses varient de manière importante en fonction du niveau scolaire, avec une différence significative entre le collège et le lycée : les lycéens perçoivent leur territoire comme moins agréable que les collégiens, mais cette différence recouvre en fait des différences liées à l’âge, que l’on peut constater sur la figure 10. Les lycéens sont plus nombreux que les collégiens à vivre le fait d’habiter sur leur territoire comme étant pénible ou assez pénible (18,9 % contre 12,5 %). Une première interprétation de ceci peut résider dans le fait que pour la plupart de ces jeunes, les lycées sont plus éloignés de leur habitat que les

collèges, entraînant des temps de transport ou un régime de pensionnat différent. De fait, la différence collège lycée n'est pas significative quand on limite l'analyse à ceux qui déclarent habiter la ville ($\chi^2=4,18$; $dl=4$; $p>.10$) alors qu'elle l'est fortement pour ceux qui déclarent habiter à la campagne ($\chi^2=27,89$; $dl=4$; $p<.00005$) et qui donc sont obligés de se déplacer pour aller au lycée. Mais cette différence pourrait aussi signifier que ces jeunes, ayant découvert de nouveaux horizons et une nouvelle autonomie, par leur scolarisation dans un lycée assez loin leur commune d'origine, changent leur regard par rapport au territoire. On doit cependant rester prudent quant à cette interprétation, car comme le montre la figure 10, il y a aussi des différences liées à l'âge. Chez les collégiens (de 11 à 15 ans), le vécu du territoire comme pénible est corrélé à l'avancée en âge (R de Spearman = $-.23$, $p<.0001$), plus les collégiens avancent en âge, moins ils trouvent leur territoire agréable. Chez les lycéens (de 15 à 19 ans), il y a une relation significative entre l'âge et le vécu ($\chi^2=38,7$; $dl=16$; $p<.005$) mais qui ne se traduit pas par une évolution conjointe des deux variables puisque la corrélation de Spearman est faible ($R = -.01$, ns). Pour les jeunes de 15 ans, que l'on retrouve en nombre suffisant en collège et en lycée pour pouvoir procéder à une comparaison statistique, on observe une différence significative ($\chi^2=13,58$; $dl=4$; $p<.01$) telle qu'à âge égal, les lycéens sont moins nombreux à trouver leur territoire pénible (ou assez pénible) que les collégiens (11.4 % contre 26.8 %). Mais ils sont aussi moins nombreux à le trouver agréable (33.0 % contre 42.9 %), l'évolution entre collège et lycée se fait donc au profit des réponses « ni pénible ni agréable » ou « assez agréable ».

Chez les lycéens, le rapport au territoire diffère de façon significative selon la nature de la scolarité ($\chi^2=39,34$; $dl=12$; $p<.0001$). Les lycéens de la filière agricole (cf. les 4 dernières séries de la figure 9) sont ceux qui sont les plus nombreux à avoir un vécu positif (réponses agréable ou assez agréable : 68.3 %) quant au territoire où ils vivent, suivent ceux de la filière professionnelle (64.7 %), puis ceux de la filière technologique (59.8 %), les lycéens de la filière générale étant ceux qui sont le moins positifs (53,4 %).

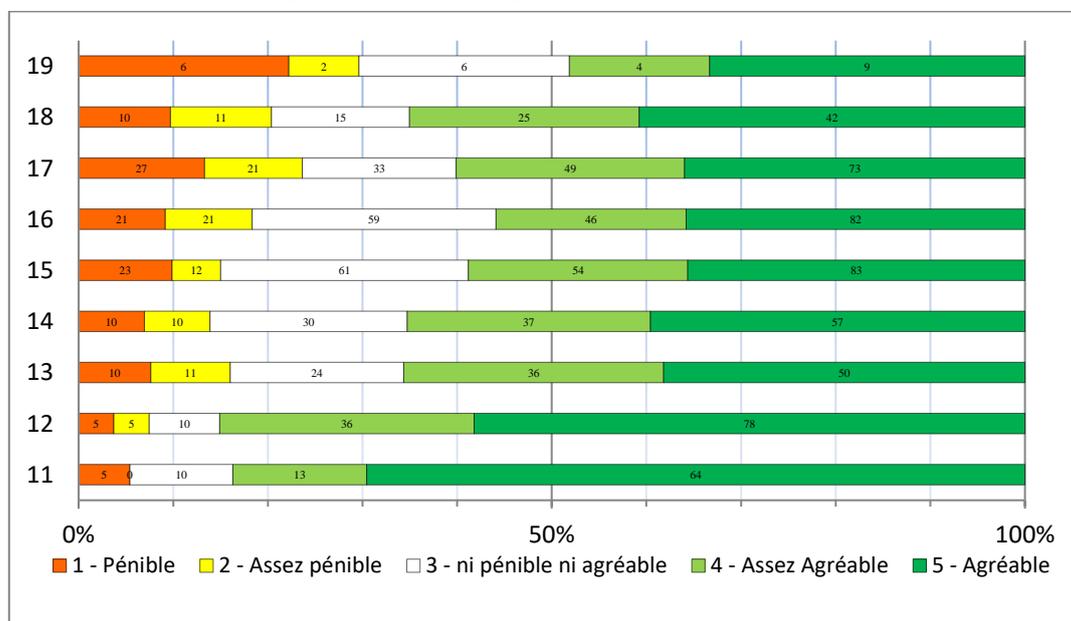


FIGURE 10 :
ÉVOLUTION AVEC L'ÂGE DU VÉCU PAR RAPPORT AU TERRITOIRE

Le fait d'avoir exercé des fonctions de représentation diminue significativement la perception du territoire comme étant agréable à vivre, comme l'illustre la figure 11, cependant cette

diminution que l'on observe aussi bien chez les lycéens que chez les collégiens n'est significative que chez ces derniers ($\chi^2=17,30$; $dl=8$; $p<.05$).

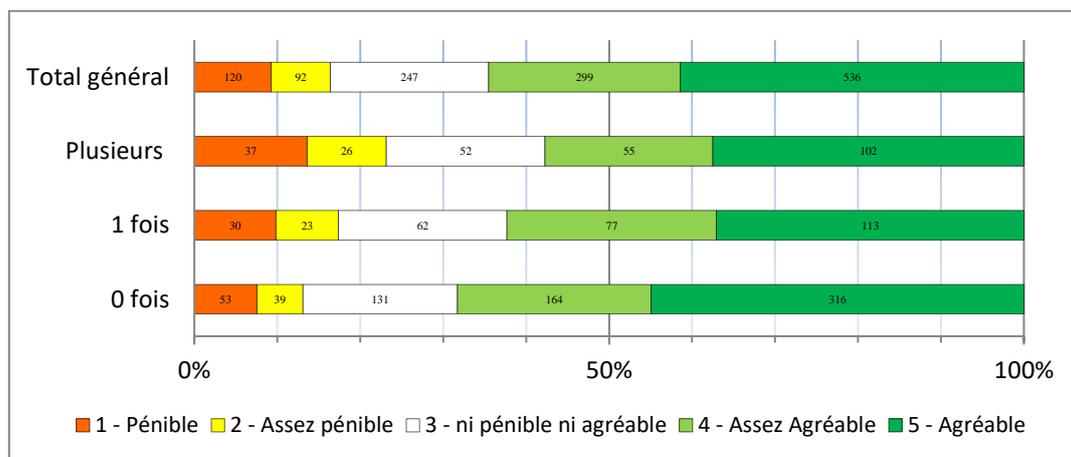


FIGURE 11 :
INFLUENCE DE L'EXERCICE PASSÉ DE LA FONCTION DE REPRÉSENTATION
SUR LE VÉCU DU TERRITOIRE

Le vécu du territoire dépend de la structure familiale ($\chi^2=31,97$; $dl=16$; $p<.025$) : les jeunes vivant dans des familles monoparentales trouvent plus fréquemment le territoire comme pénible ou assez pénible (mère seule : 22,9 % ; père seul : 21,5 % ; les autres : 13,8 %). Ce sont les jeunes qui vivent en garde alternée qui ont le vécu le plus positif (71,4 % trouvent le territoire assez agréable ou agréable, contre 64,1 % pour les autres réunis). Il y a aussi un lien avec l'estimation des ressources familiales ($\chi^2=35,09$; $dl=20$; $p<.025$). Le territoire est d'autant plus vécu comme agréable que les ressources sont estimées élevées, avec un vécu de pénibilité plus important pour ceux qui estiment les ressources faibles voire très faibles. Pour ces derniers, qui sont certes peu nombreux, 6/10 ont un vécu négatif (pénible ou assez pénible) et seulement 2 ont un vécu positif. Seule une caractéristique d'habitat influence significativement la perception du territoire comme agréable, c'est le fait de disposer d'un jardin, avec une différence de 15 % de vécu positif (agréable ou assez agréable) entre ceux qui n'en disposent pas (49.6 %) et ceux qui en disposent (66.0 %, $\chi^2=12,34$; $dl=4$; $p<.025$).

7.1.2 Un lien fort entre le vécu et les pratiques d'activités et de sociabilité

Comme on peut le constater dans l'analyse des corrélations (*cf.* illustration figure 12), le vécu du territoire est lié positivement au nombre de pratiques déclarées ($R=.067$, $p<.05$) et négativement au nombre de désirs formulés ($R=-0.85$, $p<.01$).

En ce qui concerne les pratiques déclarées, on s'aperçoit que la perception du territoire comme agréable (ou assez agréable) est significativement plus forte pour ceux qui exercent une activité sportive que pour ceux qui n'en exercent pas (67.6 % contre 58.1 %, $\chi^2=14,43$; $dl=4$; $p<.01$), pour ceux qui ont une pratique collective (72.4 % contre 61.5 % pour ceux qui n'en ont pas ; $\chi^2=14,01$; $dl=4$; $p<.01$), pour ceux qui déclarent une activité en club (67.9 % contre 59.6 % ; $\chi^2=11,65$; $dl=4$; $p<.05$), et pour ceux qui ont une pratique utilisant un équipement (68.5 % contre 60.9 % ; $\chi^2=10,11$; $dl=4$; $p<.05$). Le faible nombre de pratiquants ayant une pratique de nature (49) fait que la différence qu'ils ont vis-à-vis de ceux qui n'en ont pas (77.6 % contre 64.0 %) n'est que marginalement significative ($\chi^2=9,16$; $dl=4$; $p<.06$).

Les jeunes qui déclarent une pratique individuelle ne se distinguent pas de ceux qui n'en exercent pas en ce qui concerne le vécu agréable du territoire (respectivement 64.9 % et 64.0 %). De même, l'exercice d'activités libres n'intervient pas de façon significative, même si leurs pratiquants sont un peu moins nombreux à percevoir le territoire comme agréable (61.1 % contre 65.8 %). Ceci peut s'interpréter comme venant du fait que dans les activités pratiquées, une part de la satisfaction vient des relations sociales (créées par le sport, les activités collectives ou encore la rencontre dans les équipements sportifs). La corrélation positive entre la fréquence avec laquelle les jeunes se retrouvent sur des activités et le vécu du territoire comme agréable ($R=0.09$, $p<.001$) corrobore cette interprétation.

La relation entre le fait de pouvoir disposer des pratiques que l'on souhaite et le vécu du territoire comme agréable (illustrée figure 12) se traduit aussi par le fait que ceux qui évoquent l'absence de transport ou la non proximité comme motifs à la non pratique d'une activité désirée sont proportionnellement moins nombreux à vivre le territoire comme agréable que ceux qui n'évoquent pas ces motifs.

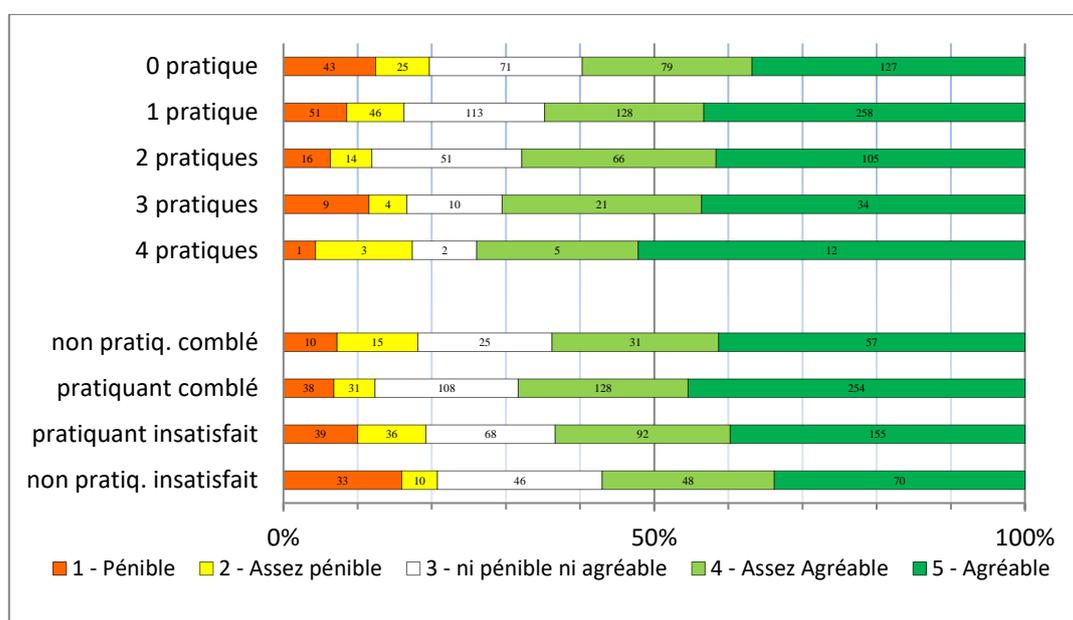


FIGURE 12 : RELATION ENTRE PRATIQUES D'ACTIVITÉS ET VÉCU DU TERRITOIRE

Comme le montre la matrice de corrélations rapportée dans le tableau 13, le vécu du territoire comme pénible ou agréable varie avec la fréquence avec laquelle les jeunes déclarent utiliser certains modes de lien avec leurs amis. On retrouve une relation inverse entre l'utilisation des réseaux sociaux ($R=-0.157$, $p<.0001$), des SMS ($R=-0,106$, $p<.001$), et des rencontres à l'extérieur ($R=-0,079$, $p<.01$), mais il faut relativiser l'importance de cette liaison, qui peut correspondre aussi au fait que ces trois modes de sociabilité sont d'autant plus utilisés que l'âge avance, et il est donc difficile de séparer l'influence que pourrait avoir l'âge directement ou indirectement sur le vécu du territoire de celle des modes de sociabilité. En revanche, le lien qui existe entre le fait de se voir plus souvent sur des activités et le vécu du territoire comme agréable (déjà signalé plus haut) ne peut pas être dû à des variations de l'âge, dans la mesure où cette variable ne lui est pas corrélée. C'est donc bien en tant que permettant une sociabilité particulière que les activités (pas toutes) permettent de se sentir bien sur le territoire.

7.1.3 Le vécu des jeunes Lotois

L'échantillon que nous avons examiné est certes constitué uniquement de jeunes scolarisés dans le Lot, mais certains n'y viennent que pour faire leurs études. Ainsi, pour les questions relevant du rapport au territoire, et afin de maintenir une homogénéité quant au territoire de référence, nous avons procédé à des analyses portant spécifiquement sur les jeunes qui signalent habiter dans le Lot par l'intermédiaire de leur habitation principale.

Afin d'isoler les variables qui interviennent véritablement dans la détermination de ce vécu du territoire, nous avons procédé à des analyses par régression non linéaire, utilisant le modèle linéaire généralisé avec comme variable multinomiale ordinale le vécu agréable, et comme prédicteurs des variables de caractérisation individuelle, de mode d'habitat, de modes de sociabilité, de pratiques, et de mobilité.

Pour les variables de caractérisation individuelle, nous nous sommes limités aux catégories suffisamment représentées, et avons de ce fait été obligés d'écarter les jeunes vivant autrement qu'avec leurs parents, et ceux dont les statuts socioprofessionnels des parents étaient trop rares (ex. les mères à la retraite, les pères sans activité). Une fois éliminées ces catégories trop peu représentées et les non réponses, les analyses de régression portaient sur 766 sujets, soit un nombre qui reste raisonnable pour tirer des enseignements des liens entre les variables.

Pour la variable vécu agréable du territoire, les résultats du modèle complet faisant intervenir l'ensemble des prédicteurs potentiels figurent dans les estimations des différents prédicteurs qui sont significatifs sont récapitulées dans le tableau 15. le premier résultat important de ce modèle de régression, c'est donc l'existence d'effets de l'âge et du capital d'autochtonie indépendamment de celui de l'utilisation des réseaux sociaux qui demeure significatif lui aussi. on retiendra que la proportion du temps de vie passée sur le territoire (nommé ici capital d'autochtonie) augmente la probabilité d'en avoir un vécu agréable, mais que malgré tout, plus les jeunes avancent en âge, moins leur vécu du territoire est positif. en revanche, plus l'utilisation des réseaux sociaux pour être en lien avec ses amis est importante, moins le territoire est vécu comme agréable. l'influence de la population de la commune d'origine va dans le sens d'un vécu plus agréable pour les jeunes originaires de communes de plus grandes tailles, sans doute en raison du fait qu'il y a plus d'activités possibles dans celles-ci, et moins de problèmes de mobilité.

tableau 14. On peut y constater que les seuls prédicteurs quantitatifs cités ci-avant qui ont un effet significatif sont l'âge, le capital d'autochtonie, la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux pour contacter ses amis. De manière surprenante, la taille de la commune d'habitation s'avère aussi avoir un effet significatif. Pour ce qui concerne les prédicteurs catégoriels qui entrent significativement en jeu, on ne retrouve plus le sexe, en revanche, le statut socioprofessionnel du père, et le fait de pouvoir se déplacer en deux-roues motorisé deviennent des prédicteurs de ce vécu agréable.

Les estimations des différents prédicteurs qui sont significatifs sont récapitulées dans le tableau 15. Le premier résultat important de ce modèle de régression, c'est donc l'existence d'effets de l'âge et du capital d'autochtonie indépendamment de celui de l'utilisation des réseaux sociaux qui demeure significatif lui aussi. On retiendra que la proportion du temps de vie passée sur le territoire (nommé ici capital d'autochtonie) augmente la probabilité d'en avoir un vécu agréable, mais que malgré tout, plus les jeunes avancent en âge, moins leur vécu du territoire est positif. En revanche, plus l'utilisation des réseaux sociaux pour être en lien avec ses amis est importante, moins le territoire est vécu comme agréable. L'influence de la population de la commune d'origine va dans le sens d'un vécu plus agréable pour les jeunes

originaires de communes de plus grandes tailles, sans doute en raison du fait qu'il y a plus d'activités possibles dans celles-ci, et moins de problèmes de mobilité.

TABLEAU 14 : RÉSULTAT DE LA RÉGRESSION (MODÈLE COMPLET)
VARIABLE VÉCU AGRÉABLE VS PÉNIBLE

	ddl	Stat. De Wald	p
Ord.Orig.	4	496,512	0,0000
Sexe	1	2,184	0,1395
Public Privé	1	0,045	0,8318
Collège lycée	1	0,523	0,4697
Nature sco	3	3,262	0,3529
Régime	2	0,023	0,9886
Vis avec	3	4,711	0,1942
MétierMèreRecod	5	2,890	0,7170
MétierPèreRecod	5	12,948	0,0239
Rural/Urban	1	0,371	0,5425
Maison	1	1,889	0,1693
Jardin	1	1,211	0,2712
Isolé	1	0,092	0,7618
Ville	1	1,357	0,2441
PratiqueSport	1	0,310	0,5776
PratiqueIndiv	1	0,017	0,8969
PratiqueColl	1	1,182	0,2769
PratiqueLibr	1	2,241	0,1344
PratiqueEquipt	1	2,577	0,1084
PratiqueNature	1	0,264	0,6072
lieux jeunes	2	2,324	0,3128
Pied	1	0,508	0,4760
Vélo	1	0,948	0,3302
Mob	1	6,603	0,0102
Voitur	1	2,174	0,1404
Amis	1	0,844	0,3582
Famill	1	0,913	0,3392
Voisins	1	0,474	0,4912
Bus	1	0,091	0,7631
PasSeul	1	1,777	0,1825
Déjà élu	2	2,105	0,3491
élu_Scol	1	0,107	0,7437
élu_asso	1	0,264	0,6072
élu_conseil	1	0,132	0,7166
Age	1	5,692	0,0170
Pop_com07	1	5,800	0,0160
Autochton	1	8,999	0,0027
Nb Activ prat	1	0,038	0,8459
Frequent Lieu	1	0,012	0,9117
Réseau soc	1	11,336	0,0008
Phone	1	0,550	0,4581
SMS/MMS	1	0,364	0,5462
Mails	1	0,317	0,5733
Aller chez	1	2,364	0,1242
rencontre ext	1	1,186	0,2761
voir à l'école	1	0,121	0,7282
Voir sur activ	1	0,505	0,4773
FqMaxPrat	1	0,470	0,4931
NbDésirs	1	0,546	0,4599

TABLEAU 15 : ESTIMATIONS DES PRÉDICTEURS DU VÉCU AGRÉABLE VS PÉNIBLE
(POUR LES VARIABLES AYANT UNE CONTRIBUTION SIGNIFICATIVE)

	Niveau	Colonne	Estimat.	Standard	Wald	p
Q6MétierPèreRecod	Cadre/Dirigeant	21	-0,7773	0,2378	10,690	0,0011
	Indépendant	22	-0,1120	0,2070	0,293	0,5885
	FP/FPT	23	0,1668	0,2596	0,413	0,5206
	Retraité	24	0,8009	0,7506	1,139	0,2859
	Chômeur/Maladie	25	0,1117	0,3457	0,104	0,7466
Mob	Oui	41	0,2504	0,0974	6,603	0,0102
Age		53	-0,1565	0,0656	5,692	0,0170
Pop_com07		54	0,0000	0,0000	5,800	0,0160
Autochton		55	0,7238	0,2413	8,999	0,0027
Réseau soc		58	-0,2008	0,0596	11,336	0,0008

On peut faire l'hypothèse que si les filles ont finalement un vécu moins positif de leur territoire que les garçons, puisque le sexe n'entre plus en jeu quand les autres variables sont prises en considération, c'est que leur moindre mobilité, et l'utilisation plus fréquente des réseaux sociaux leur fait envisager les territoires urbains comme davantage porteurs d'opportunités pour elles.

En résumé, et de manière caricaturale, le fait de vivre son territoire comme moins agréable, pour un territoire rural comme celui du Lot, relèverait d'une ouverture plus grande à l'expérience, et d'une conscience plus forte des autres modes de vie possibles. Cette conscience est favorisée par l'âge, la scolarité, et les réseaux sociaux (qui procurent des modèles alternatifs). Elle est diminuée par l'inertie résultant de l'autochtonie, et on peut imaginer que les habitudes de vies construites au cours du développement, quand celui-ci se déroule au même endroit, créent un attachement plus fort.

7.2 L'importance des relations sociales et de la qualité de vie

Juste après avoir répondu à la question sur le caractère agréable ou pénible de la vie sur le territoire, on demandait en question ouverte au répondant de dire pourquoi il faisait cette réponse. Chez les jeunes à qui cela paraît assez agréable ou agréable de vivre là où ils habitent les raisons les plus souvent évoquées sont que c'est calme, tranquille et que c'est à la campagne. Pour ceux pour qui c'est pénible ou assez pénible de vivre sur ce territoire les raisons les plus fréquemment données sont l'isolement, le fait qu'il n'y a rien et rien à faire, qu'il manque d'activités. Alors que le calme et la tranquillité sont des atouts évoqués par les jeunes qui se sentent bien dans leur territoire, l'isolement, la notion d'absence (le 'rien') et l'ennui sont les critères cités dans les représentations négatives du territoire de vie.

La figure 13 et la figure 14 présentent, sous forme de nuages, les mots les plus évoqués³⁰. Les jeunes qui ont une représentation positive de leur lieu de vie donnent une place centrale aux aspects sociaux tels que la proximité de la famille et des amis. La nature, les paysages, les qualités esthétiques et contemplatives de l'environnement sont également valorisées. En

³⁰ La taille des mots est proportionnelle à leur fréquence d'utilisation. Les mots « calme », « tranquille », « campagne », « rien » et « isolement » ont été supprimés lors de la confection des nuages de mots, car leur très fréquente utilisation empêche une lecture plus fine.

revanche les jeunes pour qui il est plutôt pénible de vivre sur ce territoire évoquent principalement les manques : activités et commerces. Ils évoquent également des problèmes d'accessibilité et d'enclavement.



FIGURE 13 : LES 20 TERMES UTILISÉS PAR CEUX QUI ONT UN VÉCU POSITIF



FIGURE 14 : LES 20 TERMES UTILISÉS PAR CEUX QUI ONT UN VÉCU NÉGATIF

Il est intéressant de constater que dans les réponses de ceux qui ont un vécu négatif, le manque d'activités n'est évoqué que dans les variables qui interviennent dans le vécu du territoire. Le nombre de désirs signalés a certes un effet significatif tel que plus on en exprime, moins le vécu est agréable, mais que le nombre d'activités exercé a un effet inverse, et que ces deux variables disparaissent face à l'effet de l'âge et de l'utilisation des réseaux sociaux.

Nos données ne permettent malheureusement pas d'explorer la richesse et les aspects qualitatifs des relations sociales de ceux qui vivent le territoire comme pénible. Il faut cependant garder à l'esprit l'importance de ce critère qualitatif puisque c'est bien par le biais des relations qu'elles procurent que les activités amènent un supplément de vécu positif pour le territoire habité, ou non.

7.3 Projection de départ

7.3.1 Pour déménagement des parents

Le second item concernant le rapport au territoire était la question « Si tes parents venaient à déménager (du Lot), pour toi partir ce serait... », à laquelle les jeunes pouvaient répondre de 1 (très facile) à 5 (très difficile).

On constate que globalement, il serait plutôt difficile de partir, puisque tous sujets confondus, les deux tiers (67.6 %) considèrent que ce serait très difficile ou difficile. Seuls 17.8 % des enquêtés considèrent que ce serait assez facile ou facile. Cette difficulté est d'autant moins grande que l'on avance en âge (Rho de Spearman = -0.192, $p < .0001$).

Tous âges confondus, les filles trouvent qu'il serait plus difficile de partir de là où elles habitent que les garçons, 69,8 % d'entre elles pensent que ce serait très difficile ou difficile contre 65,1 % chez les garçons. Cette différence est significative qu'on traite la variable difficulté comme étant ordinale (U de Mann-Whitney) ou nominale ($\chi^2 = 10,78$; $df = 4$; $p < .025$). Partir serait significativement plus difficile pour les collégiens que pour les lycéens, pour les ruraux que pour les urbains, et pour ceux qui disent habiter à la campagne que pour ceux qui disent habiter à la ville.

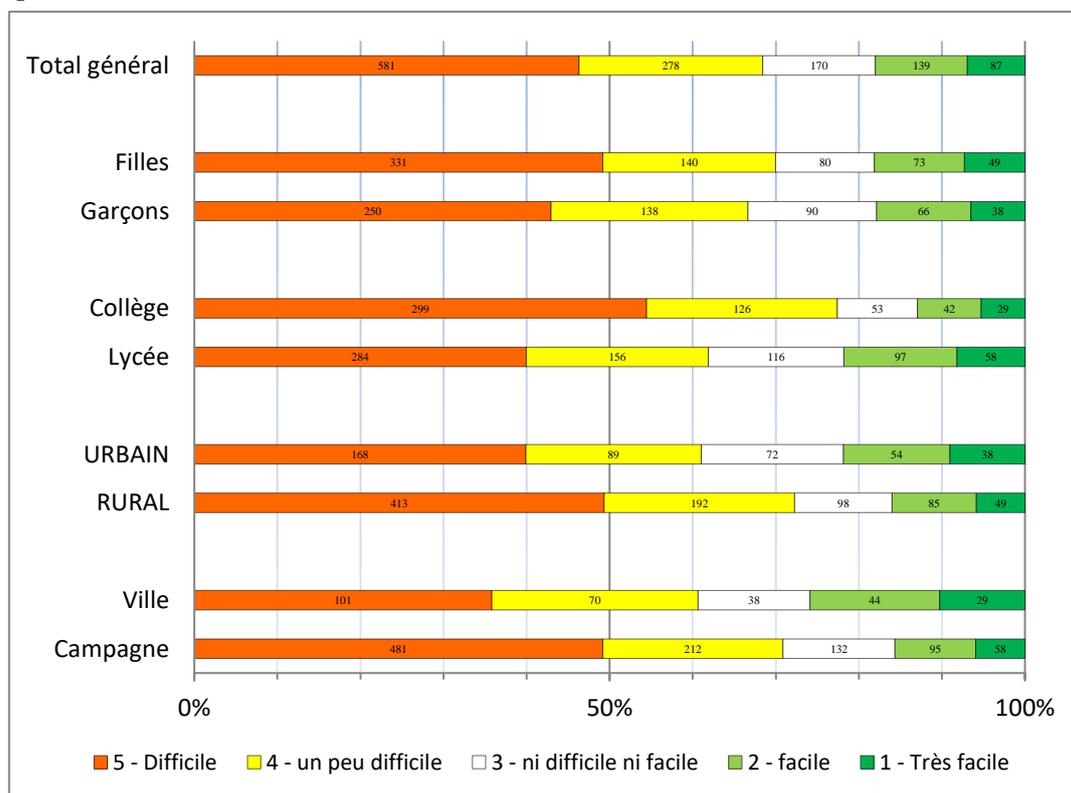


FIGURE 15 DIFFICULTÉ ENVISAGÉE À PARTIR AU CAS OÙ LES PARENTS DÉMÉNAGERAIENT

Les jeunes qui vivent seulement avec leur père ou seulement avec leur mère³¹ considèrent plus facilement le déménagement que ceux qui vivent avec leurs deux parents ou en garde alternée.

³¹ On ne peut parler de familles monoparentales dans la mesure où le questionnaire ne permet pas de déterminer les familles recomposées.

Alors que la situation socioprofessionnelle du père n'a pas d'influence sur cette variable, celle de la mère a un effet significatif, les jeunes ayant une mère cadre ou dirigeant, au chômage, ou sans activité, sont moins nombreux à considérer comme assez difficile ou difficile de déménager que les autres.

Afin de tenir compte des relations que peuvent avoir les variables entre elles, nous avons (comme pour le vécu agréable ou pénible du territoire) exploré pour les jeunes lotois la difficulté anticipée à déménager à l'aide d'une analyse de régression non linéaire multinomiale ordinale qui a porté (après élimination des modalités insuffisamment représentées) sur 837 sujets (le modèle de régression construit utilisait la fonction de liaison logit). Les résultats concernant les effets des variables sont présentés dans le tableau 16 et les prédicteurs dans le tableau 17.

Confirmant les analyses bi-variées, on constate que plus on est âgé, moins on considère que ce serait difficile de partir du Lot, mais l'âge n'a un effet que marginalement significatif. En revanche, le capital d'autochtonie a un effet inverse et significatif, plus la proportion du temps de vie passée dans le Lot est grande, plus on trouverait difficile d'en déménager. Les jeunes lotoises trouveraient plus difficile de déménager que leurs congénères masculins. Comparativement aux lycéens de la filière générale, les jeunes engagés dans une filière technologique auraient moins de difficulté à l'idée de partir, alors que les lycéens de la filière agricole en éprouveraient encore plus.

Le fait de vivre en appartement plutôt qu'en maison rend aussi la projection de mobilité moins difficile. Les jeunes qui déclarent se déplacer à pied anticipent moins de difficulté à partir que ceux qui ne le déclarent pas. Les autres modes de déplacement n'ont pas d'influence significative.

En ce qui concerne les relations de cette difficulté à partir avec les modes de sociabilité, on constate que plus les jeunes utilisent les réseaux sociaux, moins il leur serait difficile de partir. En revanche, le fait de souvent aller voir leurs amis à leur domicile augmenterait la difficulté envisagée tout comme (de manière marginalement significative) le fait de souvent utiliser le téléphone pour être en lien. Parmi les pratiques d'activités, seule la pratique d'un sport intervient ici, avec une plus grande difficulté anticipée pour ceux qui en ont une.

Les jeunes qui ont été élus une fois éprouveraient moins de difficulté à partir que ceux qui ont exercé plusieurs fois les fonctions électives ou qui n'en ont jamais eu. En revanche, même si c'est de manière marginalement significative on peut noter que les rares jeunes qui ont exercé un rôle d' élu associatif ont des réponses allant dans le sens d'une plus grande difficulté.

TABLEAU 16 : RÉSULTAT DE LA RÉGRESSION (MODÈLE COMPLET)
VARIABLE DIFFICULTÉ À PARTIR EN CAS DE DÉMÉNAGEMENT DES PARENTS

	Degré de	Wald	p
Ord.Orig.	4	454,455	0,00000
Q1 – Sexe	1	8,449	0,00365
Public Privé	1	2,607	0,10637
Collège lycée	1	2,043	0,15289
Nature sco	3	7,476	0,05818
Q4 Régime	2	1,266	0,53108
Q4 b Vis avec	3	3,465	0,32531
Q5MétierMèreRecod	5	7,594	0,18007
Q6MétierPèreRecod	5	7,248	0,20281
Rural/Urban	1	2,786	0,09510
Q11-maison	1	4,302	0,03807
Q11-jardin	1	0,278	0,59817
Q11-isolé	1	0,107	0,74311
Q11-ville	1	2,575	0,10855
PratiqueSport	1	4,828	0,02801
PratiqueIndiv	1	1,596	0,20646
PratiqueColl	1	0,344	0,55768
PratiqueLibr	1	0,825	0,36361
PratiqueEquipt	1	0,445	0,50465
PratiqueNature	1	0,319	0,57223
Q15 lieux jeunes	2	7,221	0,02703
"Q18Pied"	1	4,835	0,02788
"Q18Vélo"	1	0,945	0,33109
"Q18Mob"	1	0,862	0,35305
Q18Voitur	1	0,765	0,38184
"Q18Amis"	1	0,192	0,66129
Q18Famill	1	0,000	0,98593
Q18Voisins	1	1,372	0,24154
"Q18Bus"	1	0,002	0,96437
Q18PasSeul	1	1,474	0,22467
Q26 Déjà élu	2	4,779	0,09166
élu_Scol	1	1,551	0,21293
élu_asso	1	2,826	0,09273
élu_conseil	1	0,140	0,70835
Q2 – Age	1	3,313	0,06872
Pop_com07	1	0,030	0,86246
Autochton	1	14,249	0,00016
Nb Activ prat	1	2,606	0,10644
Q16 Frequent Lieu	1	0,659	0,41682
Q17 Réseau soc	1	5,156	0,02317
Q17 phone	1	3,253	0,07130
Q17 SMS/MMS	1	0,389	0,53308
Q17 Mails	1	0,518	0,47178
Q17 Aller chez	1	4,152	0,04157
Q17 rencontre ext	1	0,090	0,76450
Q17 voir à l'école	1	0,109	0,74142
Q17 Voir sur activ	1	0,007	0,93308
FqMaxPrat	1	2,627	0,10505
NbDésirs	1	1,257	0,26223

TABLEAU 17 : ESTIMATIONS DES PRÉDICTEURS DE LA DIFFICULTÉ ANTICIPÉE DE PARTIR DU LOT POUR CAUSE DE DÉMÉNAGEMENT DES PARENTS (VARIABLES AYANT UNE CONTRIBUTION SIGNIFICATIVE)

	Niveau	Colonne	Estimat.	Standard	Wald	p
Q1 – Sexe	2	5	0,262	0,090	8,449	0,0037
Nature sco	Technologique	8	-0,669	0,250	7,150	0,0075
	Professionnelle	9	0,081	0,214	0,141	0,7071
	Agricole	10	0,586	0,308	3,614	0,0573
Rural/Urban	URBAIN	26	0,188	0,112	2,786	0,0951
Q11-maison	maison	27	0,419	0,202	4,302	0,0381
Q11-ville	ville	30	-0,185	0,115	2,575	0,1085
PratiqueSport	oui	31	0,349	0,159	4,828	0,0280
Q15 lieux jeunes	oui	37	0,324	0,144	5,054	0,0246
	nsp	38	-0,256	0,241	1,129	0,2880
"Q18Pied"	oui	39	-0,183	0,083	4,835	0,0279
Q26 Déjà élu	plusieurs_fois	48	-0,257	0,272	0,894	0,3445
	1_fois	49	-0,502	0,234	4,591	0,0321
élu_asso	oui	51	0,421	0,251	2,826	0,0927
Q2 – Age		53	-0,122	0,067	3,313	0,0687
Autochton		55	0,917	0,243	14,249	0,0002
Nb Activ prat		56	-0,255	0,158	2,606	0,1064
Q17 Réseau soc		58	-0,138	0,061	5,156	0,0232
Q17 phone		59	0,128	0,071	3,253	0,0713
Q17 Aller chez		62	0,179	0,088	4,152	0,0416

7.3.2 Pour faire ses études

La question « Partir d'ici (du Lot) pour faire tes études, ce serait pour toi ? » donnait lieu au même mode de réponse que celle que nous venons d'aborder.

Contrairement au départ dû au déménagement des parents, le fait de partir en raison des études est quelque chose qui est perçu comme plus aisé (cf. Figure 17) puisque 53.2 % des sujets estiment que cela leur serait facile ou très facile. Il y a cependant 27.8 % des répondants pour qui ce serait plutôt difficile (cumul des réponses un peu difficile et difficile). Bien entendu, la difficulté anticipée diminue avec l'âge de manière très significative (cf. figure 16).

Le besoin de mobilité pour les études semble donc relativement bien intégré. Il est encore mieux intégré par les filles que par les garçons. Alors que les filles anticipaient plus de difficulté à partir pour un déménagement, elles anticipent plus de facilité à déménager pour les études ($\chi^2=13,76$; $dl=4$; $p<.01$), 56,5 % l'envisageant comme très facile ou facile, contre 49,6 % pour les garçons (cf. Figure 17).

Le sexe ne présente pas d'interaction avec l'âge en tant que facteur, en revanche, il interagit (de manière marginalement significative) avec la scolarisation au collège ou au lycée. Alors qu'au collège on n'observe pas de différence entre filles et garçons, celle-ci devient significative au lycée, où les filles trouvent plus facile que les garçons de partir pour faire des études.

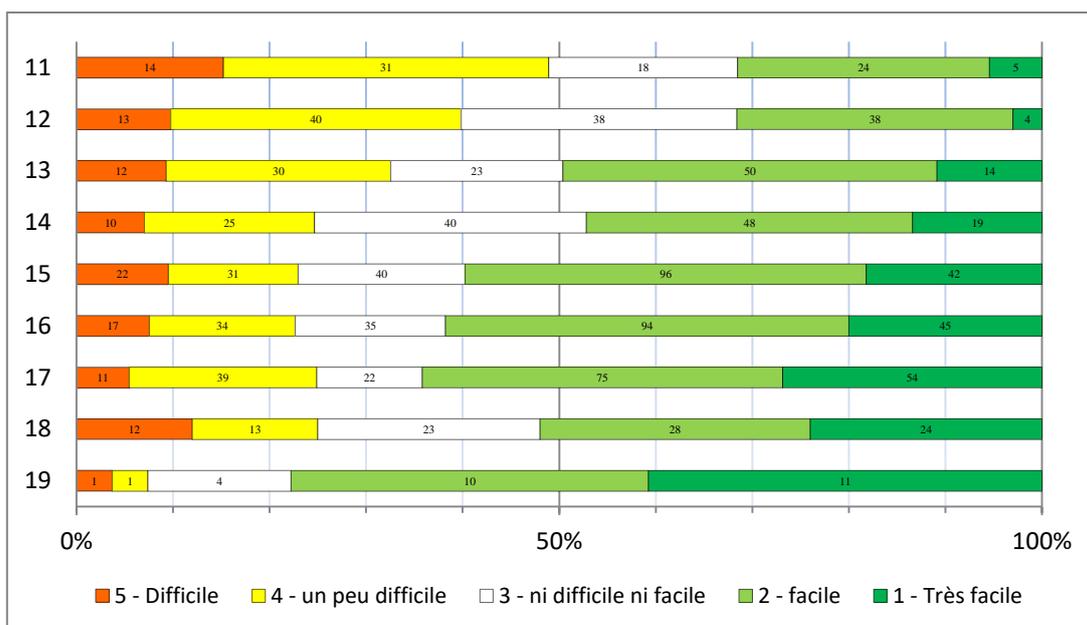


FIGURE 16 :
DIFFICULTÉ ENVISAGÉE À PARTIR POUR LES ÉTUDES SELON L'ÂGE

Partir pour faire ses études est significativement moins facile pour ceux qui disent habiter la campagne que pour ceux qui habitent en ville ($\chi^2=12,8$; $dl=4$; $p<.025$), et la significativité est encore plus forte pour la moindre facilité des ruraux par rapport aux urbains ($\chi^2=16,8$; $dl=4$; $p<.005$).

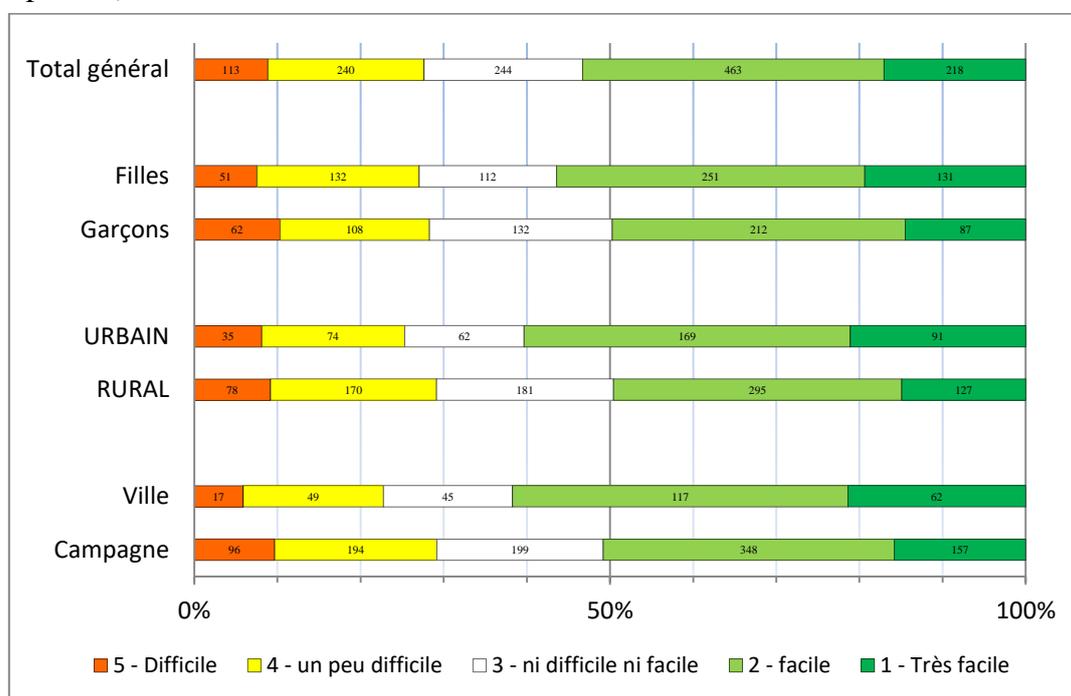


FIGURE 17 : DIFFICULTÉ ENVISAGÉE À PARTIR POUR LES ÉTUDES

Il n'y a pas de relation significative entre le statut socioprofessionnel de la mère et cette variable, en revanche, celui du père a un effet significatif ($\chi^2= 34,31$; $dl=20$; $p<.05$). Les jeunes ayant un père au chômage, à la retraite, et dans une moindre mesure ceux dont le père est employé/salarié ou de statut indépendant sont plus nombreux à anticiper qu'il serait plutôt

difficile (cumul des réponses un peu difficile ou difficile) de partir pour les études (respectivement : 38,6 %, 35,7 %, 30,9 %, et 28,6 %) que ceux qui ont un père fonctionnaire (21,1 %) et surtout un père cadre/dirigeant (17,3 %). Cette différence de difficulté anticipée à partir pour les études selon la situation des parents se retrouve aussi dans la relation existante avec l'appréciation de la situation financière de la famille ($\chi^2= 33,67$; $dl=20$; $p<.05$) : ceux qui estiment les moyens de leur foyer comme étant très faibles sont 40 % à envisager le départ comme plutôt difficile (moyens faibles : 29,7 % ; moyens dans la moyenne : 28,1 %), alors que ceux qui les estiment importants ne sont que 22,6 %.

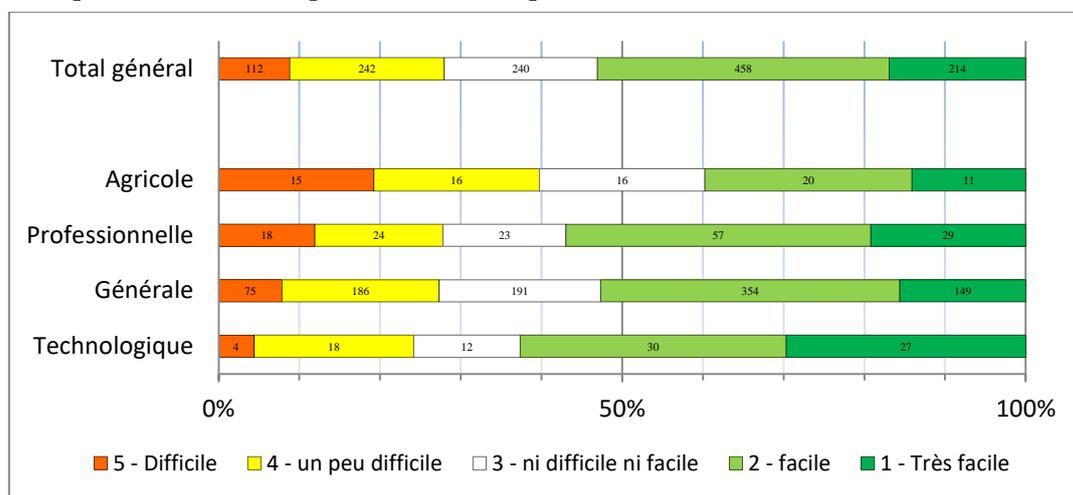


FIGURE 18 : DIFFICULTÉ À PARTIR SELON FILIÈRE

Il existe des différences selon les filières d'étude ($\chi^2=32,16$; $dl=12$; $p<.005$) qui sont présentées figure 18 : les lycéens qui anticipent un départ pour les études comme plutôt difficile sont plus nombreux dans la filière agricole (39,7 %) que dans les filières professionnelle (27,8 %) ou générale (27,1 %), les lycéens de la filière technologique étant ceux qui sont les moins nombreux à considérer que ce sera plutôt difficile (24,2 %) et les plus nombreux à considérer que ce sera facile ou très facile (62,6 %).

Avoir déjà exercé des fonctions électives, et particulièrement avoir été élu scolaire engendre une anticipation de difficulté moins importante.

Ceux dont la pratique d'activités est individuelle plutôt que scolaire ou en club auraient moins de difficulté à partir pour faire leurs études. La pratique d'activités de nature entraîne une anticipation plus forte de difficulté. Les pratiques de déplacement n'étaient pas liées à la difficulté anticipée à partir pour cause de déménagement. Ici on constate qu'elles sont liées à la difficulté de partir pour les études. On observe une plus grande anticipation de difficulté pour ceux qui se déplacent en vélo, avec la famille et ceux qui ne se déplacent jamais seul, et une moindre anticipation pour ceux qui se déplacent à pied, en voiture, avec des amis, ou en train. On peut imaginer que ces différences sont en partie liées à l'effet de l'âge.

TABLEAU 18 : RÉSULTAT DE LA RÉGRESSION (MODÈLE COMPLET)
DIFFICULTÉ À PARTIR POUR LES ÉTUDES

	ddl	Wald	p
Ord.Orig.	4	746,373	0,0000
Q1 – Sexe	1	0,039	0,8429
Public Privé	1	0,287	0,5920
Collège lycée	1	4,998	0,0254
Nature sco	3	16,748	0,0008
Q4 Régime	2	2,165	0,3387
Q4 b Vis avec	3	6,849	0,0769
Q5MétierMèreRecod	5	7,652	0,1765
Q6MétierPèreRecod	5	3,671	0,5977
Rural/Urbain	1	6,333	0,0119
Q11-maison	1	1,204	0,2725
Q11-jardin	1	1,482	0,2235
Q11-isolé	1	0,360	0,5484
Q11-ville	1	0,187	0,6656
PratiqueSport	1	0,858	0,3543
PratiqueIndiv	1	1,188	0,2756
PratiqueColl	1	0,129	0,7191
PratiqueLibr	1	0,231	0,6306
PratiqueEquipt	1	0,815	0,3668
PratiqueNature	1	1,290	0,2561
Q15 lieux jeunes	2	1,150	0,5628
"Q18Pied"	1	1,469	0,2255
"Q18Vélo"	1	1,630	0,2017
"Q18Mob"	1	2,736	0,0981
Q18Voitur	1	3,906	0,0481
"Q18Amis"	1	1,535	0,2154
Q18Famill	1	2,979	0,0843
Q18Voisins	1	0,140	0,7088
"Q18Bus"	1	0,586	0,4439
Q18PasSeul	1	0,074	0,7859
Q26 Déjà élu	2	1,739	0,4191
élu_Scol	1	3,705	0,0542
élu_asso	1	0,687	0,4072
élu_conseil	1	4,139	0,0419
Q2 – Age	1	2,814	0,0935
Pop_com07	1	3,528	0,0603
Autochton	1	0,765	0,3818
Nb Activ prat	1	4,119	0,0424
Q16 Frequent Lieu	1	8,282	0,0040
Q17 Réseau soc	1	2,417	0,1200
Q17 phone	1	0,368	0,5442
Q17 SMS/MMS	1	0,001	0,9743
Q17 Mails	1	1,649	0,1991
Q17 Aller chez	1	4,075	0,0435
Q17 rencontre ext	1	3,506	0,0612
Q17 voir à l'école	1	2,540	0,1110
Q17 Voir sur activ	1	0,019	0,8901
FqMaxPrat	1	0,223	0,6365
NbDésirs	1	0,105	0,7458

Pour les jeunes lotois, le modèle complet de la régression (cf. tableau 18) révèle que l'âge n'a une influence que marginalement significative, et il n'y a plus sur cette variable d'intervention du capital d'autochtonie. Une fois neutralisé l'âge, la différence entre les lycéens et les collégiens devient prédictive de la difficulté anticipée. Le fait d'avoir déjà été confronté à un départ d'un établissement scolaire (souvent petit) à un autre plus grand et plus lointain (ce qui

est le cas pour nombre de jeunes qui vivent en milieu rural) prépare sans doute déjà à cette perspective de départ pour les études. Cette interprétation est d'ailleurs corroborée par le fait que les jeunes « urbains » (n'ayant donc pas eu une première expérience de mobilité) projettent plus de difficulté que les jeunes ruraux. On retrouve ici que ce sont les jeunes des filières technologiques qui éprouveraient le moins de difficulté à partir alors que ceux de la filière agricole en éprouveraient le plus.

Le modèle complet offre une perspective différente des analyses bi-variées, puisqu'il ne retrouve pas l'effet du statut socioéconomique du père. Mais il met en évidence une moindre difficulté de projection au départ pour les études des jeunes ayant une mère cadre ou dirigeante. Ici, la structure familiale intervient, les jeunes vivant seuls avec leur père anticipant plus de difficulté à partir que ceux qui vivent avec leurs deux parents, et ceux qui vivent en garde alternée en anticipant moins.

TABLEAU 19 : ESTIMATIONS DES PRÉDICTEURS DE LA DIFFICULTÉ ANTICIPÉE DE PARTIR DU LOT POUR FAIRE SES ÉTUDES (VARIABLES AYANT UNE CONTRIBUTION SIGNIFICATIVE)

	Niveau	Estimat.	Standard	Wald	p
Collège lycée	Collège	0,287	0,1283	4,998	0,0254
Nature sco	Technologique	-0,471	0,2488	3,583	0,0584
	Professionnelle	0,346	0,2050	2,852	0,0913
	Agricole	0,646	0,2780	5,395	0,0202
Q4 b Vis avec	garde_altern	-0,482	0,1951	6,100	0,0135
	mère_seule	-0,032	0,2034	0,025	0,8745
	Père_seul	0,589	0,2911	4,086	0,0432
Q5 Métier Mère Recod	Cadre/Dirigeant	-0,583	0,2769	4,426	0,0354
	Indépendant	0,304	0,1752	3,014	0,0826
	FP/FPT	0,108	0,1994	0,291	0,5897
	Sans activité	-0,222	0,2939	0,569	0,4508
	Chômeur/maladie	0,184	0,2512	0,535	0,4647
Rural/Urbain	URBAIN	0,268	0,1066	6,333	0,0119
"Q18Mob"	oui	0,156	0,0944	2,736	0,0981
Q18 Voitur	oui	-0,371	0,1880	3,906	0,0481
Q18Famill	oui	0,161	0,0932	2,979	0,0843
élu_Scol	oui	-0,601	0,3124	3,705	0,0542
élu_conseil	oui	-0,538	0,2644	4,139	0,0419
Q2 – Age		-0,106	0,0635	2,814	0,0935
Pop_com07		-0,000	0,0000	3,528	0,0603
Nb Activ prat		0,311	0,1534	4,119	0,0424
Q16 Frequent Lieu		0,199	0,0692	8,282	0,0040
Q17 Aller chez		-0,168	0,0832	4,075	0,0435
Q17 rencontre ext		-0,139	0,0740	3,506	0,0612

Les jeunes qui se déplacent déjà en voiture éprouveraient moins de difficulté, comme ceux qui ont l'habitude de rencontrer souvent leurs amis à domicile. En revanche, plus ils pratiquent

d'activités et plus ils fréquentent les lieux pour les jeunes, plus ils anticipent de difficulté au départ. Pour les jeunes qui ont été élus dans un conseil de jeunes la difficulté envisagée à partir pour faire ses études est moins forte.

7.4 Projection dans le futur

Cette projection dans le futur est testée par la question : Est-ce que tu souhaiterais habiter près de là où tu vis actuellement quand tu seras adulte ? Par commodité, dans la suite de cette présentation de résultat, nous parlerons éventuellement de souhait de vivre au pays. On constate ici des résultats qui sont très cohérents vis-à-vis de ceux des autres variables de rapport au territoire. Pour mémoire, cette variable est très significativement corrélée, positivement (et avec de fortes valeurs) avec les trois variables dont les résultats ont été discutés ci-avant (*cf.* tableau 13). Cependant, même si le territoire est vécu de manière plutôt positive, et qu'on projette d'avoir des difficultés à le quitter, il n'est pas pour autant forcément investi pour la vie future.

Plus d'un tiers des jeunes (36,6 %) répondent être « sûr que non », et donc ne veulent pas vivre sur le territoire où ils habitent. Si l'on ajoute ceux qui répondent « peut-être pas », ce sont 47,6 % des jeunes qui ne désirent pas vivre sur leur territoire, alors que les indécis (réponse « je ne sais pas ») sont 19,5 %, et que ceux qui l'envisagent (« peut-être que oui » : 18,4 %) ou sont « sûrs que oui » (14,5 %) rassemblés ne font qu'un petit tiers (32,9 %) des jeunes interrogés.

Comme pour le caractère agréable ou pénible du territoire, on retrouve une forte différence significative entre les sexes (*cf.* figure 19, $\chi^2=21,68$; $dl=4$; $p<.0005$), avec une proportion légèrement moindre d'indécis chez les filles que chez les garçons (18,2 % contre 21,3), mais surtout une proportion nettement plus grande parmi les filles de jeunes qui ne souhaitent pas vivre plus tard au pays (53,4 % contre 41,1 %).

Une nette différence apparaît selon les filières de scolarisation chez les lycéens ($\chi^2=70,34$; $dl=12$; $p<.00001$), avec une proportion beaucoup moins importante de jeunes qui envisagent de vivre sur leur territoire dans le futur pour la filière générale (20,0 %) que pour les filières technologique (33,7 %) ou professionnelle (34,6 %). Les jeunes qui envisagent le plus de vivre au pays plus tard sont ceux scolarisés dans la filière agricole (57,3 %). Cette projection sur le territoire varie aussi de façon significative selon le régime ($\chi^2=31,39$; $dl=8$; $p<.0005$), tant chez les collégiens que chez les lycéens : les externes sont moins nombreux à envisager de vivre au pays (14,6 %), que les demi-pensionnaires (34,7 %) et les internes (36,1 %).

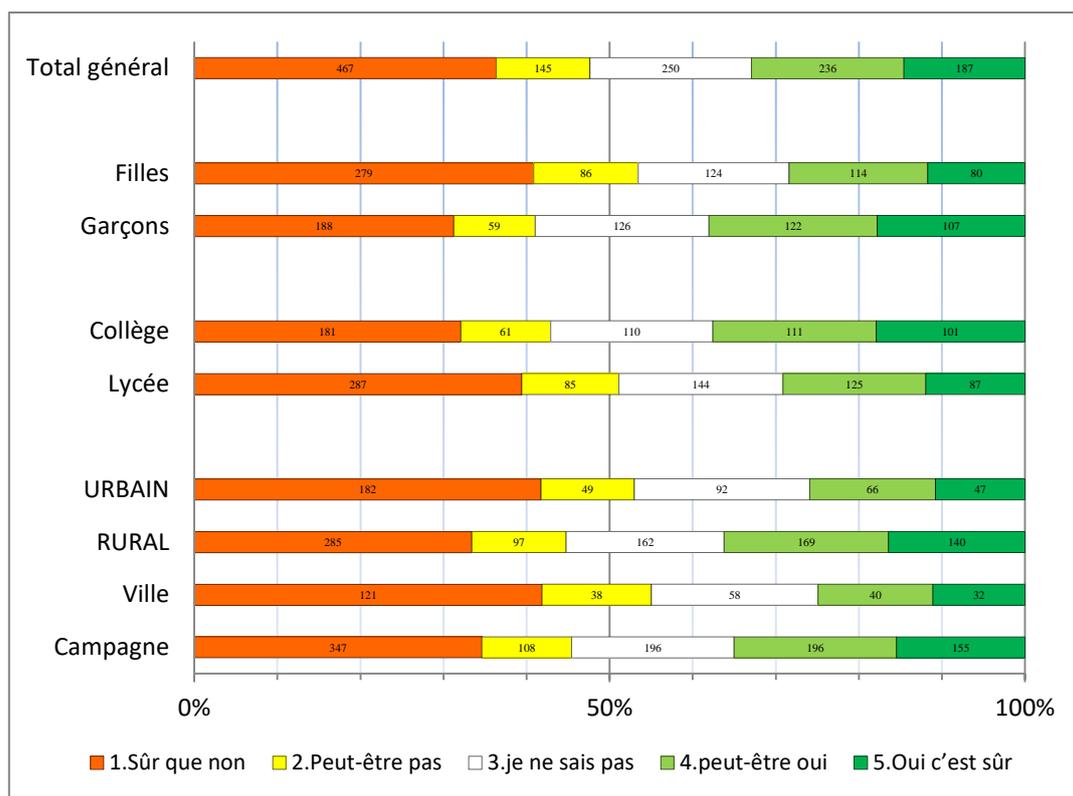


FIGURE 19 : DÉSIR DE VIVRE AU PAYS DANS LE FUTUR

Alors que la nature de l'habitat (maison ou appartement) ne fait pas de différence, les jeunes qui déclarent disposer d'un jardin sont significativement ($\chi^2=23,48$; $dl=4$; $p<.0001$) plus enclins à souhaiter vivre plus tard au pays (33,7 % sont plutôt positifs contre 22,2 % chez les jeunes sans jardin). Les jeunes vivant en commune classifiée comme rurale sont plus nombreux à envisager de vivre plus tard au pays que ceux habitant dans une commune urbaine (36,3 % contre 25,7 %, $\chi^2=16,96$; $dl=4$; $p<.005$), et ceci vaut aussi pour les jeunes qui disent habiter à la campagne par rapport à ceux qui habitent en ville (35,6 % contre 23,1 %, $\chi^2=17,37$; $dl=4$; $p<.005$).

En ce qui concerne les pratiques d'activités, seuls les pratiquants ayant une activité de nature se distinguent de ceux qui n'en ont pas, en étant plus enclins à envisager de vivre au pays plus tard (55,1 % contre 31,9 %, $\chi^2=19,56$; $dl=4$; $p<.001$). Pour les pratiques de sociabilité, on constate qu'une plus grande fréquence d'utilisation des réseaux sociaux, du téléphone, ou des SMS se traduit à chaque fois par un moindre désir de vivre au pays dans le futur, et qu'il en est de même pour le fait de souvent se rencontrer à l'extérieur.

Le souhait de vivre plus tard sur le territoire apparaît en lien avec plusieurs modes de déplacement. De manière marginalement significative ($p<.06$), ceux qui se déplacent à pied sont moins nombreux à envisager de vivre au pays plus tard (30,7 % contre 35,5 %), et il en est de même de façon significative pour ceux qui se déplacent en train (25 % contre 33,7 %). En revanche, les jeunes sont plus nombreux à l'envisager parmi ceux qui se déplacent en vélo (38,1 % contre 29,6 %), en deux-roues motorisé (36,8 % contre 31,5 %), avec la famille (46,1 % contre 29,8 %) ou avec les voisins (42,7 % contre 31,8 %). Enfin, ceux qui déclarent se déplacer avec les amis sont moins nombreux à être totalement sûrs de ne pas vouloir vivre sur le territoire (29,45% contre 38,76%) et un peu plus nombreux à l'envisager (33,8 % contre 32,2 %).

La régression limitée aux jeunes lotois (cf. tableau 20) révèle que les influences du sexe, de l'âge, et du caractère rural ou urbain de l'habitat n'interviennent plus lorsque les autres variables sont prises en considération. Elle montre que le capital d'autochtonie intervient dans le désir de vivre plus tard au pays puisque plus les jeunes ont passé de temps sur le territoire, plus ils envisagent d'y vivre. On retrouve le lien entre cette variable et le régime (les externes étant plus sûrs de ne pas vouloir vivre dans le Lot plus tard) ainsi que la nature de la scolarité (où seuls les jeunes scolarisés en filière agricole se distinguent par un plus grand désir de rester). Le lien avec les modes de déplacement s'avère significatif avec plus de souhait de vivre dans le Lot pour ceux qui déclarent se déplacer en deux-roues motorisé ou avec la famille. Alors que plus ils pratiquent des activités, moins ils souhaitent vivre plus tard dans le Lot, ceux qui ont une pratique collective expriment au contraire un souhait plus grand de vivre sur le territoire plus tard. Les deux seuls modes de sociabilité qui interviennent dans ce souhait sont la fréquence avec laquelle on se rencontre à l'extérieur ou à l'école de sorte que plus les jeunes rapportent utiliser souvent ce mode de lien, moins ils souhaitent vivre plus tard dans le Lot.

TABLEAU 20 : ESTIMATIONS POUR LES JEUNES LOTOIS DES PRÉDICTEURS DU SOUHAIT DE VIVRE PRÈS DE LÀ OÙ ILS HABITENT ACTUELLEMENT (EXTRAIT LIMITÉ AUX VARIABLES SIGNIFIANTES)

	Niveau	Estimat.	Standard	Wald	p
Q1 – Sexe	2	-0,117	0,0853	1,880	0,17039
Nature sco	Technologique	-0,346	0,2496	1,924	0,16547
	Professionnelle	-0,075	0,2076	0,130	0,71874
	Agricole	0,752	0,2810	7,156	0,00747
Q4 Régime	1_ext	-0,400	0,1793	4,976	0,02570
	3_Int	0,096	0,1498	0,408	0,52277
Rural/Urbain	URBAIN	0,064	0,1081	0,347	0,55592
PratiqueColl	oui	0,304	0,1407	4,675	0,03060
"Q18Mob"	oui	0,256	0,0951	7,222	0,00720
Q18Famill	oui	0,300	0,0939	10,235	0,00138
Q2 – Age		-0,095	0,0641	2,173	0,14045
Autochton		0,884	0,2420	13,338	0,00026
Nb Activ prat		-0,329	0,1561	4,452	0,03486
Q17 rencontre ext		-0,228	0,0742	9,478	0,00208
Q17 voir à l'école		-0,231	0,1007	5,278	0,02160

7.5 Attrait pour de grandes villes

Dans la mesure où le Lot ne dispose pas de ville de grande taille (Cahors n'atteignait pas les 20 000 habitants en 2015, et l'agglomération du Grand Cahors est de moins de 50 000 habitants), il semblait intéressant de poser la question de l'attrait pour les grandes villes, dans lesquelles notamment les jeunes peuvent plus facilement poursuivre leurs études, et dans lesquelles ils peuvent anticiper de trouver plus de ressources pour leurs loisirs. À l'affirmation « Vivre dans une grande ville, pour toi c'est ... », les répondants pouvaient choisir de répondre par « repoussant (1) », modalité qui a été choisie par 17,9 % des jeunes, « un peu

repoussant (2) » (13,2 %), « ni repoussant ni attractant (3) » (21,4 %), « un peu attractant (4) » (15,4 %) ou « attractant (5) », modalité qui est la plus fréquente avec 32,1 % de jeunes l'ayant choisie. Ainsi un peu moins d'un tiers des jeunes sont plutôt repoussés par les mégapoles, et un peu moins de la moitié en sont plutôt attirés.

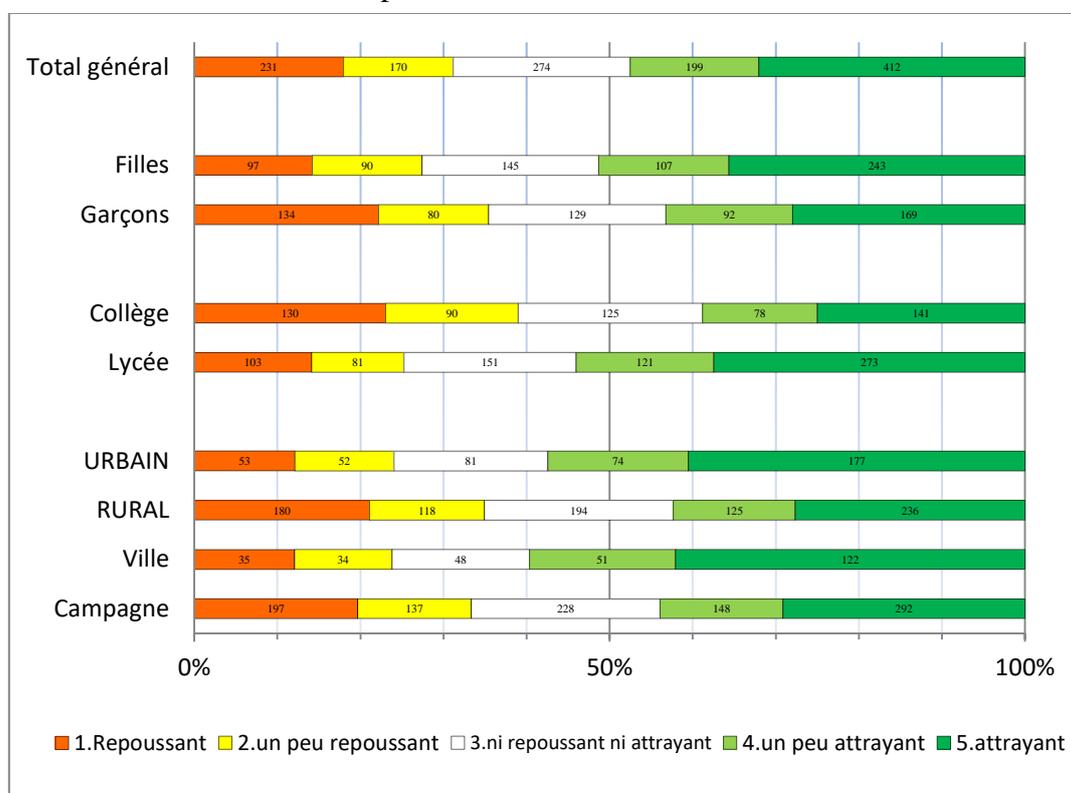


FIGURE 20 ATTRAIT POUR LA VIE DANS UNE MÉGAPOLE

Cette variable est fortement et significativement corrélée de manière négative (ρ de spearman = - .401) avec l'envie de vivre sur le territoire. C'est-à-dire que ceux qui expriment l'envie de vivre plus tard sur le territoire déclarent un attrait moindre pour les mégapoles, et inversement.

En matière d'attrait pour les grandes villes, l'effet de l'âge est de nouveau important, l'attrait augmentant avec celui-ci : à 11 ans, les jeunes ne sont que 23,9 % à choisir une réponse positive (4 : « un peu attractant » ou 5 : « attractant »), alors qu'à 19 ans ils sont 60 %. Les filles manifestent un plus fort attrait que les garçons ($\chi^2=17,64$; $dl=4$; $p<.005$), un peu plus de la moitié d'entre elles (51,4 %) choisissent les réponses positives alors que ce n'est le cas que pour 43,1 % des garçons, les deux sexes ayant la même proportion (21,4 %) de réponses neutres.

Les collégiens manifestent moins d'attrait pour les grandes villes que les lycéens (38,8 % de réponses positives contre 54,0 %, $\chi^2= 36,99$; $dl=4$; $p<.00001$). Chez ces derniers, il existe des différences fortement significatives ($\chi^2=84,50$; $dl=12$; $p<.000005$) selon les filières de scolarisation : les lycéens inscrits dans les filières technologique et générale sont plus attirés par les mégapoles (64,1 % et 60,7 % des réponses positives respectivement), que les lycéens de la filière professionnelle (44,4 %), les lycéens de la filière agricole étant ceux qui sont le moins attirés (seulement 29,3 % de réponses positives). Le régime de scolarisation révèle aussi des différences significatives. Les externes et les internes ont un plus grand attrait pour les mégapoles que les demi-pensionnaires (respectivement 62,4 %, 49,4 % et 44,0 %) et ceci dès le collège (respectivement 52 %, 51,1 % et 36,2 %).

La composition familiale et le statut socioprofessionnel de la mère ne donnent pas de différences significatives. En revanche, le statut socioprofessionnel du père a un effet sur cette variable, les jeunes ayant un père cadre, retraité ou chômeur montrant un attrait plus fort (respectivement 67,2 %, 66,6 % et 53,3 % contre 46,8% pour l'ensemble).

En ce qui concerne les variables d'habitat, les jeunes qui sont les plus attirés par les mégapoles sont ceux qui habitent en appartement plutôt qu'en maison individuelle (58,8 % contre 46,3 %, $p < .07$), dans des habitats non isolés plutôt qu'isolés (50,3 % contre 41,2 %, $p < .05$), avec un jardin plutôt que sans (58,1 % contre 46,3 %, $p < .06$), se déclarant comme habitant à la campagne plutôt qu'en ville (59 % contre 43,9 %, $p < .0001$), et habitant dans une commune rurale au sens de l'INSEE plutôt qu'urbaine (57,4 % contre 42,3 %, $p < .00001$).

Les jeunes qui pratiquent des activités collectives sont moins attirés par les mégapoles que ceux qui n'en pratiquent pas (50,2 % contre 39,9 %, $p < .05$), et à l'inverse, ceux qui ont une pratique libre éprouvent plus d'attraction (55,9 % contre 44,2 %, $p < .0005$). Ceux qui déclarent avoir une pratique de nature ont une relation très tranchée vis-à-vis des mégapoles, la part des réponses neutre est plus faible (6,2 % contre 15,9 %) et les jeunes qui disent trouver les mégapoles plutôt repoussantes y sont majoritaires (59,2 % contre 30,1 %).

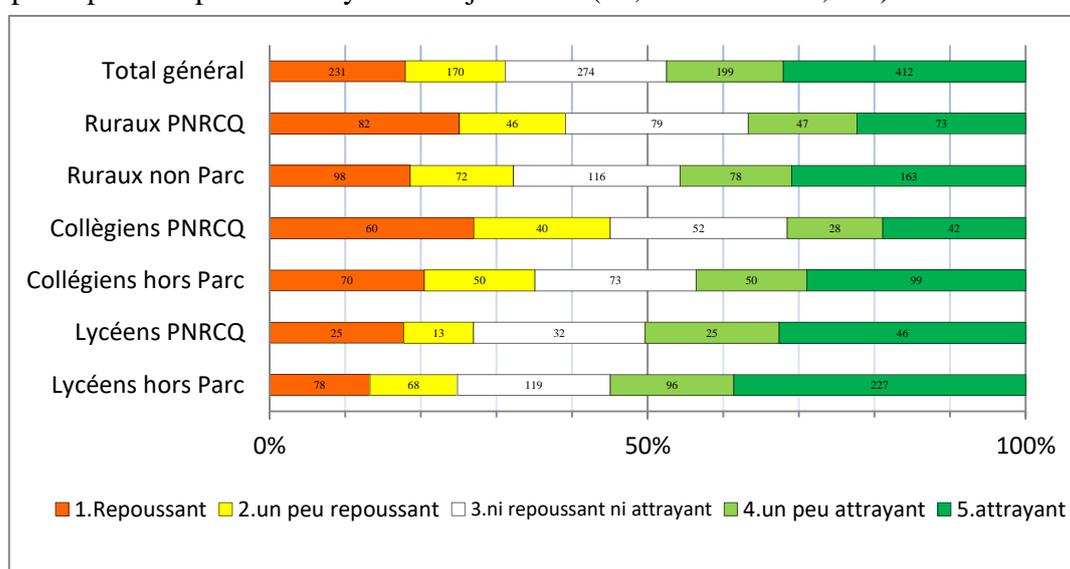


FIGURE 21 :

ATTRAIT POUR LES MÉGAPOLLES SELON LE FAIT D'HABITER OU NON DANS LE PNRCQ

Sur cette variable, on observe une différence significative entre les jeunes du PNRCQ et les autres (cf. figure 21). Les collégiens et dans une moindre mesure les lycéens qui habitent le Parc expriment un attrait pour les mégapoles moins fort que les autres jeunes. Cette différence demeure même quand, pour tenir compte de la différence d'habitat, on ne retient que les jeunes habitant dans des communes rurales.

Chez les jeunes Lotois, la prise en compte simultanée de toutes les variables fait de nouveau disparaître les différences liées au sexe (cf. tableau 21). Les différences liées à l'âge disparaissent aussi alors que le capital d'autochtonie se révèle là encore un prédicteur significatif : plus la part du temps vécu dans le Lot est importante, moins on est attiré par les mégapoles. Une fois contrôlé l'âge, les lycéens ont quand même un attrait plus fort que les collégiens.

On constate qu'une plus grande fréquence des modes de sociabilité en direct (aller à domicile et se rencontrer à l'extérieur) non liés à la pratique des activités ou à la scolarité est associée à un plus fort attrait pour les mégapoles, de même que le fait de se déplacer à pied ou en bus.

Mais l'attrait pour les mégapoles est aussi positivement lié à la fréquence à laquelle on utilise les réseaux sociaux pour se relier à ses amis. Enfin, de manière marginalement significative, le fait d'exprimer plus de désirs d'activités se traduit par un plus grand attrait pour les mégapoles.

TABLEAU 21 : ESTIMATIONS POUR LES JEUNES LOTOIS DES PRÉDICTEURS DE L'ATTRAIT POUR LES MÉGAPOLES (EXTRAIT LIMITÉ AUX VARIABLES SIGNIFIANTES)

	Niveau	Estimat.	Standard	Wald	p
Q1 – Sexe	2	0,058	0,0854	0,461	0,4973
Collège lycée	Collège	-0,286	0,1295	4,883	0,0271
Nature sco	Technologique	0,647	0,2519	6,594	0,0102
	Professionnelle	-0,205	0,2070	0,981	0,3220
	Agricole	-1,140	0,2910	15,347	0,0001
Q5MétierMèreRecod	Cadre/Dirigeant	-0,172	0,2764	0,387	0,5341
	Indépendant	-0,014	0,1764	0,006	0,9370
	FP/FPT	-0,159	0,2031	0,612	0,4340
	Sans activité	0,715	0,3034	5,556	0,0184
	Chômeur/maladie	-0,151	0,2560	0,349	0,5548
Q6MétierPèreRecod	Cadre/Dirigeant	0,964	0,2398	16,179	0,0001
	Indépendant	-0,037	0,1977	0,036	0,8498
	FP/FPT	0,329	0,2475	1,764	0,1841
	Retraité	-0,765	0,7025	1,185	0,2763
	Chômeur/Maladie	-0,319	0,3334	0,918	0,3380
PratiqueLibr	oui	0,315	0,1123	7,893	0,0050
PratiqueEquipt	oui	0,269	0,1188	5,121	0,0236
"Q18Pied"	oui	0,191	0,0790	5,838	0,0157
"Q18Bus"	oui	0,135	0,0759	3,162	0,0754
Q18PasSeul	oui	0,363	0,2213	2,699	0,1004
Q26 Déjà élu	plusieurs_fois	0,431	0,2632	2,681	0,1016
	1_fois	0,297	0,2244	1,747	0,1862
élu_asso	oui	-0,398	0,2318	2,944	0,0862
Autochton		-0,719	0,2403	8,957	0,0028
Nb Activ prat		-0,239	0,1540	2,402	0,1212
Q17 Réseau soc		0,227	0,0572	15,709	0,0001
Q17 Aller chez		0,164	0,0838	3,839	0,0501
Q17 rencontre ext		0,209	0,0743	7,946	0,0048
NbDésirs		-0,190	0,0978	3,761	0,0525

7.6 Pour une synthèse sur les relations au territoire

Des travaux de psychologie sociale montrent la place de l'environnement dans la construction de soi et en particulier que l'identité d'un lieu peut-être constitutive de l'identité de soi. Par exemple une identité locale forte chez les jeunes peut les conduire à minimiser les aspects négatifs du territoire. Les prédicteurs de l'évaluation positive d'un lieu seraient donc liés à des facteurs plus subjectifs qu'objectifs (Félonneau, Lannegrand-Willems, et Becker 2008). De même, on intégrerait les traits de la communauté attachée au territoire, par exemple pour les jeunes ruraux, ils intégreraient des formes de « self-portraits » auxquels seront associés toute une série de qualificatifs (être de la campagne, fréquenter ses voisins, être centré sur la famille...). Les attachements au lieu de vie sont empreints d'émotions et d'affects, c'est pourquoi nous avons demandé aux répondants de qualifier, dans une question ouverte, leur relation au territoire dans ce qu'il a d'agréable ou de pénible.

Le vécu des répondants est globalement positif. Le territoire de vie est plutôt pensé comme agréable à vivre avec une rupture entre le collège et le lycée et surtout un effet important de l'avancée dans l'âge. Au collège, l'ancrage au territoire est fort parce que les pratiques de mobilités sont restreintes. L'usage du territoire est intense et très localisé, voire exclusif.

Ces attachements sont également soumis aux effets de l'âge et de l'autochtonie. On peut penser que plus on a vécu dans un lieu et plus on rationalise son vécu comme agréable. La construction identitaire à l'adolescence s'accompagne d'une phase de conformisme social au groupe de référence pour ensuite s'en détacher. Si l'on ajoute à cela l'importance du rôle des expériences dans les pratiques et dans les rencontres, on ne s'étonnera pas que nos résultats montrent un détachement du territoire qui progresse avec l'âge, un lien positif entre le fait de pratiquer des activités (collectives et en club), de voir souvent ses amis et un vécu positif du territoire. Le fait de vivre son territoire comme moins agréable, pour un territoire rural comme celui du Lot, relèverait donc d'une ouverture plus grande à l'expérience, et d'une conscience plus forte des autres modes de vie possibles. Cette conscience est favorisée par l'âge, la scolarité, et les réseaux sociaux (qui procurent des modèles alternatifs). Elle est diminuée par l'inertie résultant de l'autochtonie.

L'importance des traits de la communauté se retrouvent dans nos résultats avec les effets de la filière. Les jeunes des filières agricole et professionnelle ont ceux qui ont le vécu le plus positif. Le rôle du rapport au collectif est ambigu puisqu'au contraire de l'impact des pratiques sportives collectives, le fait d'avoir exercé des fonctions de représentation diminue significativement la perception du territoire comme étant agréable à vivre. Cependant, cette relation disparaît lorsqu'on prend en compte l'ensemble des variables, en particulier au profit de l'autochtonie et des réseaux sociaux. Ceci laisse à penser que ce sont bien les modes de sociabilité qui influencent le rapport au territoire.

L'isolement potentiellement subi par les jeunes vivant dans des familles monoparentales a un effet puisque ceux-ci considèrent plus fréquemment le territoire comme pénible ou assez pénible à vivre. D'ailleurs en lien avec ce qui a déjà été dit supra, l'absence de transports et le manque de proximité des pratiques (plus fortement évoquées chez ces jeunes) diminuent l'attachement au territoire.

Alors que le fait de devoir partir pour faire des études semble relativement accepté surtout pour les filles, comme une sorte de fatalité ou un non choix bien intégré, les projections de déménagement des parents (non choix imposé) sont vécues comme plus problématiques. L'ancrage semble plus fort pour les collégiens, mais aussi pour les filles et pour ceux qui

disent habiter à la campagne. On retrouve une forme d'insatisfaction indirecte liée au fait de vivre dans une famille monoparentale puisque que le déménagement est davantage envisageable et on pourrait peut-être penser qu'il est souhaité, même si nos données ne permettent pas cette interprétation.

Le fait d'habiter à la campagne agirait comme une sorte de frein à la mobilité ou à l'ouverture à l'idée de mobilité que ce soit pour un déménagement ou pour les études, et comme un catalyseur pour ce projeter rester ou revenir sur ce lieu de vie plus tard. Comme il a été dit dans la partie 1, les jeunes ruraux semblent entretenir davantage de liens avec leur famille. On a également évoqué l'importance du discours tenu par la famille sur l'ailleurs et la ville. Ces éléments peuvent expliquer ces différences, et aussi le fait que les jeunes qui disent vivre à la campagne ont moins de sentiments de manque, et valorisent les qualités de la vie à la campagne (calme, tranquille, proche des amis...).

L'attrait pour les mégapoles est plus fort chez les filles qui, spécifiquement pour les jeunes rurales, développeraient avec l'âge et en particulier autour de 14-15 ans leurs premières « sorties en ville » (Devaux 2014). De même, ces adolescentes entretiendraient une plus grande proximité avec la culture urbaine que les garçons.

8. RELATION AUX CADRES D'ENGAGEMENT

Deux questions seulement permettaient de savoir comment les jeunes étaient sensibles à des cadres d'engagement, une question portant sur leur connaissance du Conseil Général des Jeunes (Instance, qui dans le Lot, est élue parmi les délégués de classe des collèges) ou du Conseil Régional des Jeunes (En Midi-Pyrénées celui-ci est constitué par des jeunes élus au lycée), et une question portant sur le service civique. Nous avons regroupé avec cette ouverture aux cadres d'engagement la connaissance de l'institution Parc Naturel Régional des Causses du Quercy, puisque l'un des objectifs de la charte était de créer un conseil de jeunes pour ce territoire.

8.1 Les conseils de jeunes

À propos de cette instance, l'enquêté pouvait répondre que cela ne lui disait « rien », qu'il en avait « déjà entendu parler », qu'il ne sait « pas ce que c'est », qu'il connaît « certaines de ses actions », et qu'il « participe à des événements qu'il organise ». Plusieurs choix étaient possibles.

Pour un tiers des jeunes (33,3%), c'est la réponse « ça ne me dit rien » qui est cochée. Parmi ceux qui en ont entendu parler, il y en a 38,9 % qui répondent aussi qu'ils ne savent pas ce que c'est, et seulement 20,0 % qui répondent connaître les actions de ces conseils. La participation à des actions n'est citée que par 41 jeunes au total.

Le pourcentage de jeunes qui en ont entendu parler augmente avec l'âge de 46,7 % à 11 ans à plus des deux tiers dès 13 ans, atteint un maximum à 72,9 % pour les 14 ans pour ensuite diminuer de nouveau en restant tout de même à 66,6 % pour les 19 ans. Chez les lycéens, on observe une différence significative entre les filières : les jeunes qui ont le plus entendu parler de cette instance sont ceux inscrits dans la filière agricole (81,5 %), ceux des filières technologique et générale ont ensuite un niveau d'information équivalent (70,7 % et 70,8 %) alors que ceux de la filière professionnelle sont beaucoup moins nombreux à en avoir entendu parler (57,9 %). L'explication de cette différence selon la filière se trouve certainement dans le fait que les étudiants des filières agricoles reçoivent, et c'est une spécificité, des cours

d'éducation socioculturelle dans lesquels sont abordées les questions de citoyenneté et de participation des jeunes.

La proportion de jeunes ruraux qui ont déjà entendu parler de ces conseils est significativement plus faible que celle des jeunes urbains (64,7 % contre 70,3 %)³². On constate qu'il y a une différence significative de la proportion de jeunes informés selon le statut socio-professionnel du père, les jeunes les plus informés étant ceux dont le père est cadre/dirigeant (75,4 %) alors que les moins informés sont les enfants de père ayant un statut d'employé (62,7 %) et surtout de chômeur (52,3 %).

Sans trop de surprise, les jeunes déjà élus sont proportionnellement plus nombreux à connaître le Conseil Général de Jeunes et ce d'autant plus qu'ils l'ont été plusieurs fois (61,3 % pour les non-élus, 69,1 % pour les élus une fois, 78,6 % pour ceux qui l'ont été plusieurs fois, $\chi^2=27,34$; $dl=2$; $p<.00001$). En effet, les conseillers parce qu'ils sont élus parmi les délégués de classe, sont systématiquement informés de l'existence de cette instance, ce qui n'est pas forcément le cas pour les autres élèves.

8.2 Le service civique

La question qui était posée au jeune était « Si je te dis Service Civique, ça te dit ? » et les réponses possibles étaient « Rien », « déjà entendu parler », « ne sais pas ce que c'est », « je connais des gens qui l'ont fait », « je me suis renseigné », et « je voudrais en faire un ». Plusieurs réponses pouvaient être choisies (les jeunes ayant fait des réponses incohérentes sont ici écartés).

Une large majorité des jeunes n'ont jamais entendu parler du service civique (60,2 %) et parmi ceux qui répondent qu'ils en ont déjà entendu parler (36,8 %) un tiers environ ajoutent ne pas savoir ce que c'est, ce sont au total 74,3 % des jeunes qui n'ont aucune idée de cette forme d'engagement et seulement 1,8 % qui déclarent la connaître. En ce qui concerne la réponse « je connais des gens qui l'ont fait », elle est utilisée par 6 % des jeunes. Ceux qui se sont renseignés ou qui expriment le souhait d'en faire un (qui ne sont pas forcément les mêmes) sont peu nombreux (respectivement 4,1 % et 4,5 %).

On constate que la proportion de jeunes ayant au moins entendu parler du service civique (voire s'étant renseigné, le connaissant, ou désirant en faire un) augmente constamment avec l'âge, de 13,0 % à 11 ans à 76,7 % à 19 ans. Ce n'est que pour les 17 ans que les jeunes informés commencent à être majoritaires (56,5 %). De ce fait, les collégiens sont largement moins informés que les lycéens, mais chez ces derniers, contrairement à ce qui était observé pour les Conseils de Jeunes, il n'y a pas de différences entre les filières de scolarisation. Comme pour l'information sur les conseils de jeunes, on constate que la proportion de jeunes informés diffère selon le statut socio-professionnel du père, avec une plus grande proportion de jeunes informés pour les enfants de cadres/dirigeants (47,8 %) et pour ceux qui ont un père de statut indépendant (40,7 %), que pour les enfants de chômeurs (37,8 %), d'employés (34,9 %) ou de fonctionnaires (34,1 %).

Pour cette variable comme pour la précédente, les jeunes qui ont déjà été élus sont plus informés : de 35,3 % de jeunes ayant entendu parler du service civique pour ceux qui n'ont jamais été élus, on passe à 39,2 % pour ceux qui l'ont été une fois et à 45,6 % pour ceux qui l'ont été plusieurs fois ($\chi^2= 8,95$; $dl=2$; $p<.02$).

³² Et il en est donc logiquement de même pour les habitants du PNRCQ.

8.3 La connaissance de l'instance PNRCQ

Parmi les habitants du Parc, 83,8 % des jeunes ont répondu avoir au moins déjà entendu parler de celui-ci. Les garçons sont plus nombreux que les filles à répondre qu'ils n'ont pas entendu parler du PNRCQ. Ceux qui mentionnent ne pas savoir de quoi il s'agit (qui peuvent néanmoins en avoir entendu parler) sont un peu plus d'un tiers (35,8 %), et les filles sont plus nombreuses à faire cette déclaration (42,6 % contre 29,4 % chez les garçons). La proportion de jeunes qui déclarent participer à des activités du PNRCQ reste modeste, avec 12,8 % pour les garçons et 8,5 % pour les filles (sans que cette différence soit significative).

Quand on examine les liens qui existent entre cette connaissance du PNRCQ et les autres variables, le seul résultat marquant est la relation significative entre l'acceptation de la fonction de représentation et la participation à des activités du PNRCQ. Parmi les jeunes qui seraient plutôt d'accord pour représenter les jeunes de leur territoire, la proportion de jeunes qui ont participé à une ou des activités du PNRCQ est plus importante que parmi ceux qui refuseraient plutôt cette fonction de représentation (58,9 % contre 23,1 %), et réciproquement, la part de ceux qui pensent qu'ils accepteraient de représenter les autres jeunes est plus importante chez ceux qui ont participé à une ou des activités du PNRCQ que parmi ceux qui ne l'ont pas fait.

9. LE POINT DE VUE DES PROFESSIONNELS

9.1 Représentations du territoire chez les jeunes et attachements

D'après les professionnels interrogés, les jeunes du territoire sur lequel ils travaillent sont des jeunes comme les autres. Ils sont peu nombreux et parfois isolés, mais ils trouvent des ressources et des solutions pour avoir des relations et des échanges.

Leur isolement (relatif) les oblige finalement à être autonomes dans la dynamisation de l'entre soi. La relation aux autres est forte, ils la conçoivent comme simple et solidaire. La simplicité est une notion qui revient dans l'évocation de la vie en milieu rural.

Nous avons demandé aux professionnels quel était, selon eux, l'attachement que portent les jeunes au territoire (territoire sur lequel ces professionnels travaillent).

Selon eux, le territoire de vie des jeunes ruraux se restreint souvent à la commune, au village, et n'inclut pas forcément le lieu de scolarisation. Les jeunes sont attachés à ce territoire restreint, ainsi qu'aux traditions locales. Ce rapport affectif à leur lieu de vie les incite à avoir envie de le faire découvrir aux autres.

Le caractère restreint du territoire de vie n'est cependant pas partagé par tous les professionnels interrogés. Selon eux, certains jeunes entretiendraient un rapport plus distant avec leur territoire et s'identifieraient à un territoire plus large qui inclut le lieu de scolarisation, ou même un espace d'identification plus large comme le sud-ouest par exemple.

Toujours dans les discours des professionnels, les jeunes auraient une bonne connaissance de leur territoire et de ce qui s'y fait, une conscience du fait que ce soit rural et qu'il faut développer des habiletés sociales pour pallier l'isolement.

Quand on demande aux professionnels si pour les jeunes, vivre sur ce territoire représente plutôt des avantages, leur réponse se rapproche des résultats fournis par les jeunes eux-mêmes

lorsqu'on leur demande s'il est agréable ou pénible de vivre là où ils vivent. La qualité de vie à la campagne et la tranquillité font que le territoire est vu comme un espace de liberté dans lequel les jeunes projettent de mener leur vie comme bon leur semble. Les professionnels semblent sensibles aux différences entre le mode de vie urbain et rural. La ville est parfois synonyme de danger, de bruit. Le milieu rural paraît comme plus apaisant, sécurisé et sécurisant. Par ailleurs, les coutumes et traditions locales sont perçues comme des avantages à vivre sur ce territoire. La proximité sociale est valorisée, toutes générations confondues. Elle permet d'être écouté mais cette sociabilité de proximité peut devenir un inconvénient avec l'avancée dans l'âge et la revendication de plus d'impersonnalité dans les relations humaines lors de l'adolescence.

On observe que les discours des professionnels, sur certaines dimensions, concordent avec les résultats obtenus dans les questionnaires auprès des jeunes. Les qualités esthétiques et le cadre de vie qu'offre le milieu rural sont reconnus, par les professionnels, comme des éléments qui fondent l'attachement au territoire chez les jeunes. Les professionnels disent eux-aussi observer une rupture entre le collège et le lycée dans ces attachements au territoire. Plus les jeunes avancent en âge, moins ils sont attachés à leur territoire restreint de vie. L'aspect restreint et sécurisant du territoire de vie se retrouve aussi dans nos interprétations, notamment pour ce qui concerne les plus jeunes représentants de notre échantillon.

9.2 Inconvénients à vivre sur ce territoire

Comme on pouvait s'y attendre, les problèmes de mobilité, d'enclavement et de transports sont largement évoqués. Les jeunes sont souvent perçus comme dépendants de leurs parents en ce qui concerne leurs déplacements, mais cela varie tout de même avec le lieu d'habitation ou d'activités, et l'âge des jeunes. En effet, plusieurs éléments peuvent réduire ou atténuer ce problème. Par exemple, des transports publics peuvent être mis en place, comme c'est le cas pour la Communauté de Communes de Lalbenque. À partir de 14 ans, les jeunes peuvent être motorisés, même si cela reste marginal et plutôt dangereux relativement à l'état parfois médiocre du réseau routier lotois. Cette motorisation serait en outre plutôt genrée puisque d'après les professionnels de Cajarc, les garçons posséderaient plus de « Deux-roues à moteur » que les filles. En effet, les résultats de nos questionnaires montrent que les garçons roulent davantage que les filles en Deux-roues (vélo et motorisé confondus), ces dernières se déplacent plus à pied. Ce résultat est valable chez les collégiens comme chez les lycéens.

L'importance du covoiturage et de la mise en réseau de parents, ou de voisins est un horizon à développer. En effet ce sont des solutions qui non seulement permettent de palier les problèmes d'enclavement, mais qui ont du sens dans un contexte où la mutualisation de biens et de services est socialement valorisée, et produit elle-même du lien social. Il y a ici une piste à explorer, dont les pouvoirs publics ou acteurs du développement territorial peuvent se saisir pour en faciliter le développement. Notons que dans les questionnaires, les lycéens qui habitent en milieu rural au sens de l'INSEE déclarent plus souvent que les autres se déplacer grâce à leurs voisins.

Le manque d'infrastructures dédiées à la jeunesse est l'autre inconvénient évoqué par les professionnels. En l'absence de lieux repérables et repérés, il devient facile de penser « qu'il n'y a rien pour les jeunes ». Les équipements sportifs, culturels et de loisirs semblent trop peu présents sur le territoire pour satisfaire les besoins des jeunes, même si ces derniers profitent de leurs déplacements liés à la scolarité pour fréquenter les équipements urbains. Effectivement, le manque (d'activités) et le vide (rien à faire) sont largement évoqués dans les questionnaires par les répondants qui vivent le territoire comme pénible.

Une autre difficulté est pointée qui concerne l'obligation quasiment systématique de quitter le territoire pour poursuivre des études. Certains professionnels se demandent comment, dans ces conditions, les jeunes peuvent développer un attachement fort à leur territoire de vie. À ce propos les résultats des questionnaires nous apprennent que les lycéens ont globalement un sentiment moins fort d'attachement à leur territoire. Certes le besoin d'indépendance explique ce résultat, mais on peut se demander si on n'assiste pas à une forme de rationalisation chez ces derniers qui les pousserait à se détacher du territoire, ou du moins à ne pas trop y faire de projections.

9.3 Représentations des jeunes qui fréquentent la structure

Tout comme dans les questionnaires, la sociabilité de proximité est un critère qui semble être central. Les jeunes sont qualifiés d'accessibles, de simples. Tout le monde se connaît notamment par la fréquentation des accueils de loisirs et autres accueils présents sur le territoire. C'est à une sorte de « socialisation territoriale » que l'on a à faire, à savoir qu'en dehors de la socialisation familiale, les jeunes se trouvent au cœur d'un réseau défini par des relations sociales proximales et qui se construisent avec le temps, puisque la continuité dans la fréquentation de l'offre jeunesse est soulignée.

Un autre aspect qui se traduit dans les entretiens est la bonne humeur des jeunes, « ils ont la banane » nous disent les professionnels, ils sont souriants, dynamiques et curieux. Ces jeunes sont, selon les personnes interrogées, fortement « préservés », ce qui semble être une réelle caractéristique du milieu rural : des jeunes préservés de la violence, de l'impersonnalité de la ville. La confiance est également citée comme un élément important qui caractérise les relations entre les jeunes accueillis dans les structures, et les professionnels qui les encadrent, cette confiance se traduit par des demandes d'activités, qui vont s'exprimer par des degrés variés d'engagement.

Ces aspects plus qualitatifs renforcent nos résultats concernant le vécu plutôt positif du territoire chez les jeunes interrogés. Rappelons que ce vécu est d'autant plus positif que le jeune est « intégré » dans des activités et en lien avec les autres. Ce sont bien de ces jeunes dont parlent les professionnels, les plus isolés échappant malheureusement à leur analyse.

9.4 Des jeunes engagés... mais qu'il faut encadrer

Lorsque nous avons demandé aux professionnels s'ils étaient souvent sollicités par les jeunes pour mettre en place des activités ou des projets, ils répondent que ces demandes sont très variées et donnent des exemples de demandes : soirées, ateliers, séjours, stages, activités ponctuelles, concerts. Les jeunes formulent directement leur demande auprès des professionnels, ils peuvent être force de proposition, notamment au travers de petits groupes « moteurs ». Les jeunes formulent des rêves, des demandes parfois inattendues comme cette descente du Lot en bateau, ou encore ce séjour pour rejoindre un ancien animateur ayant déménagé, pourtant ces demandes sont rarement en décalage avec les valeurs de la structure. Quand un décalage est cité par les professionnels, il s'agit de demandes de paintball ou de « soirée mousse ». Dans la mesure du possible, les structures proposent une réponse aux demandes formulées, même si cela dépend évidemment de la faisabilité.

Si les professionnels soulignent le besoin d'encadrement des jeunes, ils sont conscients qu'il faut parfois les « laisser tranquille ». Le plus souvent, c'est la recherche de fonds – pour des activités ou des séjours – qui constitue l'objet du projet dans lequel les jeunes souhaitent

s'investir. Dans ce cadre, les professionnels les perçoivent comme étant capables de s'impliquer et de donner de leur temps, mais la présence d'un adulte référent est cependant requise pour qu'ils puissent aller au terme de ce projet. Cet aspect revient souvent dans les entretiens. Ainsi les jeunes sont-ils perçus comme autonomes certes, mais cette autonomie ne s'inscrit pas dans la durée en dehors des relances et de l'accompagnement des animateurs. Selon les propos recueillis, il leur faut du temps et des repères qui s'incarnent dans l'accompagnement des professionnels. La figure d'attachement dans la structure est également très importante, ainsi que le professionnalisme et l'ancienneté des encadrants. Pour certains, c'est même l'attachement à une personne qui va mobiliser le jeune et le fidéliser dans la démarche.

On constate ici que l'engagement des jeunes est soumis à des formes de « contrôle » des adultes et que la posture de l'encadrant s'oriente souvent vers l'obligation de résultat (mener un projet à son terme). Même si l'échec est perçu comme formateur pour les jeunes, dans les faits c'est plutôt le résultat qui est valorisé par les professionnels interrogés, qui postulent qu'aller au bout d'un projet, c'est important pour les jeunes. Ces professionnels semblent avoir des difficultés à « laisser faire » les jeunes et adopter une posture d'observation bienveillante et distanciée, « tout ne peut pas reposer sur la force de propositions des jeunes » nous dira un animateur.

Du point de vue de la valeur pédagogique et du sens des projets menés, ce sont plutôt les retombées utilitaristes qui sont valorisées et attendues par les professionnels. De leur expérience, les jeunes doivent pouvoir retirer des compétences qu'ils vont pouvoir transférer au monde professionnel et faire valoir sur leur CV.

Ainsi les projets montés dans le cadre d'une structure jeunesse sont rarement tournés vers les autres, c'est-à-dire intégrant une visée sociale ou un engagement militant. Les professionnels sont d'ailleurs assez peu loquaces sur le sujet. On constate un rapport encore une fois utilitariste à la structure jeunesse qui joue un rôle de facilitateur opérationnel pour mener à bien des projets dont plupart sont récréatifs et divertissants, montés par et pour un groupe restreint. Quelques exemples ont tout de même été cités comme ce projet itinérant pendant lequel une rencontre thématique avec les habitants était prévue à chaque halte.

L'engagement est finalement perçu comme non spontané et de courte durée. Les jeunes ne s'engageraient pas si facilement et il faut les aider, les accompagner. Les habitudes de « zapping », la société de consommation, les nouvelles technologies de l'information sont perçues comme des causes explicatives du caractère éphémère et ponctuel des engagements.

S'engager pour un jeune est soumis à un certain nombre de conditions nécessaires comme son intérêt pour le projet, le temps disponible pour instaurer une relation de confiance, son appropriation du projet, le fait que les projets soient à la portée des jeunes. Ces éléments laissent à voir une distance entre les types d'engagements « on ne peut pas attendre d'eux qu'ils s'engagent comme des adultes » dira un professionnel interrogé. Certains professionnels pointent l'importance d'une culture familiale de l'engagement et la reproduction de cette culture chez le jeune dont les parents sont impliqués d'une manière ou d'une autre. Ce lien de causalité sera d'ailleurs exploré de façon plus approfondie dans les questionnaires, notamment dans le questionnaire auto-administré qui aborde cette question (*cf.* volume 2).

9.5 Faire venir les jeunes...

Lorsque que l'on questionne les professionnels sur ce qui est mis en place pour faire venir les jeunes, les réponses s'orientent le plus souvent vers la communication. L'implication ou la

participation des jeunes dans le sens de les amener à fréquenter la structure est quasiment uniquement perçue et pensée en termes de techniques et d'outils de communication assez traditionnels : SMS, affiches, tracts, courriels aux familles, réseaux sociaux, communication dans les établissements scolaires. Certains animateurs se déplacent aux arrêts de bus par exemple pour discuter avec les jeunes, ils espèrent beaucoup du bouche à oreille également. Ils misent sur les habitudes prises dans le cadre des accueils périscolaires ou de loisirs par les enfants des tranches d'âge plus jeunes.

Selon les personnes interrogées, les jeunes veulent que les espaces qui leur sont dédiés soient localisés sur leur commune. L'expérience qui nous a été présentée d'un espace jeune itinérant fut un échec. Nous avons toutefois connaissance d'une expérience réussie sur un autre territoire, avec une appropriation de « l'ado-bus » par les jeunes eux-mêmes. Néanmoins, cette situation rappelle combien il est complexe de penser l'accessibilité aux structures jeunesse en milieu rural. En général et en dehors de la présence de la structure sur le lieu d'habitation du jeune, il faut avoir recours aux parents, à un deux-roues motorisé ou au réseau de voisins.

Notons enfin que les expériences novatrices ou originales en matière de « captation » du public jeune, comme par exemple l'organisation d'événements, de rencontres ludiques ou encore de simples réunions d'information ont rarement été citées dans les entretiens. C'est d'autant plus étonnant qu'un tel événement nous a été rapporté et qu'il a été couronné d'un réel succès en termes de participation et d'expression de la volonté des jeunes.

9.6 Une connaissance parcellaire des politiques de jeunesse et des dispositifs locaux

Parfois, comme c'est le cas pour la communauté de communes de Lalbenque, les politiques à destination des jeunes sont reconnues comme étant une priorité pour les élus lesquels sont perçus par les professionnels comme très attentifs à la question.

Lorsqu'on demande aux professionnels ce qui est mis en place sur le territoire en direction des jeunes, leurs réponses s'orientent vers une description de l'ensemble de l'offre ou sur la disponibilité de locaux et d'équipements. Peu font référence au sens du projet politique et à ses enjeux. À propos des dispositifs existants ou mis en place par les politiques publiques, les réponses restent floues, et on assiste souvent à une confusion entre dispositifs et équipements. Les coordinateurs de structures sont logiquement plus informés et citent des dispositifs comme « Sac'ados » (CAF), « Défi jeunes » (DDCSPP), les associations de jeunes, les programmes européens, les bourses du Conseil Départemental, etc.

Les acteurs interrogés estiment également qu'il faut éviter que la jeunesse ne devienne une vitrine politique qui serve les enjeux de notoriété des élus.

9.7 Liberté et contraintes des professionnels dans la structure

Globalement, les professionnels interrogés affirment ressentir un sentiment général de liberté dans leur travail, peu de contraintes, peu de pression. Parmi les contraintes évoquées, on retrouve la lourdeur administrative, la nécessité de rendre des comptes en catégorisant et en quantifiant (notamment dans les relations avec le financeur CAF). C'est le volet financier qui semble poser le plus de problème et générer le plus de pression. Nous n'avons relevé qu'un seul discours sur les parents perçus comme une contrainte.

9.8 Les partenariats

Les structures que nous avons rencontrées développent des partenariats avec les associations locales (y compris les autres structures jeunesse le cas échéant), les écoles de musique, les intervenants locaux, les collectivités territoriales notamment par le biais des contrats enfance jeunesse. Le Conseil Départemental, la MSA, la CAF sont également le plus cités.

La question des liens avec le PNRCQ a été abordée et les réponses ont été très variées. Là où le partenariat s'est avéré riche et constructif, il relève d'un volet qui ne portait pas uniquement sur la jeunesse, mais sur l'éducation à l'environnement, les cultures, les jardins et l'alimentation. Ce partenariat a permis de réaliser un beau projet avec des jeunes sur le territoire selon une des personnes interrogées. Cependant, ce qui a été regretté est la temporalité dans laquelle doivent se réaliser ces projets et surtout leur financement, temporalité jugée incohérente avec les objectifs et les attendus.

Enfin, le manque d'intégration par le PNRCQ des acteurs déjà en place lors de montage de projets envers la jeunesse a été pointé. Depuis ces entretiens, quelques améliorations ont été apportées en ce qui concerne la co-construction des projets avec les acteurs patentés du territoire.

10. UNE ANALYSE FACTORIELLE POUR RÉCAPITULER

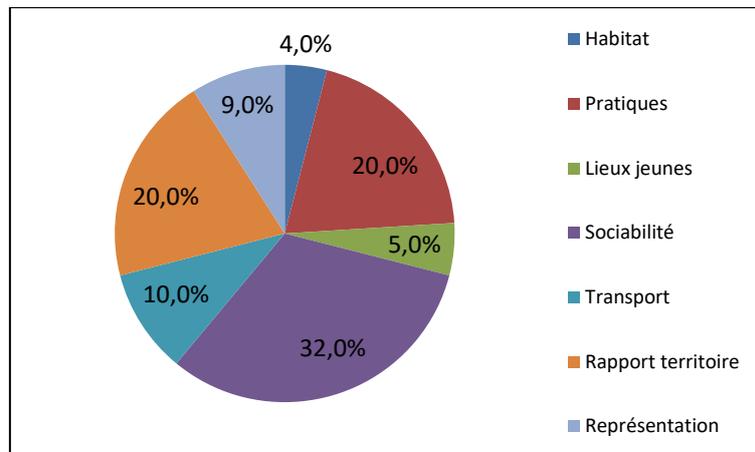
Afin d'avoir une vision globale des relations entre toutes ces variables, nous avons procédé à une analyse des correspondances multiples. Ont été posées comme variables principales, participant à la détermination des axes, les variables décrivant le domicile (4 variables avec chacune 2 modalités), les activités pratiquées (11 variables avec 2 à 5 modalités soit 31 modalités), l'accès à un lieu pour les jeunes (2 variables, 7 modalités), les modes de sociabilité (8 variables à 5 modalités chacune, soit 40 modalités), le transport (10 variables binaires, soit 20 modalités), le rapport au territoire (5 variables à 5 modalités, soit 25 modalités), le rapport à la représentation (4 variables de 2 à 5 modalités, au total 14 modalités). Les variables supplémentaires étaient le sexe, l'âge (de 11 à 19 ans, une modalité par âge), le fait d'être au collège ou au lycée, la filière de scolarité (4 modalités), le régime (3 modalités), le mode de garde parental (4 modalités), le caractère rural ou urbain de la commune d'origine tel que défini par l'INSEE, et le rapport aux pratiques (variable utilisée pour faciliter l'analyse).

Au total, 924 jeunes avaient fourni des réponses exploitables pour l'ensemble de ces variables, l'analyse factorielle a permis de dégager 8 dimensions interprétables, représentant ensemble 24% de l'inertie portée par les données³³. La part d'inertie relative portée par les

³³ Notons que dans une AFCM portant sur 901 individus pour lesquels nous disposions des données quant aux statuts socioéconomiques des deux parents, nous avons constaté que la variable supplémentaire décrivant ces statuts était très mal représentée sur l'ensemble des dimensions. Nous avons donc jugé inutile de la maintenir aux dépens de l'effectif pris en compte.

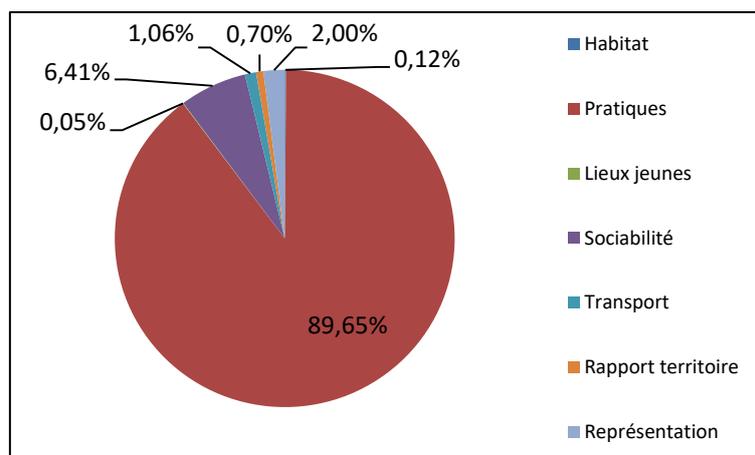
Par ailleurs, le capital d'autochtonie avait été introduit dans cette analyse. Les autochtones (ici considérés avec une définition assez restreinte par rapport à celle de la littérature sur le capital d'autochtonie, puisqu'il s'agit simplement ici de jeunes qui ont toujours habités au même endroit) ne sont représentés que sur les axes 2 et 3 (avec des corrélations assez faibles). On les retrouve au pôle négatif de l'axe 2 (avec les jeunes qui ont une seule pratique, et qui auraient du mal à quitter leur territoire) et au pôle positif de l'axe 3 (avec les jeunes qui ont plusieurs pratiques, trouvent le territoire agréable et seraient plutôt enclins à y représenter les autres jeunes).

différentes catégories de variable est représentée sur le graphique suivant. On peut y constater que l'inertie relative ne dépend ni du nombre de variables de chaque catégorie, ni du nombre de leurs modalités.



Axe 1 : pratiquants / non-pratiquants

Comme l'illustre le graphique suivant, il s'agit d'un axe où presque toute l'inertie relative est expliquée par les variables de pratiques, la faible part d'inertie portée par les variables de sociabilité venant de la rencontre sur les activités.

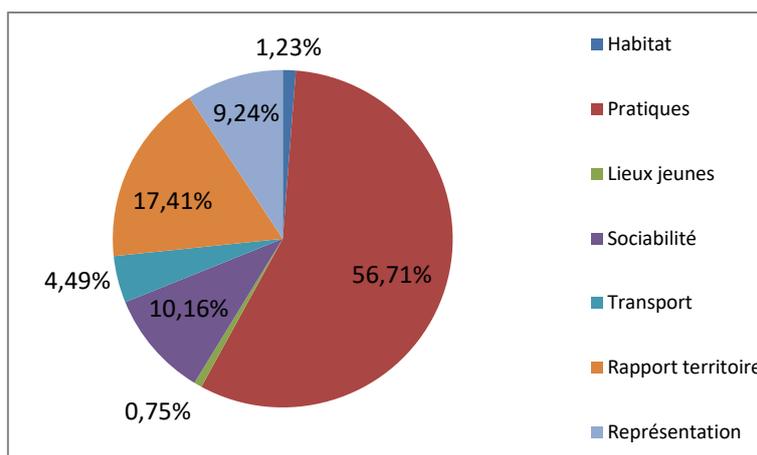


Sur cet axe, on constate que le fait d'être élu associatif et d'avoir été élu plusieurs fois s'associe à la pratique d'activités et que le fait de ne pas l'avoir été s'associe à l'absence de pratique. Il s'agit bien d'une opposition pratique(s) versus non-pratiques où le(s) désir(s) intervien(nen)t peu. Les garçons se retrouvent plutôt du côté des pratiques, les filles du côté de la non-pratique.

La prépondérance de cet axe s'explique par le fait que les variables touchant à la pratique sont nombreuses. On peut quand même constater que la différenciation des sexes opère sur cette dimension, et qu'il semble que la pratique d'activité facilite l'accès à des responsabilités.

Axe 2 : évolution de la mono-pratique à la pluralité

De nouveau, sur cet axe, l'inertie est majoritairement portée par les variables liées aux pratiques, avec des liens avec le rapport au territoire, à la sociabilité, et à la représentation.



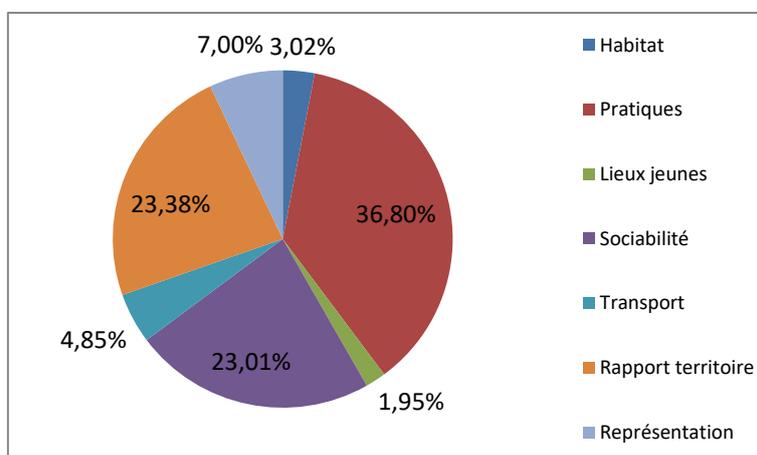
Cet axe regroupe au pôle négatif ceux qui ont une seule pratique, sportive et collective, qui sont jeunes (11, 12 ans) et donc n'ont pas d'expériences de la représentation et sont plutôt indécis quant à l'éventualité de l'exercer. Ils trouvent le territoire agréable, et auraient des difficultés à le quitter, que ce soit pour déménager à cause de leur parent ou pour faire leurs études. Ils n'ont pas pour autant de certitude de vouloir y vivre plus tard même s'ils trouvent les mégapoles repoussantes.

Au pôle positif de l'axe, on trouve des individus qui ont plusieurs pratiques, plutôt individuelles et libres qu'en club, qui sont plus âgés, et qui ont déjà exercé des fonctions de représentation. Ces derniers trouvent le territoire pénible, sont prêts à le quitter et sûrs de ne pas vouloir y vivre plus tard, et sont attirés par les mégapoles. Les ruraux, les garçons et les collégiens sont plutôt au pôle négatif alors que les filles, les urbains et les lycéens sont plutôt au pôle positif, mais ces facteurs restent assez mal représentés sur cet axe.

Doit-on considérer que l'évolution des pratiques avec l'âge que suggère cet axe est inéluctable, que la plus grande ouverture des jeunes se traduit par une diversification des pratiques, mais que celle-ci s'accompagne d'une sortie des cadres (scolaires et en club) ? Le fait que ce soit l'axe où l'opposition collège / lycée est la mieux représentée est congruent avec l'idée que le lycée, avec ce qu'il provoque comme contraintes supplémentaires (non seulement géographiques mais aussi en terme de temps libre), change le rapport aux activités de loisirs.

Axe 3 : lien pratique / rapport aux autres et au territoire

Ce troisième axe accorde encore une belle place aux pratiques, mais on y trouve cette fois une part importante pour les variables du rapport au territoire et pour la sociabilité.



Cet axe regroupe à son pôle négatif des jeunes qui n'ont pas de pratique ou en ont une seule (cette pratique ne s'exerce ni en club ni dans le cadre scolaire, ce n'est pas une pratique individuelle, ni une pratique de nature), ils ont soit de nombreux désirs de pratiques (3) soit aucun. Ils vivent le territoire comme pénible ou assez pénible voire ni pénible ni agréable, mais sont certains de ne pas vouloir y vivre, considèrent qu'il serait très facile d'en partir, que ce soit pour cause de déménagement des parents ou pour les études, et sont attirés par les mégapoles. Leur sociabilité amicale passe par une grande fréquence d'utilisation des réseaux sociaux, du téléphone, des SMS/MMS, mais aussi des rencontres à l'extérieur. De ce côté de l'axe se retrouvent des jeunes qui ne se déplacent pas en vélo mais en deux-roues motorisé.

Au pôle positif, l'axe 3 regroupe des jeunes qui ont plusieurs pratiques (2, 3 ou 4) qui peuvent s'exercer à titre individuel ou dans le cadre d'un club ou de la scolarisation. Ceux qui ont une pratique de nature se situent à ce pôle. Pour être en contact avec leurs amis, ils utilisent rarement voire jamais les réseaux sociaux, téléphone et autres SMS/MMS, et font rarement des rencontres à l'extérieur. Le territoire est pour eux agréable, ils sont sûrs de vouloir y vivre dans le futur, et sont d'ailleurs repoussés par les mégapoles. Ils envisagent comme très difficile ou difficile d'en partir pour faire leurs études. Bien que jamais élus, ils sont plutôt positifs quant à l'idée de représenter les jeunes de leur territoire. Ils se déplacent en vélo et non en deux-roues motorisé.

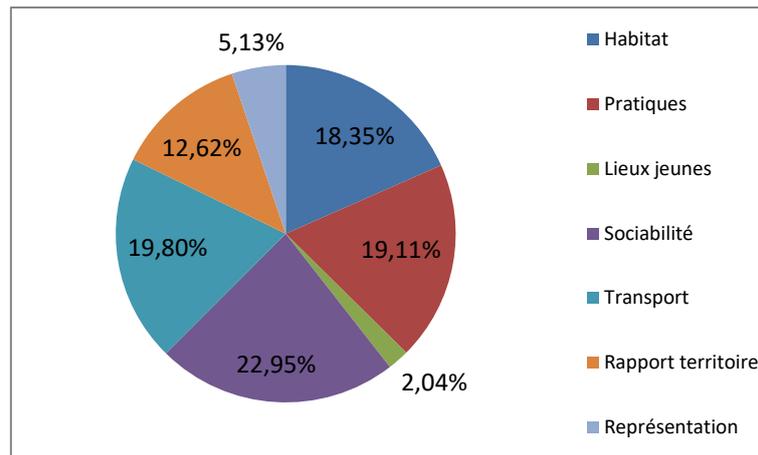
Pour cet axe, on retrouve au pôle négatif les jeunes qui sont de communes caractérisées par l'INSEE comme urbaines et qui déclarent habiter en ville, et qui pensent qu'il existe des lieux pour les jeunes. À l'autre pôle, on retrouve plutôt les ruraux, ceux qui disent habiter à la campagne, et ceux qui n'ont pas à proximité de lieux pour les jeunes. L'âge, qui est médiocrement représenté par cet axe, se répartit néanmoins le long de cet axe avec les 14 ans et moins du côté positif et les autres du côté négatif. En revanche, l'opposition collège lycée, comme sur l'axe précédent, est là encore assez bien représentée.

On voit sur cet axe que la multiplication des activités peut entraîner un attrait supplémentaire pour le territoire, mais avec comme contrepartie une diminution de la mobilité envisagée pour les études (il est à noter que le pôle positif ne fait pas apparaître la difficulté à partir pour cause de déménagement des parents). Certes, au pôle où cette mobilité pour les études est difficile à envisager, on trouve encore les plus jeunes des jeunes (les 11 et les 12 ans) et l'on peut se dire que l'avancée en âge diminue cette appréhension, comme le suggère l'axe 2, en permettant une diversification des intérêts. Néanmoins, on peut se demander si ce bien-être qui s'installe ne peut pas diminuer les ambitions et provoquer un renoncement à l'idée de faire des études, particulièrement dans un territoire comme celui du Lot où les possibilités d'études supérieures sont peu nombreuses.

L'axe 2 représentait le changement du collège au lycée des activités (et des phénomènes qui l'accompagnent), et l'axe 3 serait lui aussi un axe des changements entre collège au lycée, mais cette fois concernant le rapport aux autres (modes de sociabilité) et au territoire (attachement).

Axe 4 : relation entre habitat, pratiques et mobilités

Même si elles ne portent pas autant d'inertie que les variables de pratiques, de sociabilité et de transport, les variables d'habitat sont représentées sur cet axe bien au-delà de ce que pourrait laisser attendre le faible nombre de modalités impliquées (18,35% de l'inertie relative alors que les modalités habitat représentent 5,5 % des modalités de l'analyse). Ce sont les variables dont la qualité de représentation (corrélation avec l'axe) est la plus forte.



Au pôle négatif, on a plutôt une maison avec jardin, un habitat isolé en campagne. Les pratiques sont des pratiques de nature et des pratiques collectives plutôt qu'individuelles, ces activités utilisent des équipements, et on se déplace pas en deux-roues motorisé, avec la famille, les amis ou les voisins, éventuellement seul, mais pas à pied. En matière de lien avec ses amis, on se téléphone tout le temps, on utilise tout le temps les SMS/MMS, et le fait de se voir à l'école ne compte qu'un peu. On est sûr de vouloir vivre au pays plus tard, et partir pour cause de déménagement serait difficile. Les jeunes de ce pôle signalent l'existence de lieux pour eux.

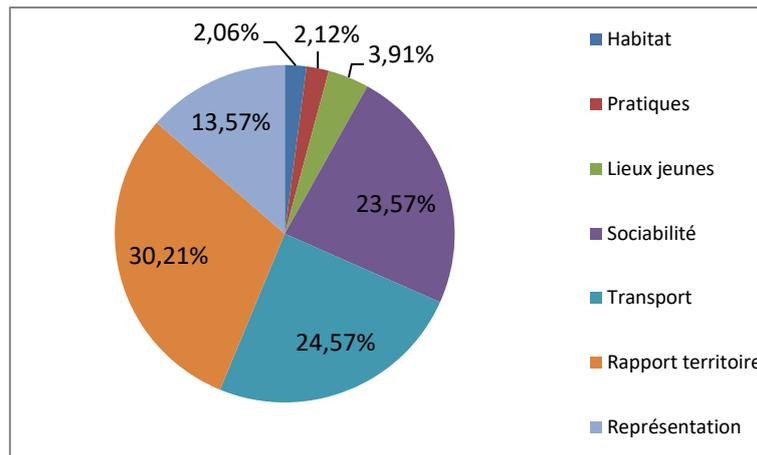
Au pôle positif, on vit en appartement, sans avoir d'accès à un jardin, dans des habitats qui ne sont pas isolés, et déclarés en ville. Les pratiques sont des pratiques libres et individuelles, elles n'utilisent pas les équipements mais ne sont pas non plus des pratiques de nature. Les répondants ici ne savent pas s'il existe des lieux pour les jeunes. On se déplace à pied et non en deux-roues motorisé, pas avec la famille ou les amis. La sociabilité semble réduite aux rencontres à l'école, car on utilise peu voire jamais les autres modes de sociabilité. A ce pôle, on est attiré par les mégapoles, et on est sûr de ne pas vouloir vivre au pays plus tard, il serait facile voire très facile de partir pour cause de déménagement.

Cet axe est celui où les jeunes de la filière agricole sont le mieux représentés, et ils figurent au pôle négatif. On trouve à ce pôle des élus associatifs alors que ceux qui ne le sont pas figurent à l'autre pôle.

Notons qu'ici, le vécu pénible ou agréable du territoire n'est pas représenté sur l'axe 4 et donc que la projection quant à y vivre dans le futur ne dépend pas, ici, de ce vécu.

Axe 5 : Relation entre affirmation de soi et caractère catégorique des réponses

Un grande part de l'inertie portée par cet axe s'explique par les variables du rapport au territoire et de sociabilité (variables à 5 modalités), auxquelles s'ajoutent les variables de transport et de représentation.



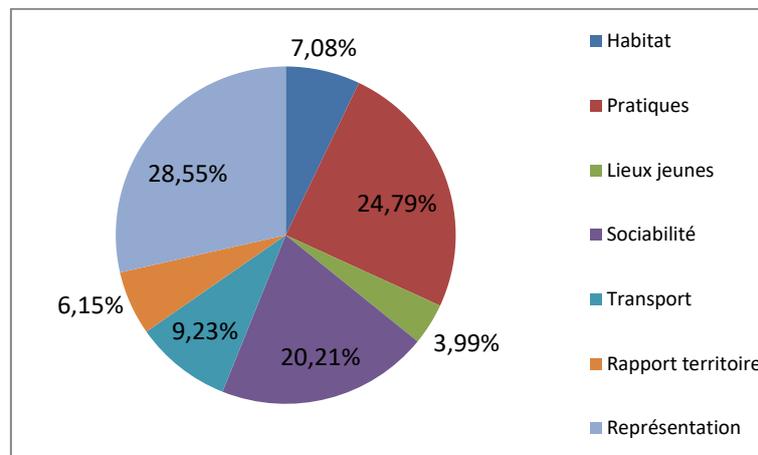
L'axe 5 est une dimension opposant ceux qui sont catégoriques en matière d'accord avec les affirmations en matière de rapport au territoire ou en matière de sociabilité à ceux qui ont des réponses plutôt modérées. Cependant cet axe oppose aussi des pratiques de transports, et c'est sur cette dimension que celles-ci sont le mieux représentées.

On retrouve au pôle positif tant ceux qui trouvent le territoire pénible que ceux qui le trouvent agréable, ceux qui sont très repoussés par les mégapoles et ceux qui en sont très attirés. Au pôle des catégoriques, on retrouve ceux qui ont été élus plusieurs fois, ceux qui ont été élus associatif ou scolaire, alors qu'au pôle des réponses modérées, on trouve les jeunes qui n'ont jamais été élus, qui n'ont pas été élus scolaire ou associatif.

Les réponses catégoriques sont associées à des pratiques de déplacements autonomes (deux-roues motorisé, voiture) ou au contraire au fait de ne jamais se déplacer seul, tandis que toutes les autres pratiques de déplacement se retrouvent du côté des réponses modérées : train, bus, familles, amis, voisins, ou à pied. Notons que le déplacement en vélo est mal représenté sur cet axe, et que cela renforce l'idée que l'accès à un scooter, une mobylette, une moto ou une voiture pourraient avoir une dimension initiatique renforçant l'affirmation de soi. Cette affirmation de soi serait renforcée par le fait d'avoir été élu à plusieurs reprises.

Cet axe 5 serait un axe où se répercutent sur les réponses en matière de pratique le manque total d'affirmation de soi (pour ceux qui sont dépendants de leur famille en ce qui concerne les transports) ou au contraire l'affirmation de soi forte liée à une certaine autonomie en matière de déplacement (deux-roues motorisé, voiture) et/ou au fait d'avoir déjà représenté les autres.

Axe 6 : Représentants versus non représentants en lien avec les pratiques



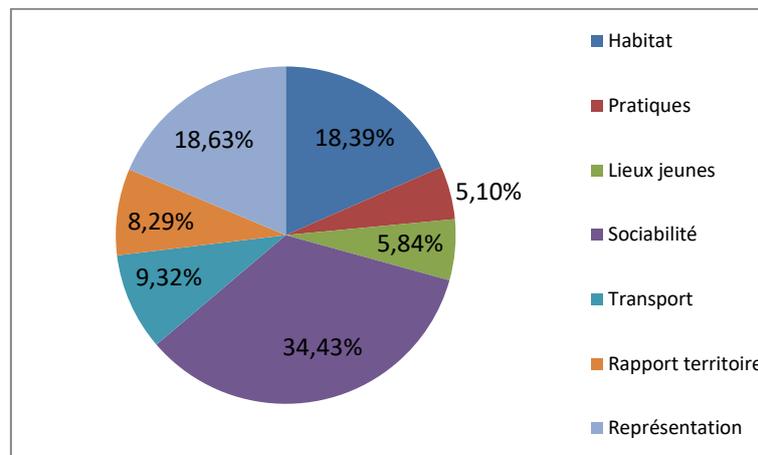
Les variables qui sont les mieux représentées sur cet axe sont celles qui ont trait à la fonction de représentation déjà exercée, et sur cet axe qu'elles sont le mieux représentées. On trouve ensuite des variables concernant les activités pratiquées, et quelques modalités des modes de déplacement, d'habitat et de sociabilité. Enfin on trouve les deux extrêmes de la réponse à la question de l'acceptation de la représentation des autres.

On trouve au pôle négatif des jeunes qui n'ont jamais exercé la fonction de représentation (ni à l'école, ni dans un Conseil de Jeunes, ni dans une association), et qui sont sûrs qu'ils ne l'accepteraient pas s'ils étaient désignés. Ces jeunes ont des pratiques libres, qui n'utilisent pas d'équipement, et plutôt individuelles que collectives. Pourtant ces jeunes ne sont pas coupés des autres, puisqu'ils rapportent utiliser tout le temps les réseaux sociaux, le téléphone, les SMS/MMS, ou l'école pour être en lien avec leurs amis. Ils ne se déplacent pas ni à pied, ni à vélo, et habitent plutôt à la campagne, dans des maisons avec jardin, dans des endroits où il n'y a pas de lieux pour les jeunes. Même s'ils considèrent comme difficile de partir pour faire les études, ils sont sûrs qu'ils ne voudraient pas vivre au pays plus tard.

Au pôle positif, on trouve au contraire des jeunes qui ont déjà été élus, une ou plusieurs fois (élus scolaires, en Conseil de Jeunes et associatifs figurent à ce pôle), et les jeunes qui y figurent sont sûrs qu'ils accepteraient s'ils étaient désignés pour représenter leurs congénères. Les activités sont ici des pratiques collectives plutôt qu'individuelles ou libres, et les pratiques utilisent des équipements. La sociabilité de ces jeunes passe souvent par les rencontres à l'école, par des mails, mais jamais par des rencontres au domicile, des appels téléphoniques ou des SMS/MMS. Ils se déplacent à pied ou à vélo, et habitent en appartement, sans jardin, en ville. Pour eux, il existe des lieux pour les jeunes là où ils habitent, mais ils les fréquentent rarement.

Sur cet axe, les garçons sont du côté des élus, les filles du côté de ceux qui ne le sont pas.

Axe 7 : Représentants versus non représentants en lien avec la sociabilité



L'axe 7 est lui aussi un axe avec lequel les variables liées à la représentation sont correctement corrélées, et on y retrouve des variables concernant l'habitat et les modes de sociabilité, en revanche, contrairement à l'axe 6, les variables associées aux pratiques sont moins importantes pour la caractérisation de cette dimension qui associe la non représentation avec une utilisation permanente de tous les modes de liens aux amis, alors que la représentation est associée à une utilisation d'un moins grand nombre de mode de liens, utilisés moins fréquemment.

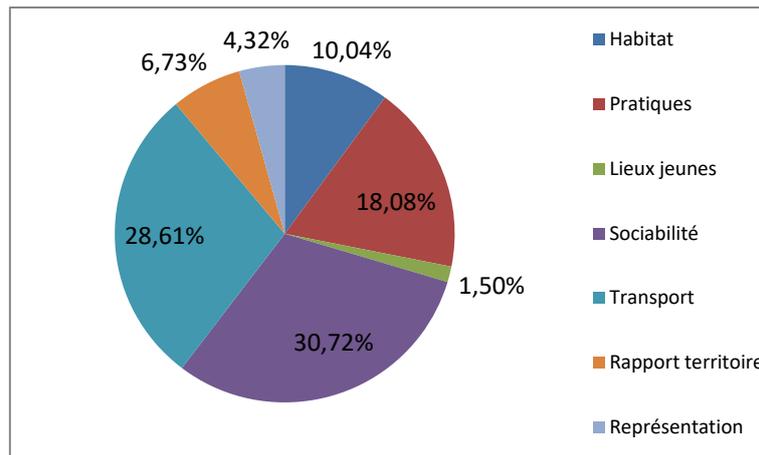
Au pôle négatif on trouve des non élus, sûrs de ne pas vouloir représenter les autres jeunes s'ils étaient désignés pour cela. Ces jeunes habitent plutôt en ville, dans des appartements, sans jardin, et de ce fait dans un habitat non isolé, où il existe (selon eux) des lieux pour les jeunes. Ils se déplacent à pied, à vélo, ou avec la famille. En termes de sociabilité, ces jeunes disent utiliser tout le temps les réseaux sociaux, le téléphone, les SMS/MMS, les mails les rencontres à l'extérieur ou à domicile, ou à l'école.

Au pôle positif, on trouve les élus (une fois ou plusieurs) qui accepteraient de représenter les autres jeunes, et habitent plutôt à la campagne, dans des maisons avec jardin, isolées, où il n'y a pas (selon eux) de lieux pour les jeunes. Ces jeunes se déplacent en voiture et non en vélo, à pied, ou avec leur famille. Pour être en lien avec leurs amis, ils utilisent souvent les réseaux sociaux, les SMS/MMS et les rencontres à l'école, et un peu les rencontres à domicile.

Sur cet axe, les filles sont du côté des élus, et les garçons sont du côté de ceux qui ne le sont pas. Les ruraux sont du côté des élus, les urbains de l'autre.

Axe 8 : relation entre les modes de déplacement, l'habitat, et les pratiques de sociabilité

Les variables les mieux représentées sur cette dimension sont celles qui décrivent les modes de déplacement, auxquelles s'ajoutent des variables concernant les pratiques de sociabilité et l'habitat.



Au pôle négatif, on trouve des jeunes qui utilisent tous les modes de déplacement à l'exception de la voiture (peu corrélée avec cet axe), et n'utilisent pas de deux-roues motorisé. Ces jeunes habitent en maison, avec jardin, à la campagne. Ils ont des réponses extrêmes en ce qui concerne les moyens utilisés pour être en lien avec leurs amis : ils utilisent soit tout le temps, soit jamais, les réseaux sociaux, le téléphone, les SMS/MMS, la rencontre à l'extérieur. Jamais ils ne vont à domicile, et ils se rencontrent tout le temps à l'école, ou utilisent tout le temps les mails. Ayant au moins une pratique (plutôt individuelle et libre), ils expriment des désirs d'en avoir d'autres.

Au pôle positif, on trouve des jeunes qui se caractérisent par l'utilisation de deux-roues motorisés et qui n'utilisent aucun autre mode de déplacement. Ils habitent plutôt en ville, en appartement et sans jardin. Hormis le mail qu'ils n'utilisent jamais, ils ont des pratiques plus modérées que ceux de l'autre pôle, utilisant souvent la rencontre à l'extérieur, le téléphone, ou encore les SMS/MMS, et soit souvent, soit rarement, les réseaux sociaux. Ces jeunes sont des pratiquants d'activité collective utilisant les équipements, et sont comblés par leur pratique (0 désir).

Au pôle positif, du côté de ceux qui se déplacent en deux-roues motorisé, on retrouve plutôt les garçons, alors que les filles sont au pôle négatif.

POUR CONCLURE

Dans le titre même de ce projet d'étude, Jeunesse, Attachement aux Territoires Ruraux Implications et Mobilités, il y avait l'hypothèse implicite que l'attachement des jeunes vis-à-vis de leur territoire dépend des implications qu'ils y vivent et que dans les territoires ruraux, les mobilités sont aussi fondamentales. Pour conclure, nous voudrions revenir sur chacun des termes qui constituent le titre de ce projet, en les prenant dans l'ordre inverse, sans reprendre une synthèse qui peut être trouvée dans les parties précédentes, mais pour pointer quelques faits ressortant de cette étude qui nous semblent marquants.

En ce qui concerne les **mobilités**, habiter en milieu rural peut très facilement devenir un handicap. Être jeune, scolarisé, pratiquant d'activité(s) et rencontrer ses amis sont des dimensions qui sont en lien étroit avec les questions de mobilité. Le contexte social dans lequel évolue le jeune, son orientation scolaire influencent aussi ses mobilités, avec des déplacements par exemple plus « sociaux » (avec la famille, les amis, les voisins) chez les lycéens agricoles et chez les jeunes qui déclarent vivre à la campagne, plus de déplacements en train qu'en voiture pour les jeunes des filières technologiques.

Le renforcement progressif du besoin d'autonomie entre le collège et le lycée, et progressivement avec l'âge transforme également les besoins en termes de mobilités. Ce besoin grandissant d'autonomie est certes marqué par un éloignement des pratiques encadrées (cf. partie 1), mais aussi par un engouement pour les sorties et les rencontres en dehors de l'autorité parentale qui impacte fortement le besoin d'autonomie dans les déplacements.

Nous avons également souligné dans la première partie de ce rapport, l'importance du contexte familial sur la maîtrise des mobilités. Cela concerne entre autres les stratégies développées par les familles pour que l'éloignement du lieu d'habitation ne fasse pas problème pour l'accessibilité au lieu de scolarité ou aux lieux dédiés aux activités. Il semblerait que les pères seuls habitent plus fréquemment à proximité du lieu de scolarisation de leur enfant. Ceci pourrait venir du fait qu'ils peuvent s'arranger pour cela ou que les enfants leur sont confiés pour cette raison. En revanche les mères seules ont plus de difficultés dans leurs rapports à ce type de mobilité.

Cependant, en dehors de la scolarité, c'est aussi l'accès aux pratiques sportives, culturelles, sociales, qui sont problématiques lorsqu'on habite en milieu rural puisqu'elles dépendent largement des possibilités de mobilités, sauf si celles-ci se développent de façon très localisée. Si l'on superpose la carte des déplacements nécessaires pour la scolarité et celle des déplacements nécessaires pour les pratiques, on se rend bien compte que les habitants des zones de faible densité, comme le PNRCQ et en particulier sa zone centrale, subissent un double handicap.

En ce qui concerne les **implications dans les pratiques** (activités), l'analyse factorielle récapitulative montre à quel point elle est structurante pour les jeunes. Si notre enquête confirme que les filles se rencontrent moins à l'extérieur et que par hypothèse elles développent une sociabilité « de chambre » ou électronique, elles sont en revanche plus insatisfaites que les garçons en ce qui concerne les autres activités. Elles seraient donc demandeuses et loin d'être indifférentes à ce qui se développe sur les territoires en termes d'offres de pratiques en toutes sortes. On peut se demander si elles ont aussi une occupation de l'espace public rural qualitativement différente de celles des garçons, à l'instar de ce qui a été observé dans les espaces urbains.

On pourra noter également que les lycéens pratiquent moins d'activités que les collégiens, et que quand ils n'en pratiquent pas, ils évoquent plus souvent le motif de manque de temps ce

qui fait apparaître que la pression temporelle est plus forte au lycée, d'autant que les activités non encadrées se diversifient.

Notre enquête a montré un fort lien entre le fait d'être impliqué dans des pratiques sportives et/ou culturelles, le fait de fréquenter des lieux pour les jeunes, et l'implication dans des fonctions de représentation ou sa projection. Le fait de pratiquer agirait comme un facilitateur, un catalyseur qui permet une ouverture à l'expérience, au collectif qui rendrait plus facile la volonté de vouloir représenter les autres.

En ce qui concerne l'**implication dans la vie collective**, qu'en est-il de la vision des jeunes difficiles à mobiliser, que l'on retrouve régulièrement dans les discours de ceux qui parlent d'engagement et de jeunesse ? Quand on examine le discours des professionnels, on s'aperçoit qu'effectivement ceux-ci ont l'impression qu'il est difficile de mobiliser les jeunes dans le temps notamment. Dans ce questionnaire, nous avons demandé aux jeunes s'ils seraient prêts à représenter les autres, ce qui n'est qu'une des formes d'implication possibles (pour d'autres formes d'implication, cf. le rapport sur le questionnaire auto-administré). Il apparaît que pour 40% d'entre eux, cette perspective est envisagée de façon plutôt positive, mais que la proportion de jeunes qui seraient plutôt enclins à refuser est la même.

Pour plus de la moitié, les répondants ne se sont jamais livrés à cet exercice de représentation des autres. Notre enquête ne permet pas d'explorer les motifs de non engagement mais la littérature permet de comprendre certains facilitateurs de l'engagement comme par exemple la catégorie sociale d'origine, et les différents capitaux qui permettent d'être plus à l'aise dans ces fonctions (confirmés dans notre enquête par la surreprésentation des enfants de cadres et de fonctionnaires parmi ceux qui ont déjà exercé des fonctions de représentation), ou les freins comme l'obsolescence des formes de représentation, peu adaptées aux aspirations des jeunes.

On peut pointer le rôle fondamental du milieu scolaire dans le développement de l'aptitude et/ou de la propension à représenter les autres. Puisque l'expérience joue un rôle important dans le fait de se projeter dans des fonctions ultérieures (plus on a été élu, plus on se projette dans des fonctions de représentation), il faudrait que la scolarité soit l'occasion pour tous d'avoir accès aux fonctions de représentation. Or on constate dans cette étude que c'est loin d'être le cas. La forme classique de désignation des délégués de classe (reposant souvent sur une déclaration de candidature et sur une élection) induit des inégalités susceptibles d'être en défaveur de ceux dont l'estime de soi est fragile. Les différences dans le capital lié à l'éducation (qui se voient à travers l'influence du statut socioprofessionnel des pères et avec l'augmentation de cette influence du collège au lycée) contribuent sans doute de manière importante à susciter des vocations et/ou à les entretenir.

La désaffection pour les fonctions de représentation va croissante du collège au lycée, et avec l'âge (cf. p. 57, titre Parmi ceux qui n'ont pas été « élus », qui l'aurait voulu ?), tout comme croît l'utilisation de l'argument du manque de temps (pour les pratiques d'activités) qui se relie d'ailleurs à une moindre propension à représenter les autres jeunes. Même chez les jeunes, l'implication dans des fonctions de représentation est liée, entre autres, à la disponibilité. Et l'on peut raisonnablement faire l'hypothèse que la pression temporelle vécue par les jeunes dans le système scolaire est de nature à rendre moins disponibles ceux qui ont le moins de capital. Tout comme la qualité de l'insertion dans le milieu scolaire, dont on sait qu'elle dépend largement de l'environnement familial, peut aussi contribuer à façonner l'expérience des fonctions de représentation.

On peut alors faire l'hypothèse que ce système participe d'une sorte de cristallisation progressive des implications et des non-implications, une spécialisation dans des rôles (déléguant vs délégué) résultant d'un cercle vertueux ou vicieux, selon que l'on considère l'intérêt de former des élites ou la nécessité de contribuer à la lutte contre les inégalités.

De manière plutôt inattendue, la situation familiale joue également un autre rôle, puisque les jeunes qui vivent avec leur père seul ou avec leur mère seule sont plus nombreux à avoir été élus plusieurs fois. Il est à noter également que les jeunes qui ne sont pas « comblés » par leurs pratiques (ou par leur non pratique) sont plus enclins à représenter les autres. Il faut certes lire ce résultat avec précaution puisque la non implication peut également être déterminée par la non-connaissance des activités et des modalités d'engagement possibles, ou à des formes d'autocensure sur les désirs. Mais il semblerait qu'il y a donc un effet de l'insatisfaction (familiale³⁴ et sociale) dans la possibilité de déclencher une implication dans la représentation (pour compenser ?).

Quid de ces jeunes qui ne souhaitent pas porter la voix des autres, ne pratiquent rien, et ne désirent rien ? Les analyses sur les modes de sociabilité ne montrent pas de différence entre eux et les autres, et ils trouvent leur territoire plutôt agréable, donc ce n'est pas un désinvestissement de celui-ci qui entraîne leur absence d'implication. Trouverait-on chez ces jeunes une implication supplémentaire dans leurs études, sachant que parmi eux il y a une surreprésentation des filières professionnelle et agricole ? A-t-on affaire à des jeunes qui sont comblés par le fait que leur scolarité rejoint leurs intérêts, et que cela leur suffit sur le plan des loisirs et de la sociabilité ? Cette interprétation, cohérente avec l'hypothèse avancée plus haut selon laquelle c'est l'insatisfaction qui génère l'envie de représenter les autres, n'écarte bien sûr toujours pas l'hypothèse d'une autocensure des désirs et des perspectives qui serait liée aux origines sociales de ces jeunes.

En ce qui concerne **la ruralité**, il est difficile de distinguer de réelles spécificités. Les jeunes ruraux, parce qu'ils subissent déjà une mobilité entre le collège et le lycée, acceptent mieux l'idée de partir pour faire leurs études. En quelque sorte, ils sont donc mieux préparés que les jeunes urbains.

Concernant les fonctions de représentation, les jeunes qui habitent les communes rurales au sens de l'INSEE sont moins souvent élus et détiennent moins de mandats que les jeunes « urbains ». On peut se demander si cela ne vient pas aussi du fait qu'ils n'ont pas les espaces ad hoc. La faible densité des espaces ruraux est peu propice à la mise en place de conseils de jeunes par exemple. Les jeunes ruraux, dans ce contexte d'absence d'espaces de participation, semblent avoir intériorisé la non-participation aux instances de représentation puisqu'ils sont moins souvent délégués de classe et moins souvent candidats. Pourtant les projections de ces jeunes dans les fonctions de représentation sont plutôt positives, ce résultat est consolidé par le fait que lorsqu'ils ont déjà exercé des fonctions, ils s'y projettent encore plus pour l'avenir que les autres.

L'**attachement au territoire** surtout chez les collégiens s'exprime autour des sociabilités de proximité, du calme, de la tranquillité, de l'environnement et des qualités esthétiques du paysage. Les jeunes ruraux semblent tout à fait conscients de ce que peut apporter leur environnement et transforment les handicaps liés par exemple aux difficultés de mobilité et à l'éloignement en atouts relatifs à la qualité de vie. Même si ces aspects s'atténuent avec l'âge et avec l'attrait pour les grandes villes et les sorties, il n'en demeure pas moins que ce résultat est remarquable et aide à rompre avec les idées reçues qui véhiculent le manque systématique d'attrait des jeunes pour le milieu rural.

Le manque au sens large mais plus particulièrement d'activités et de pratiques est une dimension essentielle dans le rapport au territoire. En effet, les jeunes qui évoquent l'absence d'activités à proximité comme motif de non pratique sont ceux qui vivent le territoire comme plus pénible. Les nuages de mots confirment ce résultat qui, s'il n'est pas étonnant, rappelle

³⁴ En postulant que les foyers monoparentaux génèrent de l'insatisfaction chez les jeunes, ce qui nécessiterait approfondissement.

que les équipements et activités associées sont réellement structurants pour les territoires, en particulier ruraux. Des investissements sont donc à penser pour rendre le territoire attractif et ainsi garder, voire attirer les moins de 18 ans et les jeunes couples. La fixation des jeunes est d'ailleurs un enjeu majeur qui est rappelé dans la charte du PNRCQ.

Si le glissement vers la ville d'une partie des jeunes semble irrémédiable (Renahy 2010), l'attractivité doit aussi se penser en termes de retour au pays. Cet ajustement ne peut se faire sans un ajustement des possibilités qu'offre le territoire en termes d'insertion par l'emploi (Coquard 2015a).

Nombre de ces questionnements seront traités dans le tome 2 de ce rapport puisque le second questionnaire aborde entre autres les questions de projection dans l'avenir et permet de tester les souhaits de retour au pays.

Enfin, pour clore ce volume nous nous proposons de reprendre le premier terme, celui de **Jeunesse** en l'insérant dans une phrase intégrative qui contient les mots du titre cette fois dans l'ordre. Nous pouvons ainsi dire que ce rapport traite d'une **Jeunesse** rurale plurielle, **Attachée** à son **Territoire** (en tout cas pour les plus jeunes) car consciente de la qualité de vie en milieu **Rural**, qui accepte la fonction de représentation d'autant plus qu'elle est déjà **Impliquée** par ailleurs, malgré des **Mobilités** qui dépendent pour la plupart des parents.

BIBLIOGRAPHIE

- Arnstein, Sherry R. 1975. « A Working Model for Public Participation ». *Public Administration Review* 35(1):70-73.
- Becker, Howard S. 2006. « « Notes sur le concept d'engagement » ». *Tracés* (11). Consulté 10 juin 2013 (<http://traces.revues.org/257>).
- Becquet, Valérie. 2014. *Jeunesses engagées*. Paris: Syllepse.
- Becquet, Valérie, Patricia Loncle, et Cécile Van de Velde. 2012. *Politiques de jeunesse le grand malentendu*. Nîmes: Champ social éd.
- Boone, Damien. 2013. « La politique racontée aux enfants : des apprentissages pris dans des dispositifs entre consensus et conflit. Une étude des sentiers de la (dé)politisation des enfants. » Université Lille 2.
- Bordes, Véronique. 2015. « Trainer pour prendre place. Socialisation, interactions, éducation ». Note de synthèse - HDR, Université Toulouse Jean Jaurès, Toulouse.
- Chauvel, Louis. 2010. *Le destin des générations: structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010*. Paris: PUF.
- Chiron, Pierre-Yves. 2014. « Les objectifs annoncés des conseils d'enfants et de jeunes à l'épreuve des faits ». P. 187-206 in *Jeunesses engagées*, édité par V. Becquet. Paris: Syllepse.
- CNAF. 2009. *Evaluation de la politique de l'enfance et de la jeunesse des Caf. Attentes des familles et des jeunes. Attentes des élus. Territoires*.
- Coquard, Benoit. 2015a. « Partir ou rester ? Le dilemme des jeunes ruraux. » P. 280 in *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'observatoire de la jeunesse 2014*. Paris.
- Coquard, Benoit. 2015b. *Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature*. INJEP.
- Dansac, Christophe, Véronique Bordes, Patricia Gontier, et Cécile Vachée. 2013. *Renouvellement et Rajeunissement des Instances Bénévoles Dirigeantes*. Figeac: LRPMip, IUT de Figeac / UMR EFTs.
- David, Olivier. 2010. *Le temps libre des enfants et des jeunes à l'épreuve des contextes territoriaux. Les pratiques sociales, l'offre de services, les politiques locales*. Université de Rennes.
- David, Olivier. 2011. « Les pratiques de loisir des enfants et des jeunes en Ile-et-Vilaine : espaces et mobilités ». *Carnets de géographie* 2-14.
- David, Olivier. 2014. « Le temps libre des jeunes ruraux : des pratiques contraintes par l'offre de services et d'activités de loisirs ». *Territoire en mouvement* (22):82-97.

- Devaux, Julian. 2014. « Les trois âges de socialisation des adolescents ruraux: Une analyse à partir des mobilités quotidiennes ». *Agora débats/jeunesses* 68(3):25.
- Escaffre, Fabrice, Mélanie Gambino, et Lionel Rougé. 2007. « Les jeunes dans les espaces de faible densité : D'une expérience de l'autonomie au risque de la « captivité » ». *Sociétés et jeunesse en difficulté* [En ligne](4). Consulté (<http://sejed.revues.org/1383>).
- Félonneau, Marie-Line, Lyda Lannegrand-Willems, et Maja Becker. 2008. « Spatialisation identitaire chez les adolescents et les jeunes adultes : le cas du Pays Basque français ». *Les cahiers internationaux de psychologie sociale* Numéro 80(4):59.
- Galland, Olivier. 2011. *Sociologie de la jeunesse*. Paris: Armand Colin.
- Galland, Olivier et Yves Lambert. 1993. *Les jeunes ruraux*. Paris: INRA : L'Harmattan.
- Gasparini, William et Gilles Vieille Marchiset. 2008. *Le sport dans les quartiers: pratiques sociales et politiques publiques*. Paris: Presses universitaires de France.
- Glévarec, Hervé. 2009. *La culture de la chambre préadolescence et culture contemporaine dans l'espace familial*. Paris: Ministère de la culture et de la communication, La Documentation française.
- Guérin-Plantin, Chantal. 1999. *Genèses de l'insertion: l'action publique indéfinie*. Paris: Dunod.
- Guilloux, Karinne et Patricia Loncle. 2014. « Engagement des jeunes dans les territoires : quels sens ? Quels soutiens professionnels ? » *Revue (La) FOEVEN* (167):8-12.
- Haddon, Leslie et Sonia Livingstone. 2012. *EU Kids Online: National Perspectives*. London: The London School of Economics and Political Science.
- Hamidi, Camille. 2010. *La société civile dans les cités*. Paris: Économica.
- Hély, Matthieu. 2009. *Les métamorphoses du monde associatif*. Paris: Presses universitaires de France.
- Ion, Jacques. 2001. *L'engagement au pluriel*. Saint-Étienne, [France]: Publications de l'Université de Saint-Étienne.
- Ion, Jacques, Spyros Franguiadakis, et Pascal Viot. 2005. *Militer aujourd'hui*. Paris: Autrement.
- Lambert, Yves et Bernard Roudet. 1995. « Qui sont les jeunes ruraux ? » *Agora débats/jeunesses* 1(1):47-56.
- Lebon, Francis et Maud Simonet. 2012. « Le travail en "colos" - Le salariat en vacance ? » *Les notes de l'IES* (26).
- Leray, Frédéric. 2010. « Les mères seules et leurs espaces de vie: mobilités résidentielles et pratiques quotidiennes de l'espace des femmes seules avec enfant(s) en Bretagne. » Université Rennes 2, Université européenne de Bretagne.

- Loncle, Patricia. 2007. « Attentes croisées : communes et associations de jeunes dans l'agglomération rennaise ». *Pensée plurielle* (14):67-74.
- Loncle, Patricia. 2008. « Des jeunes français isolés et pessimistes face à une prise en charge publique limitée ». P. 113-22 in *Les jeunesses face à leur avenir: une enquête internationale*, édité par A. Stellingner, R. Wintrebert, Kairos Future (Organization), et Fondation pour l'innovation politique. Paris, France: Fondation pour l'innovation politique.
- Loncle, Patricia. 2014. « Faut-il désespérer de la participation des jeunes en Europe ? » P. 207-22 in *Jeunesses engagées*, édité par V. Becquet. Paris: Syllepse.
- Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache. 2013. *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*. Paris: Ministère de la ville.
- Massot, Marie-Hélène et Joël Zaffran. 2007. « Auto-mobilité urbaine des adolescents franciliens ». *Espace populations sociétés [en ligne]* (2-3):227-41.
- Metton-Gayon, Céline. 2009. *Les adolescents, leur téléphone et internet: tu viens sur MSN?* Paris: L'Harmattan.
- Nicourd, Sandrine. 2007. « Les engagements ont-ils vraiment changé ? » *Sociologies pratiques* 15(2):1.
- Octobre, Sylvie et Dominique Pasquier. 2011. *Pratiques culturelles et enfance sous le regard du genre*. Paris: La Découverte.
- Pagès, Alexandre, Cécile Vachée, Christophe Dansac, et Jean-Pierre Lorédo. 2013. *L'intervention sociale en milieu rural: le point de vue des personnels*. C3S, Université de Franche Comté / LRPMip, IUT de Figeac / Caisse Nationale des Allocation Familiales.
- Pasquier, Dominique. 2015. « La communication numérique dans les cultures adolescentes ». *Communiquer. Revue de communication sociale et publique* (13):79-89.
- Pleyers, Geoffrey. 2014. « Jeunes alter-activistes: altermondialisme, indignés et transition écologique ». in *Jeunesses engagées*, édité par V. Becquet. Paris: Syllepse.
- Prensky, Marc. 2001. « Digital Natives, Digital Immigrants Part 1 ». *On the Horizon* 9(5):1-6.
- Raibaud, Yves. 2012a. « Genre et espaces du temps libre ». *L'Information géographique* 76(2):40.
- Raibaud, Yves. 2012b. « Sexe et couleur des skates parcs et des cités stades ». *Revue VEI* (168).
- Renahy, Nicolas. 2010. *Les gars du coin enquête sur une jeunesse rurale*. Paris: La Découverte.

- Retière, Jean-Noël. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire ». *Politix* 16(63):121-43.
- Richez, Jean-Claude. 2009. « Six façons bien différentes de voir la jeunesse ». *Territoires* (475):24-25.
- Roudet, Bernard. 2010. « Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires ». *Jeunesse, études et synthèses, INJEP* (2):1-4.
- Roudet, Bernard. 2014. « La démocratie est-elle un idéal commun aux jeunes Européens ? » *Agora débats/jeunesses* 67(2):79.
- SCP Communication. 2007. *15-35 ans : les individualistes solidaires*. Fondation de France.
- Simonet, Maud. 2002. « « Give back to the community » : le monde du bénévolat américain et l'éthique de la responsabilité communautaire ». *Revue Française des Affaires sociales* 4(4):167-88.
- Simonet, Maud. 2010. *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit?* Paris: La Dispute.
- Tchernonog, Viviane, éd. 2013. *Le paysage associatif français mesures et évolutions*. Paris; Lyon: Dalloz ; Juris éditions.
- Vachée, Cécile, Christophe Dansac, et Patricia Gontier. 2014. « Le service civique volontaire : un cadeau empoisonné pour les associations ? » in *Les marges du travail et de l'emploi : formes, enjeux, processus*. Lille, France.
- Vachée, Cécile, Christophe Dansac, Patricia Gontier, Véronique Bordes, et Sophie Ruel. 2014. *Vers des pratiques inclusives dans la gouvernance des associations*. Figeac: LRPMip, IUT de Figeac / UMR EFTS.
- Zaffran, Joël. 2011. « Le "problème" de l'adolescence : le loisir contre le temps libre ». *SociologieS, Théories et recherches*. Consulté (<http://sociologies.revues.org/3446>).

ANNEXES

ANNEXE 1 QUESTIONNAIRE ADMINISTRÉ EN FACE-À-FACE AUX JEUNES

1 Qui es-tu ?

Enquêteur.trice : _____

Date et heure : _____

1. Garçon Fille 2. Age |__|__ ans
3. Classe et Filière _____ 4. Régime : Externe Interne ½ pensionnaire
4. Tu vis avec tes 2 parents, ton père, ta mère, en garde alternée, autre : _____
5. Quel métier exerce ta mère ? _____ 6. Ton père ? _____
7. Dirais-tu que ta famille a des moyens financiers :
 Très importants importants dans la moyenne faibles très faibles
8. Dans quel ville/village/commune habites-tu ? Ville 1 _____ code postal 1 _____
 Si deux lieux (cf. parents) : Ville 2 _____ code postal 2 _____
9. Depuis combien de temps habites-tu ici ? (Si depuis toujours écrire l'âge de l'enquête) |__|__ ans
10. Si ce n'est pas depuis toujours, depuis combien de temps es-tu dans le Lot (en années) ? |__|__ ans
11. Tu habites (plusieurs choix possibles) dans une maison un appartement/ il y a un jardin
 C'est isolé, dans un hameau, dans un lotissement / C'est en ville, à la campagne.

2 Quelles sont tes activités ?

12. Quelles sont les activités que tu pratiques régulièrement hors de chez toi et hors des cours à l'école.

	cadre		Fréquence				Lieu		Pour y aller						
	en club	scolaire	indiv/hors cadre	Plusieurs x / sem	hebdomadaire	mensuel	ponctuel	Dans mon village	lieux variables	à pied	vélo	deux roue motorisé	voiture parents	amis / voisins	Transports
1															
2															
3															
4															

13. Est-ce qu'il y a des activités que tu aimerais pratiquer et que tu ne pratiques pas actuellement ?

Si oui Liste : _____

14. Pour les deux plus importantes à tes yeux, qu'est-ce qui fait que tu ne les pratiques pas actuellement ?

Pratiques (écrire le nom)	N'existe pas à proximité							autres (écrire)

15. Existe-t-il près de chez toi des lieux où tu pourrais te retrouver avec tes copains (hors école et domicile) ?

oui non je ne sais pas s'il y en a

16. (Selon 15) S'il y en a est-ce que tu les fréquentes ? S'il y en avait, est-ce que tu les fréquenterais ?

Souvent de temps en temps rarement jamais je ne sais pas

3 Tes relations avec les autres

17. Quand tu contactes / entres en relation avec tes copains, tu utilises :

<i>Une case cochée par ligne</i>	jamais	rarement	un peu	souvent	tout le temps	Rang choix
Réseaux sociaux (Fbk, Twitter...)						
Vous vous téléphonez						
Vous échangez des SMS/MMS						
Vous vous écrivez des mails						
On va les uns chez les autres						
On se rencontre à l'extérieur						
Tu les vois à l'école						
Tu les rencontres pour des activités						

Parmi cette liste, quels sont les 2 modes les plus importants pour toi ?

4 Rapport au territoire

18. Pour te déplacer seul (sans tes parents), tu utilises : pied ; vélo ; scooter ou mob. ; voiture ;

amis ; famille autre que parents ; voisins ; trains ; bus ; je ne me déplace pas seul.

19. Vivre sur le territoire où tu habites, cela te paraît ?

1. Pénible 2. assez pénible 3. Ni pénible ni agréable 4. Assez agréable 5. Agréable

19b. Pourquoi ? (*Inscrire quelques mots clés*)

20. Si tes parents venaient à déménager (du Lot), pour toi partir ce serait...

1. Difficile 2. Un peu difficile 3. Ni difficile ni facile 4. Facile 5. Très facile

21. Partir d'ici (du Lot) pour faire tes études, ce serait pour toi ?

1. Difficile 2. Un peu difficile 3. Ni difficile ni facile 4. Facile 5. Très facile

22. Vivre dans une grande ville, pour toi c'est ...

1. Repoussant 2. un peu repoussant 3. ni repoussant ni attrayant 4. un peu attrayant 5. attrayant

23. Est-ce que tu souhaiterais habiter près de là où tu vis actuellement quand tu seras adulte ?

1. Sûr que non 2. Peut-être pas 3. je ne sais pas 4. peut-être oui 5. Oui c'est sûr

24. Si dans l'avenir on te désignait pour représenter les jeunes de ton territoire, accepterais-tu ?

1. Sûr que non 2. Peut-être pas 3. je ne sais pas 4. peut-être oui 5. Oui c'est sûr

25. Combien de temps accepterais-tu d'y consacrer par semaine : _____ (heures)

26. As-tu déjà été élu ou représentant ? Jamais, Une fois, Plusieurs, dans un établissement scolaire

Dans une association (ou comité des fêtes) dans un Conseil de Jeunes (préciser) _____

26b. Tu l'aurais souhaité ? Sûr que non peut-être pas je ne sais pas peut-être oui Oui c'est sûr

27. Si je te dis Conseil Régional/Général Jeunes, ça te dit ? Rien, déjà entendu parler, sais pas ce que c'est

Je connais certaines de ses actions, je participe à des événements qu'il organise.

28. Si je te dis Service Civique, ça te dit ? Rien, déjà entendu parler, sais pas ce que c'est

Je connais des gens qui l'ont fait, je me suis renseigné, je voudrais en faire un.

29. Si je te dis Parc Naturel Régional, ça te dit ? Rien, déjà entendu parler sais pas ce que c'est

déjà participé à des événements qu'il organise, participe souvent à des événements qu'il organise.

30. Ton village fait-il partie du Parc Naturel des Causses du Quercy ? Oui Non Ne sait pas

ANNEXE 2
GRILLE D'ENTRETIEN AVEC LES PROFESSIONNELS

JATRIM
Entretien avec les acteurs de l'animation jeunesse

Objectifs : Saisir leurs représentations du public, de la manière dont ils perçoivent les jeunes et leurs possibilités de s'impliquer dans la gouvernance. L'entretien portera également sur l'ensemble des problématiques du territoire en matière de politique jeunesse.

- Savoir ce que pensent les pros de l'attachement des jeunes à leur territoire
- Comment ils font pour les capter, difficultés, actions mises en place, innovations en matière de captation des publics
- Savoir comment et combien (à quel point) les jeunes sont engagés (freins et facilitateurs à l'engagement)
- politiques jeunesse ?
- partenariats et relation avec le parc ? Attentes en termes de soutien/parteneriat/

Thème	Type de question	Mots interdits/consigne
Accroche générale représentations des jeunes du territoire	Comment tu décrirais les jeunes d'ici ?	Ici = du territoire (sur lequel tu travailles)
Représentation des attachements des jeunes Avantages et inconvénients à vivre là	Que dirais-tu du rapport que les jeunes entretiennent avec le territoire ? À ton avis, pour les jeunes vivre sur ce territoire, cela représente plutôt des avantages ou des inconvénients ? Lesquels ?	Attachement
Représentation des jeunes / environnement de travail	Qu'est-ce qui qualifie le mieux les jeunes avec qui vous travaillez ?	Représentations
Engagements des jeunes vis-à-vis de la structure (dans la prise en charge d'actions)	Êtes-vous souvent sollicité par les jeunes pour mettre des choses en place ? Comment s'y prennent-ils ? Si pas souvent ou en décalage (avec ce qu'ils se représentent du pourquoi ils sont là), Pourquoi ? Prise de responsabilité ? Don de temps Montage de projet	Engagement Implication Citoyenneté Centrer sur l'interne
Actions de la structure/organisation envers les jeunes (politique structure/interne)	Réponse aux sollicitations des jeunes	Centrer sur l'interne
Captation	Qu'est ce qui est mis en place pour faire venir les jeunes ?	Aller chercher si pas venu <i>Participation</i>
Politiques jeunesse Externes/surplombantes	Qu'est-ce qui est mis en place en direction des jeunes sur le territoire ?	
Engagements des jeunes (représentation, citoyenneté, politique)	Quels sont les dispositifs qui permettent aux jeunes de faire des choses (qu'ils ne font pas chez eux, en relation avec le collectif...) sur le territoire ? Si réponses autour de consommation d'activités uniquement, demander s'il existe des choses qui concernent les prises d'initiative ou l'engagement (si engagement est venu). Don de temps à la collectivité	Si le mot engagement est venu
Autonomie/indépendance des actions et de la structure Autonomie/indépendance des professionnels dans la structure	Sentiment de liberté dans les initiatives prises auprès des jeunes Poids des contraintes (collectivités, structure, parents, CAF...)	
Partenariats en général Liens avec le Parc	Quels sont les principaux partenaires avec lesquels vous travaillez ? Quels types de relations avec le parc ?	
Biographie	Parcours de formation Parcours pro Parcours de vie... ancrage territoire (lieu habitation et depuis quand) Nombre d'enfants + âge Engagements associatifs, syndicaux, politiques et responsabilités associées	
Conclusion	Au final, penses-tu que les jeunes s'engagent facilement et qu'il soit facile de les engager ?	

ANNEXE 3
DÉPLACEMENTS DES COLLÉGIENS
(À PARTIR DES DONNÉES DE L'INSPECTION ACADÉMIQUE)

